

Selon la radio israélienne

WASHINGTON ET PARIS  
SERAIENT PRÊTS  
À ENVOYER DES TROUPES  
À BEYROUTH-OUEST

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 50 c. ; France, 3,50 F ; Grèce, 200 dr. ; Irlande, 0,350 Ir. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 ¥ ; Luxembourg, 27 F. ; Pays-Bas, 1,25 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 250 p. ; Suisse, 5,00 fr. ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Tchécoslovaquie, 20 scs. ; Turquie, 200 L. ; Venezuela, 200 bs. ; Yémen, 200 r. ; Zambie, 200 kwacha. ; Zimbabwe, 200 r. ; Les autres pays, voir la page 2.

Tarif des abonnements page 2  
AUX ÉDITEURS  
75477 PARIS CEDEX 99  
Tél. Paris 6° 55672  
C.C.P. 6201 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### L'Argentine fait ses comptes

Trois semaines après la reddition des troupes du général Menéndez à Port Stanley, l'Argentine fait ses comptes. Le choc a été rude — et la déception si grande — que toutes les conséquences de la crise des Malouines ne sont pas encore évidentes. La question fondamentale est de savoir si le grave échec subi par les militaires au pouvoir depuis 1976 les incitera ou non à accepter une authentique démocratisation. Les promesses n'ont pas manqué depuis six ans à cet égard. Celles du général Bignone, nouveau chef de l'État et porte-parole d'une armée de terre qui n'entend pas renoncer à ses privilèges, doivent encore être accompagnées avec réserve, bien qu'il ait affectivement autorisé les partis politiques interdits à reprendre leurs activités normales à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

Le général Galtieri, principal responsable du désastre, a été limogé par ses pairs. La sanction est logique. Mais c'est tout le haut commandement des forces armées qui est sur la sellette. Une commission d'enquête a été créée pour tirer au clair les carences de certains officiers, et les prisonniers rapatriés des Malouines commencent à témoigner. La presse de Buenos-Aires dénonce avec vigueur l'impéritie et l'impervoyance d'un état-major plus à l'aise dans la répression de la « subversion » et des manifestations de rue que sur un véritable théâtre d'opérations. Si l'enquête est menée à son terme, elle pourrait contribuer à une réarticulation des rapports de forces traditionnels entre les trois armes, la marine et surtout l'aviation (qui s'est sortie avec honneur et prestige de la guerre) contestant dès aujourd'hui la suprématie des « terribles » et s'alignant, avec des nuances, sur les thèses libérales des principaux partis d'opposition.

Le général Nicolaidis, nouveau « patron » de l'armée de terre et l'un des chefs de file des « faucons », a de son côté tiré ses conclusions dans le domaine strictement militaire. Il préconise la formation d'une armée de métier et recommande le développement d'un programme d'armements ambitieux incluant la mise en chantier d'un sous-marin à propulsion nucléaire.

Le général a également admis implicitement la fin des hostilités dans l'Atlantique sud, une concession de taille que le gouvernement de Buenos-Aires n'a pas encore faite officiellement. Il a, d'autre part, d'accord sur ce point avec le nouveau ministre argentin des relations extérieures, affirmé que la lutte pour la reconquête de la souveraineté argentine sur les Malouines se déroulerait exclusivement sur le terrain diplomatique. Un terrain où l'Argentine est à peu près assurée maintenant de compter sur de nombreux appuis, y compris sans doute celui de la France. Les États-Unis, très soucieux de renouer des relations normales avec le régime argentin, pourraient tenter de retrouver un prestige sérieusement entamé au Amérique latine en ne s'opposant pas à la revendication historique de l'Argentine.

C'est au plan économique que la « relance » du gouvernement de Buenos-Aires risque, à court terme, de susciter des déceptions et des aigreurs sur les rives du Rio de la Plata. La très forte dévaluation du peso, annoncée mais non chiffrée le lundi 5 juillet par le nouveau ministre de l'économie, M. Dagnino Pastore, ainsi que les autres mesures de son programme ne se démarquent pas suffisamment de la ligne « hyperlibérale » pratiquée jusqu'ici pour rassurer les partis politiques et syndicalistes dans l'expectative.

## Un entretien avec M. Kadar « La bataille de Paris »

La visite de M. Mitterrand en Hongrie « sert la continuité nécessaire des relations Est-Ouest »

nous déclare le premier secrétaire du parti

M. Mitterrand est attendu mercredi 7 juillet en fin d'après-midi à Budapest pour une visite officielle de deux jours en Hongrie, la première qu'il fait dans un pays de l'Est depuis son élection. Son programme prévoit deux entretiens au tête à tête avec M. János Kadar, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, une rencontre avec le cardinal primate de Hongrie et plusieurs écrivains et artistes. Le président de la République donnera une conférence de presse avant de regagner Paris vendredi après-midi.

A la veille de cette rencontre, M. Kadar a reçu à Budapest notre envoyé spécial. Celui qui dirige la Hongrie depuis vingt-six ans se réjouit, notamment, des bonnes relations franco-hongroises, dont la signification « dépasse les rapports bilatéraux » et d'une visite qui « sert aussi la continuité nécessaire des rapports entre pays à systèmes sociaux différents ».

De notre envoyé spécial

Budapest. — Le bureau du premier secrétaire, au premier étage de l'immeuble « forteresse » du comité central du parti, donne sur le Danube. La décoration est « internationale » au sens orthodoxe du terme : un tableau — plutôt laid — montrant Léna jouant aux échecs, un portrait, plus modeste, de M. Brejnev, quelques photographies des grandes rencontres communistes de l'histoire. L'homme se présente presque timidement — « Kadar », comme si on risquait de le confondre avec un autre, — mais il se montre très enjoué, mobile dans ses expressions comme dans ses gestes, malgré ses soixante-dix ans et une légère corpulence. Il a déjà communiqué par écrit ses réponses à nos questions, mais il accepte volontiers un dialogue permettant d'aller plus loin.

— Qu'attendez-vous de la visite de M. Mitterrand ?

« C'est avec satisfaction que nous accueillons le président de la République française. Sa visite est un événement de portée particulière, car M. Mitterrand est le premier chef d'État français qui visite la Hongrie. »

« Je garde de bons souvenirs de nos rencontres précédentes à Budapest et à Paris et je suis certain qu'il sentira également au cours de sa visite actuelle qu'il est un hôte bienvenu en Hongrie. »

Propos recueillis par MICHEL TATU.

(Lire la suite page 7.)

Page 5 :

### LA GURNÉE ASSAGIE

Le début d'un reportage de JEAN-CLAUDE POMONTI

Page 33 :

### LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

## AU JOUR LE JOUR

### MALADES

La réduction du temps de travail dans les hôpitaux pose un problème du niveau de l'école primaire : si le même nombre d'infirmités travaille une heure de moins par semaine, le malade sera seul une heure de plus. Par semaine, sauf erreur.

Une heure de solitude par semaine, c'est peu. Mais, méfions-nous ! Ces malades pourraient en profiter pour créer un syndicat. Objectif : défense du niveau de vie.

HENRI MONTANT.

Il y a peut-être plus de nécessité qu'on ne croit dans cette réforme du statut de Paris, qui a déjà tant fait parler. Une nécessité que l'on ne saurait résumer dans le seul rêve enfantin des socialistes de vouloir priver M. Jacques Chirac de son poste de maire de Paris. Car il est et sera de plus en plus évident que c'est lui qui est le véritable chef d'État de la capitale (1). C'est lui qui est le véritable chef d'État de la capitale (1). C'est lui qui est le véritable chef d'État de la capitale (1).

Dans l'état actuel des forces électorales, il ne serait pas raisonnable d'imaginer qu'on puisse le détruire de sa position de leader de la capitale (1). C'est lui qui est le véritable chef d'État de la capitale (1). C'est lui qui est le véritable chef d'État de la capitale (1).

- La question du statut ne serait pas tranchée avant l'automne
- M. Chirac refuse le débat télévisé proposé par M. Jospin

Le conseil des ministres ne devrait pas encore examiner le mercredi 7 juillet les dispositions modifiant le statut de Paris. De même, la réforme du mode de scrutin applicable aux élections municipales serait examinée lors d'une réunion ultérieure du gouvernement. Aucun projet sur l'une et l'autre de ces deux questions n'a encore été transmis au Conseil d'État.

M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, indique dans le texte que nous publions ci-dessous qu'il est prêt à discuter du « fond du problème » avec le maire de Paris afin de « trouver un terrain d'entente qui se rapproche le plus possible du droit commun ». Le ministre ne parle pas de « commune urbaine » mais de « commune de Paris » et souligne qu'il n'a fait au conseil des ministres du 30 juin qu'une simple « communication » qui ne constituerait « qu'une des bases » de discussion.

M. Pierre Mauroy présidera les intentions du gouvernement mercredi 7 juillet dans l'émission « Face au public » de France-Inter à 19 h 15. Dès le 5 juillet, à la réception organisée pour la fête nationale américaine, le premier ministre a tenu, en privé, des propos semblables à ceux de M. Defferre.

Les fédérations de Paris du P.C.F. et du P.S. ont dans un communiqué commun apporté leur appui total au projet de gouvernement. Elles affirment que « la démocratie est insupportable » à M. Chirac.

Du côté du maire de Paris, la campagne pour l'obtention d'une « consultation populaire » des Parisiens se poursuit avec la distribution de tracts et l'apposition d'affiches appelant à « sauvegarder l'unité de la ville ».

Enfin M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a proposé mardi 6 juillet, à M. Chirac, un face-à-face télévisé. Le maire de Paris a répondu par la négative. (Lire page 36.)

## Quand le R.P.R. et l'U.D.F. se répondent à eux-mêmes

par GASTON DEFFERRE

Improvisation, incohérence, hâte tactique, telles sont quelques-unes des épithètes dont a été gratifié le communiqué du gouvernement sur le statut de Paris. Plusieurs questions se posent : est-ce que dans Paris plusieurs communes est-elle une invention d'un esprit chimérique et malveillant ?

Quel est l'intérêt des Parisiens ?

Un accord est-il possible sur le statut de Paris ?

L'idée de la création de plusieurs communes parisiennes n'est pas nouvelle. Elle a fait l'objet de propositions de loi de la part de presque tous les partis politiques, notamment du R.P.R. et de l'U.D.F., alors U.D.R. et centristes. Le gouvernement n'a rien inventé.

C'est M. Fauton, U.D.R., alors député de Paris, qui a déposé le premier, le 12 avril 1973, une proposition de loi portant réforme du statut de la Ville de Paris et réorganisation de la région parisienne (1).

Le texte de M. Fauton, contrairement à ce qu'il affirme depuis quelques jours, proposait la création de quatre communes nouvelles regroupant vingt arrondissements. L'article 3 de sa proposition est ainsi conçu : « La territoire de la Ville de Paris est divisé en quatre communes nouvelles d'un ou plusieurs arrondissements. »

(1) Proposition de loi numéro 70. (Lire la suite page 6.)

## POINT Les petits patrons en colère

Comme ils le font depuis plusieurs mois — mais cette fois avec plus de détermination — les patrons des petites industries, placés sous la bannière du S.N.P.M.I., manifestent avec colère. Ils s'en prennent aujourd'hui au blocage des prix et au rapport Auroux, bien que celui-ci ne concerne vraiment que les entreprises qui emploient suffisamment de salariés.

N'importe ! Après avoir bloqué le T.G.V. à hauteur de Balgarny (ain), lundi 5 juillet, et obligé les forces de gendarmerie à intervenir, les adhérents du S.N.P.M.I. ont manifesté à nouveau le lendemain en envahissant la Bourse de Paris, dont ils ont paralysé le fonctionnement. Leur président, M. Gérard Deuil, a fait savoir que ces mouvements se poursuivraient en province et que, faute d'une « table ronde » immédiate avec le gouvernement, le S.N.P.M.I. ne répondra plus de l'action de ses troupes.

La ton est donné. Il est celui auquel nous ont habitués Pierre Poujade ou Gérard Nicoud, défenseurs acharnés et écroulés des classes moyennes. Qu'il se soit trouvé suffisamment de mécontents pour les suivre n'a rien d'étonnant : disposant de peu de moyens, plus souvent hommes de terrain que gestionnaires avisés, les patrons des petites industries, comme ceux du petit commerce, subissent de plein fouet les aléas de la conjoncture. S'ils descendent dans la rue, c'est qu'ils ont le sentiment de ne pouvoir se faire entendre autrement, les « grands » du C.N.P.F. gardant, selon eux, la tête dans les étoiles de la macro-économie.

Cela n'avait pas échappé au pouvoir actuel, qui, en novembre 1981, et malgré sa relative représentativité, avait accordé au S.N.P.M.I. ses lettres de créance. Mais cette reconnaissance officielle n'a pas suffi à désarmer la colère de ceux qui déclarent lutter pour la survie de leur entreprise.

LIRE PAGE 36

Page 10 :

LA COMMISSION MILLIEZ PRÉCONISE LA CRÉATION D'UN SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES

## LA DOCUMENTA DE KASSEL

### L'image dans la forêt

On attendait la septième édition de la Documenta de Kassel (dans le Land de Hesse, en Allemagne fédérale) avec pas mal d'impatience, en se demandant comment allait se comporter la plus grosse des manifestations consacrées à l'art d'aujourd'hui, face au désordre de la création, au torrent d'images produites et défilées dans toutes les directions, au grand remue-ménage depuis que le mot d'avant-garde a été rayé de la carte internationale. Les responsables de Documenta VII allaient tenter, comme l'ont fait depuis le début, en 1955, les différents commissaires de la manifestation, à l'occasion de chacune de ses éditions (tous les quatre ou cinq ans), de clarifier la production mondiale la plus récente ? De jouer ce

rôle envié du premier informateur, dont chacun (les invités, les marchands, les critiques, les artistes, les collectionneurs, les conservateurs, pour qui elle est faite avant tout) tient compte pour les années à venir ?

La réponse ne va pas de soi. Abandonnant toute thématique déclarée, toute ligne avouée, ils ont conçu une Documenta à l'image même de la situation, c'est-à-dire singulièrement embrouillée, prenant un plaisir manifeste à organiser à travers les expositions un formidable jeu de pistes dans lequel Winnetou lui-même laisserait son sillage.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 15.)



le mur de Cartier

Paris

cette montre est la vraie Santos de Cartier garantie à vie.

Cartier poursuit en justice ses contrefacteurs.



Le Monde

# idées

## LIBAN

Quatre voix, parmi tant d'autres qu'il faudrait pouvoir faire entendre sur le drame du Liban : un Israélien non conformiste, le professeur Yirmiah Yovel, qui se félicite du coup porté à l'O.L.P. mais pense qu'il est temps de tendre la branche d'olivier ; un Libanais, le Docteur Hijazi, qui reproche à Yasser Arafat et à ses camarades d'avoir trahi, en fait, la cause palestinienne ; un Néerlandais, le professeur H. van Praag, qui, paraphrasant un proverbe juif, estime que la paix des Palestiniens ne peut être que dans la paix d'Israël ; enfin, un Français, le professeur Chevallier, qui déplore l'absence de l'Europe face au conflit.

## Une branche d'olivier

par YIRMAHU YOVEL (\*)

BEAUCOUP d'Israéliens se demandent comment l'opération La Paix en Galilée a mené leur armée aux portes de Beyrouth. Ils critiquent l'extension de la guerre au-delà de ses limites originales ; ils se sentent manipulés par leur gouvernement (comme celui-ci l'était, d'ailleurs, par le général Sharon) ; ils déplorent la souffrance des civils innocents, libanais et palestiniens, piégés entre deux haines, victimes du cynisme de l'O.L.P. qui en a fait des otages, et de l'emploi massif et écrasant de notre machine de guerre, victimes aussi de la désintégration de leur propre État, fait primaire qui en a suscité d'autres.

Peu d'Israéliens, pourtant, regrettent le coup dur subi par l'O.L.P. Cette organisation s'est déclarée l'ennemie mortelle d'Israël, elle cherche sa destruction en tant qu'entité politique et menace la vie de tous ses citoyens. Depuis sa création, l'O.L.P. était la force du refus et de la stagnation politique. Allée d'extrême à l'extrême, elle a toujours dit « non » à tout compromis, décevant ses meilleurs amis en Europe (tel le chancelier Kreisky) et affaiblissant les voix de la paix en Israël.

Le coup subi par l'O.L.P. ne change en rien la situation de base. Avec toute son intransigence, elle exprime une conscience nationale réelle et la volonté collective d'un peuple qui réclame une patrie. Ce fait fondamental ne peut pas être modifié par la force armée. Israël peut détruire l'organisation militaire de l'O.L.P., mais non pas la conscience de soi des Palestiniens en tant que peuple.

Notre problème est donc politique ; et non pas dans le sens étroit où le mot « politique » est compris comme le bras complémentaire de la force armée, dont il traduit les gains par de nouveaux avantages stratégiques, mais dans un sens plus profond qui touche à l'effort - toujours imparfait - des hommes pour tracer leur destin en saisissant le moment opportun.

Il y a une différence radicale entre une guerre contre l'O.L.P. qui devient une guerre contre le peuple palestinien tout entier, car elle ne lui laisse aucun espoir, aucune alternative politique, et un coup porté à l'O.L.P. qui serait accompagné d'une offre aux Palestiniens d'arriver à un compromis juste et honorable avec Israël. Une telle offre changerait le caractère de la guerre et, sans ressusciter les victimes, donnerait un sens nouveau à leur sacrifice. Le gouvernement d'Israël en est-il capable ?

## Pas d'alternative viable

Malheureusement, la politique actuelle de M. Begin ne laisse aux Palestiniens aucune alternative viable. L'autonomie qui leur est offerte aujourd'hui est fictive ; et la solution permanente, selon le gouvernement du Likoud, reste l'annexion éventuelle de la Cisjordanie et de Gaza par Israël. Pour les Palestiniens, même modérés, cela ne peut signifier que le désespoir, l'impasse, et déboucher sur la terreur. Pour nous, en Israël, cela veut dire, entre au-

Liban, une fois encore, est envahi par les troupes israéliennes. Notre pays est de nouveau le théâtre d'un conflit absurde. Ma tristesse est sans limites. Les larmes que j'ai eues à l'écoute des dernières informations, bien malgré moi, reflètent l'état de mon subconscient. Je pense que tu éprouves le même désarroi, que les sentiments vont dans le même sens ; mais nous ne devons pas laisser nos sentiments occuper plus de place qu'ils ne méritent.

En cas de crise, les intellectuels sont tenus à plus de rigueur dans leur raisonnement que le commun des mortels. Cette rigueur doit être le fil conducteur de nos pensées, lorsque nous abordons le problème proche-oriental en général, et celui du Liban plus spécialement.

Tu admetts que le conflit entre les Arabes et les Israéliens portait au départ sur le partage de la Palestine et l'installation d'un État juif sur cette terre arabe. Tu admetts que, actuellement, trente-cinq ans après, le conflit n'a plus les mêmes composantes : libérer la Palestine est actuellement le dernier des soucis des Arabes, car il faut libérer auparavant le Golan et la Cisjordanie ; bientôt, il faudra inclure sur la liste le Sud-Liban.

Bien que nous soyons d'accord sur la justesse de notre cause, nous divergeons probablement sur l'analyse de nos échecs. Si nous sommes aujourd'hui en difficulté, est-ce le

## A un ami arabe

par le docteur A. R. HIJAZI (\*)

faute des Israéliens seulement ? Je te pose la question ; que peut-on leur reprocher ? leur savoir-faire, leur efficacité ? la façon de régler leur problème ? Dis-moi, que peut-on leur reprocher ? S'ils sont efficaces, c'est que nous, nous ne le sommes pas ; à leur savoir-faire, nous opposons notre ignorance, notre sous-développement intellectuel ; quand ils montrent au monde entier qu'ils savent faire face à un problème lorsqu'il se pose, et qu'ils arrivent souvent, pour ne pas dire toujours, à le régler à leur avantage, nous proposons, nous, au monde entier, l'image d'un peuple qui se débat avec ses problèmes, ne sachant par quel bout les prendre. Pour cacher notre incapacité à les résoudre nous-mêmes, nous chargeons les autres de nos maux : l'impérialisme, l'Amérique, Satan et les autres...

## La bonne voie

Si les Arabes veulent régler leur conflit avec les Israéliens, crois-tu qu'ils sont sur la bonne voie ? S'ils pensent que la solution de ce conflit est une solution militaire, crois-tu qu'ils s'y sont préparés sérieusement ? Que veulent les Syriens au juste ? Défendre les Palestiniens ? Crois-tu qu'ils suivent la bonne voie pour aboutir à cet objectif ?

Quand les Arabes comprendront-ils que le conflit avec Israël est un conflit qui dépasse de loin la récupération de quelques mètres carrés de terre ?

Quand vont-ils comprendre que les conflits armés actuels se font par électronique interposée ? Que le fait d'avoir des chars et des fusées ne sert à rien, s'il n'y a pas, derrière ces engins, toute une infrastructure pour s'en servir.

## Des objectifs et des moyens

Quand vont-ils se décider à se fixer des objectifs précis, et à se doter par la suite des moyens nécessaires pour la réalisation de ces objectifs ?

Quand les Arabes vont-ils comprendre qu'une chaîne n'est forte que lorsque tous les anneaux qui la composent le sont ? Que, au lieu de décomposer le Liban et de l'affaiblir en le livrant aux pillards et autres groupes incontrôlés, il vaut mieux renforcer son armée en hommes et en matériel pour qu'elle complète la chaîne des armées arabes entourant la Palestine ?

## Quand...

Depuis 1947 et bien avant, tout ce que les Arabes ont fait a abouti à des résultats contraires aux buts recherchés.

En 1947, on a voulu empêcher la création d'un État juif en Palestine ; c'est le contraire qui s'est produit en 1948.

En 1949, on a voulu enlever à cet État une partie de son territoire : on a perdu Eliat et d'autres terres aussi.

En 1967, on a voulu libérer la Palestine ; on a perdu cinq fois plus de terre que ce que l'on voulait récupérer.

En 1968, les Palestiniens qui voulaient à l'origine libérer leur pays, la Palestine, ont changé d'avis et se sont mis à « libérer » Amman.

En 1973, les Syriens voulaient récupérer le Golan. Ils se sont retrouvés avec les Israéliens aux portes de Damas, à 70 km de la capitale.

En 1976, chassés de Jordanie, les Palestiniens utilisent le Liban comme base de départ pour des opérations d'escarmouches, contre les Israéliens ; résultat de ces opérations de « libération » : le Liban est détruit et maintenant occupé par les Syriens, les Palestiniens et les Israéliens.

## Quels objectifs pour les Palestiniens ?

A propos, sais-tu quels objectifs visent les Palestiniens dans leurs escarmouches contre Israël ? Que veulent-ils au juste ? A quels jeux jouent-ils ? Ce jeu vaut-il la destruction de notre pays ?

Le jour où quelqu'un me donnera une réponse à ces questions, je souviendrai à nouveau Arafat et ses camarades. Pour le moment, quelle que soit leur intention, je juge ce qu'ils font et ce qu'ils ont fait. Or ce qu'ils ont fait et ce qu'ils font est en contradiction avec les objectifs annoncés. Ils ont trahi la cause palestinienne, tout comme Choukairi auparavant ; ils ont envoyé une génération aux abattoirs, et ils ont provoqué la destruction du Liban - tout cela pour rien...

La Palestine est bien perdue par leur faute, une génération d'Arabes est liquidée et un pays arabe est détruit. Les Israéliens sont, de toute évidence, comblés. Est-ce l'objectif recherché ?

Je pense que toute discussion sur le problème qui n'aborde pas ces aspects est une discussion tronquée. L'espérance que l'offensive israélienne qui vient de commencer n'ira pas très loin, et que son échec apportera le salut au Liban. Quant aux Palestiniens, je souhaite qu'ils retrouvent un jour prochain le bon chemin, qui les ramènera en Palestine.

(\*) Médecin anesthésiste libanais.

## PALESTINE

Le représentant anonyme d'une super puissance...  
S'agit-il ainsi les liti les tombes  
Dans la foulée l'appât des mouches grandit  
Il arrive même qu'avant de mourir  
on entende résonner au soleil  
l'enclume des rochers  
sous les paupières  
Mère charrie

dans la terreur horreur  
Liban mon cœur chiffon  
des enfants devenus hureleurs  
prisonniers marqués  
bombes s'éparpillant  
contre les murs  
dans les membres repliés  
brillant brillant  
O mon cœur chiffon

PATRICK GONTHIER  
(collaborateur d'Entrailles  
et de Textuelle.)

## La paix des autres

par H. VAN PRAAG (\*)

Il faut voir les choses d'une manière simple. Il n'a jamais existé un peuple palestinien. Il n'a même pas une langue. Mais ce peuple semble prendre corps dans la résistance à Israël. Au commencement de l'État juif, les États arabes n'acceptaient pas les représentants des Palestiniens à leurs réunions.

## La logique de l'histoire

Si un peuple palestinien se réalise un jour - et je l'espère bien, - son histoire comme nation (ou peuple) commencera à ce moment. Je crois que les choses se passeront très vraisemblablement ainsi.

Entre autres raisons pour celle-ci : d'après une loi universelle, le surplus cherche toujours le vide. Le surplus palestinien cherchera le vide de la rive occidentale du Jourdain. On le pressent en Israël.

Aussi longtemps cependant que les Palestiniens n'accepteront pas l'État d'Israël, Israël n'acceptera pas les Palestiniens. C'est la logique de l'histoire. La question de l'O.L.P.

## L'absence de l'Europe

par DOMINIQUE CHEVALLIER (\*)

Qu'il parviendra encore à modérer les extrêmes qui s'affrontent sur la terre libanaise ? A l'impuissance des États arabes face à l'agression israélienne a répondu l'absence de l'Europe. Pourtant l'opinion se réveille devant l'horreur de massacres qui ne sont peut-être qu'un commencement. Désormais, la solution du problème intérieur libanais, de même que la solution du problème palestinien, ne pourra être trouvée que dans un arrangement global. Personne n'a le droit de rester silencieux. Si l'armée israélienne veut engager une autre bataille, et-t-elle des réserves ? Elle amènera son peuple. Mais elle se heurtera à d'autres peuples ; l'Iran a déjà donné la mesure d'une telle guerre. Qui gagnera à ce message des peuples, surtout si l'arme nucléaire finit par être employée ?

En attendant, l'occupant israélien au Liban voudrait confier à la milice phalangiste une base de repli, de répression, en la compromettant notamment à Beyrouth dans l'échec des groupes de la résistance palestinienne. Celle-ci sera-t-elle liquidée pour autant ? Il y a quatre millions de Palestiniens. Le terrorisme palestinien peut ressembler partout. Est-ce cela que cherchent les maximalistes israéliens pour justifier leurs aventures guerrières ? Depuis quelques années, la direction de l'O.L.P. a fait de nombreuses concessions dans le but de constituer un État véritable sur la terre palestinienne. Aujourd'hui, au risque d'accroître les divisions internes du mouvement palestinien, il semble qu'elle accepte d'en faire de nouvelles à la condition d'être reconnue comme interlocuteur. Lui refuser cette reconnaissance équivaudrait à la condamner à la mort physique ou à l'abandon, mais aussi à rejeter l'élan patriotique palestinien vers des tendances beaucoup plus radicales.

## Du pluralisme communautaire au pluralisme totalitaire

Au Liban, les dirigeants israéliens prétendent rétablir un État souverain et indépendant alors qu'ils viennent d'y écraser les déshérités sous leurs bombes. L'armée israélienne, pour s'engager dans une répression qui ne peut être qu'illimitée et sanglante, cherche des alliés parmi les chrétiens, ce qui reviendrait à en faire des boucs émissaires dans l'avenir et à justifier éventuellement une occupation durable. Depuis sept ans, le Liban est passé d'un pluralisme communautaire à un pluralisme totalitaire. L'invasion israélienne ne fait qu'aggraver cette situation car toute armée venue de l'extérieur, même avec un mandat arabe ou international accepté par le gouvernement libanais, s'est perdue dans ce pays et a contribué à y accentuer les cassures sociales, confessionnelles et géographiques, dans un imbroglio où les faits locaux libanais résument des déséquilibres du Proche-Orient tout entier et s'y répercutent.

A travers les mutations contemporaines et la nécessité de les assumer en conservant sa personnalité, tous les pays de cette région axiale restent confrontés aux questions po-

sées par la construction de l'État. La politique israélienne d'expansion, avec ses références bibliques, y est vécue comme une provocation permanente. Les expériences parlementaires et libérales y ont été remplacées, à partir de 1952, par des systèmes autoritaires qui développent leur propre entité au nom de l'arabisme et/ou de l'islam. Les aspirations des peuples y sont soumises à des stratégies mondiales. Sans en omettre les réalités humaines qui doivent s'imposer à tout jugement valable, l'énumération des contraintes et des conditions pourrait être longuement poursuivie. Notons seulement que les États-Unis, qui dominent l'invention scientifique et technique, visent à contrôler les transformations de la Méditerranée au Golfe, tandis que l'U.R.S.S., qui prétend s'appuyer sur les revendications des masses, s'efforce d'y manipuler les idéologies. Chacune des deux superpuissances livre des armes, avance ses pions, tout en cherchant, peut-être, à limiter les dégâts, mais sans éviter le pire, ainsi que nous le constatons. Va-t-on vers un nouveau Yalta ? Certains voient déjà les régions productrices de pétrole coincées sous la surveillance d'armées adverses et la frange méditerranéenne transformée en une douteuse zone tampon. Autant annoncer l'explosion pour demain.

Ce n'est pas protéger les minorités que de les livrer à une parcelle grandissante dans des regroupements élastiques. C'est faire preuve de réalisme que de tenir compte des ensembles qui ont été créés grâce au dynamisme de chacun. La France, où les événements du Proche-Orient ne manquent pas d'avoir de graves retombées intérieures, et dont les relations humaines avec l'Afrique du Nord sont si importantes, peut entraîner l'Europe à faire preuve d'imaginer dans ses relations avec l'ensemble des partenaires arabes. C'est aussi les aider à couvrir pour l'avenir, car la politique de paix de la France passe nécessairement par la vitalité et la vérité de son amitié avec les pays arabes.

(\*) Professeur à l'université de Paris-Sorbonne.

**Le Monde**  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75237 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 788 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 962 F 1391 F 1820 F  
ÉTRANGER  
(par messenger)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F  
IL - SUISSE-TUNISIE  
386 F 647 F 940 F 1230 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse : déclarations ou préavis (dans semaines de plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler dans les moindres délais les capitaux d'impression.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant :  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Bourdier (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
Imprimerie :  
du « Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 537.  
ISSN : 0395 - 2037.



Le Monde

## étranger

## L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE AU LIBAN

Un cinquième cessez-le-feu est intervenu lundi 5 juillet en fin d'après-midi à Beyrouth-Ouest, à la suite de nouveaux contacts entre Israéliens et Américains. Un porte-parole des forces palestino-progressistes a indiqué que les tentatives des forces israéliennes d'occuper une partie de l'aéroport international avaient été repoussées. La principale cible des bombardements israéliens de lundi avait été le camp palestinien de Bourj-el-Barajneh.

L'état israélien autour de Beyrouth-Ouest n'est encore resserré. Des chars israéliens sont venus, lundi après-midi, renforcer le dispositif militaire installé aux principaux points de passage entre l'est et l'ouest de Beyrouth. Selon l'agence Reuter, des miliciens phalangistes, déclarant agir sur l'ordre des Israéliens, ont refoulé dans la journée au convoi du Comité international de la Croix-Rouge qui tentait de pénétrer dans Beyrouth-Ouest par le port, sans passage laissé ouvert par les Israéliens. Cette voie demeure cependant dangereuse en raison de la présence de francs-tireurs. M. Chafic El Wazzan, premier ministre libanais, qui vit et travaille à Beyrouth-Ouest, refuse de passer par les postes de contrôle israéliens pour se rendre aux réunions auxquelles prennent part le président Sarkis et l'ambassadeur américain Philip Habib.

Dans une déclaration à la presse, il a souligné que « le monde entier, et en particulier les médiateurs, doit réaliser que le

blocus, outre ses conséquences sur le plan humain, entraîne la paralysie de toutes les instances gouvernementales et parlementaires et bloque de ce fait tous les efforts diplomatiques visant à parvenir à la pacification de Beyrouth-Ouest.

Dans la montagne, les milices phalangistes, après s'être heurtées à une vive résistance de diverses autres forces politiques, ont dû se retirer lundi de plusieurs localités qu'elles avaient occupées après l'entrée des forces israéliennes.

● Dans une interview au « WASHINGTON POST », M. Cheysson, ministre français des relations extérieures, a réitéré sa condamnation de l'invasion israélienne. « Mais à présent qu'elle est un fait accompli, a-t-il déclaré, voyons s'il peut en résulter quelque chose de bon, à savoir une meilleure reconnaissance des droits politiques des Palestiniens. » Il a précisé que cette reconnaissance devait passer par l'O.L.P., une O.L.P. désarmée, une O.L.P. qui s'exprime en termes politiques.

Les deux émissaires français, MM. Francis Guttman et Bruno Delavay, poursuivant leur mission au Proche-Orient, ont été reçus lundi par le roi Hussein de Jordanie, avant de se rendre à Tadmor, en Arabie Saoudite.

La France devait présenter ce mardi devant le Conseil de sécurité un nouveau projet de résolution pour mettre fin à la guerre au Liban et faire avancer le règlement du conflit israélo-palestinien, fondé sur le document de travail élaboré conjointement

par Le Caire et Paris. A ce propos, M. Georges Haoui, secrétaire général du parti communiste libanais, a rencontré lundi M. Paul-Marie Henry, l'ambassadeur de France à Beyrouth, pour le remercier au nom du Mouvement national libanais des initiatives diplomatiques prises par Paris. Il a exprimé le vœu que la France occupe une place privilégiée dans l'action diplomatique entreprise sur le plan mondial ainsi que dans une éventuelle force internationale qui serait envoyée au Liban.

● L'« INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE » de ce mardi 5 juillet publie des passages d'un entretien accordé par M. Alexander Haig peu avant sa démission, et qui avaient été expurgés de la première version telle qu'elle avait paru dans le « Washington Post ». M. Haig s'y révèle très proche de M. Begin, ce qui fut sans doute une des causes de ses désaccords avec les conseillers de la Maison Blanche.

Après avoir décrit le premier ministre israélien comme « un dirigeant assumant une lourde tâche », « un patriote », « un homme d'État doté d'une grande pénétration », l'ancien secrétaire d'État américain déclarait : « L'Occident s'interroge aujourd'hui pour savoir s'il faut laisser l'attaque l'organisation terroriste palestinienne en tant qu'élément étranger armé à l'intérieur des frontières du Liban. La réponse est un « non » retentissant. » — (A.F.P., Reuter.)

## Les Palestiniens craignent que l'offensive contre l'O.L.P. ne s'étende à la Cisjordanie et à Gaza

De notre correspondant

Jérusalem. — Après une période d'un calme très relatif, durant laquelle les Palestiniens de l'intérieur ont été surtout préoccupés par les comptes rendus des événements au Liban, la tension s'est soudainement accrue en Cisjordanie. D'une part, deux habitants de Naplouse ont été tués le 4 juillet pendant une manifestation, lorsque les soldats israéliens ont ouvert le feu.

D'autre part, un Israélien résidant dans une implantation proche de Bethléem a été assassiné deux jours plus tôt à coups de couteau.

Selon les enquêteurs, les auteurs de ce crime sont des délinquants qui ont commis déjà des actes de terrorisme dans la région. La maison de l'un des « suspects » — leur nombre n'est pas précis — a été détruite le 5 juillet par l'armée. Lancé en signe de solidarité avec les « frères persécutés au Liban », un mot d'ordre de grève générale de quarante-huit heures a été partiellement respecté dans les principales localités de Cisjordanie les 4 et 5 juillet (les trois quarts des magasins étaient fermés lundi à Jérusalem-Est).

Partiellement, car les milices israéliennes ont souvent obligé les commerçants à rouvrir leur boutique mais aussi parce que de nombreux Palestiniens ont éprouvé quelque réticence à suivre le mouvement. Ils ont fait valoir qu'ils avaient déjà subi un important manque à gagner lors des précédentes grèves qui ont eu lieu au printemps, après la décision prise par l'administration israélienne de destituer les maires et les conseillers municipaux de quatre villes et villages de Cisjordanie. Cette décision avait provoqué une vague d'agitation d'autant plus grande que l'armée avait, à de multiples reprises, tiré sur les manifestants, qui ont été tués ou blessés par dizaines.

Si beaucoup de Cisjordanais ont adopté cette fois une attitude réservée, c'est qu'ils craignent d'avoir prochainement d'autres occasions de manifester contre l'occupant. En effet, bien des observateurs politiques palestiniens estiment que l'offensive actuellement menée par le gouvernement Begin, « tant contre l'O.L.P. que contre l'ensemble du peuple palestinien », a débuté en mars et avril dans les territoires occupés, avant de se poursuivre au Liban jusqu'à Beyrouth. Ils sont convaincus qu'elle va reprendre maintenant en Cisjordanie et à Gaza.

## Ecarter définitivement les « éléments extrémistes »

Leur conviction est évidemment renforcée par les déclarations répétées des membres du gouvernement israélien, qui ne cessent d'affirmer que le coup assené à l'O.L.P. au Liban devrait « bénéficier » à l'ensemble du peuple palestinien, à l'exception des habitants « extrémistes », dont les habitants « ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes » et, « libérés de l'emprise de l'organisation terroriste », n'auront d'autre choix que d'accepter l'autonomie et de s'en remettre à des personnalités « modérées » pour gérer leurs affaires et engager le dialogue avec les Israéliens.

Peu après le début de la guerre au Liban, M. Menahem Begin, administrateur civil de Cisjordanie, avait déjà très vite relancé la politique qu'il est chargé de mettre en œuvre depuis novembre 1981 pour écarter définitivement les « éléments extrémistes ». Le 16 juin, il avait démis de ses fonctions le conseil municipal de Naplouse (dont le maire, M. Bassam Chabab, avait été limogé au printemps), ainsi que celui du village de Toura, près d'Elébron. Il a annoncé le 4 juillet la création, près de Naplouse, d'une sixième « ligne de village », l'une de ces organisations aidées finan-

De notre correspondant

cièrement et armées par les Israéliens, ce qui leur vaut le qualificatif de « fantômes » auprès de la majorité des Palestiniens. C'est cette nouvelle ligne qui a déclenché les derniers troubles à Naplouse, principal fief du nationalisme en Cisjordanie.

L'hostilité des habitants des secteurs où sont fondés ces groupes, qui de plus en plus font le lot, avait causé près d'Elébron, le 19 juin, des incidents violents au cours desquels une personne avait été tuée et cinq autres blessées.

De pareils incidents se sont reproduits le 4 juillet près de Ramallah, où des membres d'une ligne se sont servis de leurs armes pour attaquer les Israéliens. Bien que les villages des dirigeants de ces mouvements détiennent un pouvoir grandissant dans la mesure où l'organisation devient purement et simplement une forme de substitution de l'autorité israélienne.

Un exemple récent : des habitants d'Elébron nous ont déclaré que plusieurs commerçants de la ville, pour obtenir une licence d'exportation avaient été contraints par l'administration israélienne de souscrire de refus, de soumettre d'abord leur demande à la ligne de village du secteur et même d'adhérer au mouvement.

Dès sa création, la nouvelle ligne installée à Naplouse a reçu une importante subvention israélienne pour un projet d'édification d'une subvention qui est refusée ailleurs. Dans ces conditions, les accusations de « trahison » au sein de la population deviennent de plus en plus nombreuses. Durant le mois de juin, deux personnes soupçonnées de « collaboration » ont été assassinées à Naplouse.

## L'engagement des milieux religieux islamiques

La dénonciation de l'invasion du Liban alimente, bien sûr, les éditoriaux et les commentaires des journaux palestiniens de Jérusalem-Est, mais le fragile moyen d'expression du nationalisme dans les territoires occupés. Mais la censure vigilante comme le attaques directes contre Israël en outre la diffusion de la plupart des quotidiens a été interdite en juin en dehors de l'agglomération de Jérusalem. Aussi ne reste-t-il le plus souvent que les critiques à l'encontre des États-Unis et des États arabes.

Les Américains sont accusés d'une « complicité totale » avec Israël, mais le ton n'est pas moins virulent à l'égard de la « passivité » et de la « conspiration de silence » de l'ensemble des dirigeants du monde arabe. Tous les jours ou presque, des communiqués de soutien à l'O.L.P. sont publiés par diverses institutions ou associations, et il est remarquable de constater qu'il y a plusieurs reprises la principale autorité religieuse pour la Cisjordanie, le Conseil suprême islamique de Jérusalem, d'ordinaire peu enclin à prendre des positions politiques, s'est joint à ce mouvement pour fustiger plus particulièrement l'« impuissance coupable » des gouvernements arabes.

## « L'O.L.P. survivra » à l'épreuve actuelle

Il y a là un signe d'engagement « très net des milieux religieux, d'autant que ce changement se traduit aussi dans les sermons prononcés dans les mosquées. Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, les membres du Conseil suprême islamique déclarent qu'ils revendiquent le droit à l'autodétermination, rejetant les accords de

Camp David et considèrent l'O.L.P. comme seul et légitime représentant du peuple palestinien.

Les personnalités politiques les plus en vue au sein du Mouvement national libanais ont réitéré leur soutien à l'O.L.P. et ont affirmé, par exemple, que « l'O.L.P. n'est pas morte » et qu'elle « survivra » de toute manière à l'épreuve actuelle. On affiche même, paradoxalement, un certain optimisme.

C'est notamment le cas de M. Bassam Chabab, dont la destination n'a pas été entamée le prestige, tant en haut, On prétend qu'il sera maintenu plus difficile pour les Israéliens de trouver des Palestiniens de leur choix, prêts à composer avec eux. Car la majorité de la population se sentira obligée de « servir les coudes » pour tenter de déjouer les calculs du gouvernement Begin. Les incidents qui se produisent dans les régions où existent des lignes de village seraient l'indication d'un rejet de toute compromission.

Cependant, d'autres personnalités — tel M. Elias Frei, maire de Ramallah — restent un « mode de conjonction » dans ce probable radicalisation, car elles pensent que le temps joue contre les Palestiniens des territoires occupés. Selon elles, rien n'arrêtera les Israéliens et leur politique de colonisation et d'annexion. C'est pourquoi elles se déclarent favorables à un dialogue entre l'O.L.P. et Israël. Ceux qui approuvent et dénoncent les attitudes de refus stériles tout en condamnant la « collaboration » des lignes de village, n'ont pas changé d'avis avec les derniers événements au Liban.

FRANCIS CORNU.

## APRÈS SON ENTRETIEN AVEC M. ARAFAT

## M. Uri Avneri se déclare persuadé que le président de l'O.L.P. souhaite une solution pacifique

De notre correspondant

Jérusalem. — « J'ai été tenté ; le fait que l'O.L.P. ait organisé cette rencontre avec Yasser Arafat, en les amenant délibérément à Jérusalem, était déjà, à l'intention des Israéliens, un signe évident d'une volonté de rechercher une solution pacifique. »

Si nous décrivait les circonstances de son entretien « historique », M. Uri Avneri a souligné avant tout cette première impression. Ancien député, dirigeant du parti « colombe », Chafic, directeur de l'hebdomadaire « Haolam Hazei » (« Ce monde »), dont les révélations ne passent jamais inaperçues en Israël et font souvent scandale, M. Uri Avneri, cinquante-neuf ans, avait en supranat — ainsi qu'il le déclare — une longue expérience de la diplomatie israélienne — des contacts discrets avec des représentants de l'O.L.P., notamment à Paris, à partir de 1974. Mais il précise que c'est la première fois que M. Arafat a accepté de recevoir un Israélien, un « coloniste ». Le président de l'O.L.P. avait eu, il y a deux ans, lors d'un congrès à Sofia, une brève rencontre avec une délégation du parti communiste israélien, le Sabah (non coloniste).

Personnage fortement contesté en Israël pour ses opinions non conformistes, M. Avneri a toujours déclaré sa conviction que l'O.L.P. malgré les apparences, est depuis longtemps prête à engager la discussion avec les Israéliens qui y sont disposés. Il estime aujourd'hui en avoir reçu la preuve supplémentaire et peut-être déterminante.

De notre correspondant

Il nous a déclaré que, durant les deux heures de durée de la conversation « très libre et détendue », qu'il a eue avec M. Arafat, ce dernier a mis l'accent sur trois points : l'O.L.P. a pris en considération le texte conjoint soviéto-américain sur le Proche-Orient (1) qui, en 1977, sous-entendait pour les Palestiniens une reconnaissance sans du fait israélien ; l'autre, la déclaration du président Brejnev sur la nécessité de garantir la sécurité à tous les États de la région, y compris à Israël, la même année le « plan Fahd » qui traiterait aussi la reconnaissance de l'existence d'Israël.

M. Avneri dit que M. Arafat lui a confirmé qu'il était partisan de voir dans ce plan « une base de discussion » et que l'O.L.P. était toujours résolu à envisager la solution d'un État palestinien sur une partie de la Palestine. L'ancien député estime que le président de l'O.L.P. comme il l'avait signifié la veille dans une interview accordée au Monde, lui a fait comprendre très clairement que l'organisation palestinienne est favorable à l'idée d'une « reconnaissance mutuelle ».

## Des destructions terribles

C'est dans la nuit du 2 au 3 juillet que M. Avneri, se trouvant à Beyrouth-Est, a téléphoné à l'un des bureaux de l'O.L.P. pour demander s'il était possible de rencontrer M. Arafat. C'est de Beyrouth-Ouest qu'il a été rejoint, après, raconte M. Avneri, on m'a rappelé pour me dire que c'était d'accord, que toutes les dispositions étaient prises et qu'il fallait rendre-vous dans la matinée de samedi à l'un des points de passages contrôlés par l'O.L.P. avec un membre de l'entourage d'Arafat.

« Avec mes deux collaborateurs, nous avons passé sans problèmes, dans une voiture libanaise, les postes israéliens et phalangistes. Nous avons tout juste eu de l'appréhension quand nous avons traversé le no man's land. Mais, à l'endroit où j'ai retrouvé une vieille connaissance, M. Ghazi Khoury, qui faisait récemment à Paris où il était l'assistant du directeur général de la Banque d'Arafat qui avait participé dans le passé aux premiers contacts entre Israéliens et Palestiniens. Il était chargé de me recevoir et de m'accompagner dans un logement appartenant à un ami d'Arafat, où ce dernier est arrivé peu après nous. »

M. Avneri interromp son récit pour faire remarquer : « Vous le voyez, tout cela n'avait rien de fortuit, bien au contraire. » Il ajoute que, pendant la conversation, M. Arafat s'est montré « humain et gentil », « on a reparlé de la situation au Liban, de s'être laissé emporter par son interlocuteur. M. Avneri a noté, d'autre part, que le président de l'O.L.P. « était « très calme mais fataliste » à propos des pourparlers sur le sort de Beyrouth-Ouest.

(1) Dans une déclaration commune sur le Proche-Orient, publiée le 14 octobre 1977, les États-Unis et l'U.R.S.S. ont déclaré leur intention d'engager, « au plus tard en décembre 1977 », les processus qui devraient amener les deux parties au conflit au Proche-Orient à une négociation réaliste et positive. Américains et Soviétiques reconnaissent dans leur texte commun « les droits légitimes du peuple palestinien », en invitant Israël à le faire à son tour. Ils demandant en outre d'élaborer, dans un proche avenir, des propositions politiques pour les territoires occupés. Le 15 octobre, sous la pression de Jérusalem, Washington a émis une déclaration en faveur d'un « document de travail » israélo-américain qui reconnaît à mettre en œuvre, pour l'essentiel, les positions de Jérusalem.

« Il m'a dit qu'il souhaitait une solution négociée mais qu'il ne croyait pas sur ce point à la bonne volonté du gouvernement d'Israël », me mon plus d'ailleurs, confie M. Avneri, avant d'indiquer qu'il considère comme un autre « geste » important à l'intention des Israéliens la proposition que lui a faite personnellement M. Arafat de rencontrer Aaron Ahias, le pilote détenu par les fedayin depuis le début du conflit. « Nous avons très librement parlé en hébreu », déclare M. Avneri, et il a pu nous remettre pour sa famille des lettres et un message enregistré sur cassette. »

Ces événements peut-il modifier l'opinion très négative que se font la plupart des Israéliens à propos de l'O.L.P. ? M. Avneri ne se fait guère d'illusions : « Tous ceux, dit-il, qui, comme « Arié Sharon », le ministre israélien de la Défense, tendent à décrire les Palestiniens comme « des terroristes », ne changeront pas d'avis mais, pour les autres, cela aura au moins un impact susceptible d'ébranler une attitude d'hostilité systématique envers les Palestiniens qui est due à un véritable manque de connaissances. Maintenant, certains Israéliens seront peut-être obligés de réfléchir à deux fois avant de condamner l'O.L.P. »

M. Avneri précise que, depuis samedi, il a reçu quatre autres encouragements de la part d'un commandant de l'armée et qu'il n'a été victime d'aucune menace (2), alors que son initiative est vivement encouragée par les milieux politiques de Jérusalem.

Pendant plusieurs heures, M. Avneri a visité Beyrouth-Ouest. « J'y ai vu, dit-il, des destructions terribles. Les Israéliens ne se rendent pas compte que ce seul secteur de la capitale libanaise est deux fois plus grand que Tel-Aviv. Si le général Sharon transforme ces quartiers en champs de bataille, ce sera une catastrophe incalculable pour le Liban, pour les Palestiniens, mais aussi pour Israël. Déjà le siège et le blocus imposés à Beyrouth-Ouest, dont on veut effrayer les habitants, sont des mesures inhumaines et diaboliques. »


F. C.

(2) Ce qui n'est pas le cas pour de nombreux Israéliens qui ont leur opposition à la guerre, car ils sont en butte à des provocations de toutes sortes de la part de groupes anonymes prétendant représenter la « majorité silencieuse ».

● Le président Pertini, au cours d'un toast prononcé lundi 5 juillet, à l'occasion du dîner offert par M. Mitterrand, à l'Élysée, a sévèrement condamné l'intervention israélienne au Liban. « Le peuple juif a une terre et une patrie à lui, qu'il respecte maintenant la terre et la patrie d'autrui. Nous avons manifesté notre indignation pour l'agression subie à Londres par l'ambassadeur d'Israël, mais il n'est pas admissible de faire payer à tout un peuple le crime d'un de ses membres en appliquant la barbarie loi tribale », a notamment déclaré le président de la République italienne.

● MM. Didier Barlat, Jean-Thomas Nordmann et Jean-Pierre Pierre-Bloch, qui rentraient d'une mission d'information au Liban au nom du parti radical, ont tenu lundi 5 juillet une conférence de presse à Paris. Ils ont souligné la correction de l'armée israélienne et précisé que les conditions de rétablissement et de soins des Palestiniens étaient bonnes, les conditions de logement demeurant difficiles. Attribuant les oppositions à la guerre à une infime minorité d'Israéliens, ils ont déclaré qu'ils tenaient la France pour une puissance « griffonnière » et n'ajoute qu'à la confusion. Ils considèrent que seul le départ de l'O.L.P., unique responsable des maux du Liban, offre une issue diplomatique possible.

**Pour rétablir une vérité.**



**Georges Pompidou**

« Il est des épisodes sur lesquels j'éprouve le besoin de m'expliquer, ne serait-ce que pour rétablir une vérité qui a beaucoup souffert des imaginations et des racontars... »

298 pages, 65 F.

**Flammarion**

GEORGES POMPIDOU  
POMPIDOU  
RÉTABLIR  
UNE VÉRITÉ

FLAMMARION



## Washington et Paris seraient prêts à envoyer des troupes à Beyrouth-Ouest dans le cadre d'une force internationale

De son côté, l'agence de presse saoudienne a annoncé que des renseignements du gouvernement américain ont été transmis à l'ADM. Francis Gutmans et Brinc Delye, ont quitté Taïef dans la nuit de lundi à mardi à l'issue d'une mission de médiation. Saoud al-Faycal, ministre des affaires étrangères, qui a porté l'avis de deuil, a déclaré : « L'assassinat de la princesse est une catastrophe pour la situation dans la région, mais elle ne doit pas empêcher nous et sur les efforts déployés par la France pour régler cette crise ».

Après-midi, le président syrien, M. Hafez el Assad, avait regagné Damas. Il a déclaré : « Je suis avec les dirigeants saoudiens. La longue guerre israélo-arabe continuait à ce que la nation arabe ne puisse pas accepter. On aviation pour protéger leurs familles et leurs enfants et mettre fin à leur siège ».

Enfin, une délégation de l'international socialiste, dirigée par le député Jean-Pierre Chevènement, a rencontré le premier ministre portugais, effectuée une « mission exploratoire » au Proche-Orient. Elle a tenu une conférence de presse, a condamné « au nom de l'international, l'agression israélienne contre les peuples libanais et palestiniens » (A.F.P. A.P. Reuter).

**PRÉ-SUP** 45, rue Vivienne  
75002 Paris - 361-83-3

et par correspondance  
à Paris ou Neuilly  
Paris, 52 Neuilly. 722.84.94/745.00.19-  
ment supérieur et

★ B.F. 156 07 - 75326 Paris  
Jedax 07.

Champs-Élysées, dans une ambiance détendue, romantique (piano) et des prix dégustation pour le meilleur caviar. AU GOLESTAN, 67, Champs-

## SCIENCES DO

Examen d'entrée en A.P.  
Corps enseignant diplômé I.E.P.

**Σ CENTRE EPSILON**  
9, rue Yvon-Villarcieu  
75113 PARIS  
Tél. : 500-81-77

**2, rue Christine 75006 Paris Tel. 329.48.71**

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

# TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS



EXPOSITION ET VENTE

## CAPÉLOU

- DISTRIBUTEUR

37 Av. de la REPUBLIQUE - PARIS 11  
Métro Parmentier • Parking assuré  
Tél. 357.45.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE

**SCIENCES-PO**

**STAGE D'ÉTÉ**

Examen d'entrée en A.P.  
et procédure d'admission  
en 2<sup>e</sup> année

---

Préparation annuelle octobre-juin

---

**PRÉ-SUP** 48, rue VIVIENNE  
75002 PARIS - 261-83-3

**SC.PO**  
préparations annuelles sur place, et par correspondance  
2 centres : Quartier latin ou Neully  
**CEPES** 57, rue Cr.-Lafitte, 92 Neully. 722.84.94/745.08.10-  
40.00.00.00 Neully

**50 grammes  
de caviar  
très frais...**

Une idée pour les soirs d'été au Champs-Élysées, dans une ambiance détendue, romantique (piano) et des prix de dégustation pour le meilleur caviar, A. GOLESTAN, 67, Champs-Élysées.

**Michel ABOU JAOUDE - Chedli KLIBI -  
Sadraddin AGA KHAN - Hisham  
SHARABI - Raja SHEHADEH - Robert  
STEPHENS - Dr. Khalil Hassan  
KHALIL - Dr. Mohamed ASFOUR -  
Helvio SOTO - Gerardo Jorge SCHAMIS.**



# AFRIQUE

Un quart de siècle  
sous la présidence de M. Sekou Touré

## La Guinée assagie

### I. — Le lyrisme sans intendance

De notre envoyé spécial  
JEAN-CLAUDE POMONTI

Conakry. — Au centre de la capitale, de longues palissades en bois onduleuses cachent les chantiers de la « Cité de l'O.U.A. ». La Guinée doit accueillir, en mai 1983, le sommet annuel de l'Organisation panafricaine. Une cinquantaine de villas assez spacieuses sont en construction aux abords de l'hôtel de l'Indépendance, géré par Novotel, et dont la capacité a été portée à trois cent trente chambres, tandis qu'un palais des congrès où des Nord-Coréens ont été relevés par des Allemands de l'Ouest se construit à deux pas de là, le palais du Peuple — œuvre des Chinois — ayant été jugé insuffisant pour accueillir la fête africaine. Un autre hôtel, celui de l'Unité, est réaménagé pour disposer d'une capacité de trois cent cinquante chambres, contre quatre-vingts actuellement.

Dans les réunions publiques et à la radio, des compliments de courtoisie indiquent assez le rôle que M. Sekou Touré ambitionne de jouer sur la scène internationale. Les chants du « pré » clament déjà ses mérites, sans attendre son accession, en tant qu'hôte, à la présidence de l'O.U.A. Le « leader de l'Afrique » et « leader mondialiste » voit encore plus loin : la candidature de la Guinée a été retenue pour accueillir, en 1985, le sommet des non-alignés. Conakry, capitale du tiers-monde, quelle revanche face aux « ennemis » et à ceux qui sont accusés, dans chaque discours, de « dénigrer la grande révolution » !

Mais le chemin de cette ascension, préparée par M. Sekou Touré depuis qu'il s'est remis, en 1978, à fréquenter les sommets de l'O.U.A. et à voyager régulièrement à l'étranger, semble passer, si curieux que cela puisse paraître, par Paris. Pour toutes sortes de raisons — psychologiques, économiques, politiques — le président guinéen a besoin de se réconcilier avec la France. Or la visite que lui a rendue, peut-être un peu légèrement, M. Giscard d'Estaing, en 1978, est loin d'avoir réglé le contentieux franco-guinéen. L'élection, l'an dernier, de M. Mitterrand semble plutôt, pour l'instant, avoir compliqué les choses.

#### Un rôle-clé

La Guinée occupe, en Afrique de l'Ouest, une position charnière. Si elle pouvait exploiter son immense potentiel, elle pourrait jouer un rôle-clé dans l'équilibre et le développement de cette région. Après les cruels et classiques déboires de la coopération avec les Soviétiques, son président a fini par admettre que le seul moyen de remettre sur pied son pays serait une collaboration étroite avec Paris. Seuls les Français semblent équipés pour aider un pays dont les meilleurs cadres sont exilés, morts ou « disparus ».

Plusieurs centaines de conseillers et de coopérants soviétiques jouent, en effet, un rôle de plus en plus marginal. Comme partout ailleurs en Afrique, ils ne sont guère estimés, surtout de leurs collaborateurs guinéens les plus directs. Les cadres moyens ont peine à gérer, seuls, les entreprises et sans, bien entendu, souhaiter une « recolonisation », ils apprécieraient sans doute, pour reprendre l'expression d'un expert étranger, une « co-gestion » amorcée déjà en secteur minier. Dans ce do-

main, la France, dont 1 500 ressortissants sont déjà réinstallés en Guinée, demeure le partenaire le moins récusé.

L'attachement sincère de M. Sekou Touré au non-alignement s'accommode d'une ligne plutôt pragmatique sur le plan panafricain où il fait désormais figure de « sage ».

Cette évolution a également contribué à le rapprocher de partenaires traditionnels de la France, comme le Sénégal ou la Côte-d'Ivoire. Toutefois, avec ce personnage excessif, complexe et au passé controversé, les relations ne sont jamais faciles. En disant « non » à de Gaulle, voilà près de vingt-cinq ans, il ne s'était certes pas fait que des ennemis au sein de la gauche française et M. Mitterrand, son ancien allié de l'U.D.S.R. (ils se tutoyaient), lui a d'ailleurs rendu plusieurs visites après l'indépendance, y compris, à une occasion, accompagné de M. Pierre Mendès France. La brouille date de 1977 quand à la suite d'un rapport de M. Soumah, ancien ministre guinéen, délégué au congrès du parti socialiste français, sur les violations des droits de l'homme en Guinée, M. Sekou Touré avait comparé « tous ces vieux camarades » du P.S. à « des ennemis de Hitler ».

M. Mitterrand se fait une trop haute idée de ses fonctions pour s'arrêter à des aménités antérieures à son élection. Si les socialistes ont repris, depuis leur accession au pouvoir, les engagements de leurs prédécesseurs — notamment, en ce qui concerne M. Sekou Touré, une invitation à se rendre à Paris — ils n'en sont pas moins exigeants quant aux principes.

En premier lieu, Paris attend toujours de Conakry une lettre officielle confirmant le « décès » de détenu guinéen dont les épouses sont françaises. Ce problème est lugubrement administratif : non seulement ces Françaises sont sans nouvelles de leurs époux depuis une dizaine d'années, mais elles ne peuvent s'appuyer sur aucun document leur permettant de faire établir leur veuvage. La lettre guinéenne serait prête mais, selon des sources sûres à Conakry, personne n'oserait la soumettre au président.

Le problème majeur réside pourtant dans l'attitude de M. Sekou Touré lui-même. Paris lui avait proposé de venir en « visite officielle de travail » — formule consacrée depuis le début du septennat — le 10 juin. Il n'a jamais clairement récusé cette date. On ignore encore quelle réponse il a faite à une deuxième proposition, celle de venir le 16 septembre.

#### Des retrouvailles difficiles

En fait, le président guinéen semble rêver de descendre les Champs-Élysées, acclamé par la foule, aux côtés de M. Mitterrand. Ce fils prodigue ne veut pas venir en France en repentir. Il se fait une haute idée des retrouvailles entre « deux grands peuples ». Sans bien mesurer la réputation de dictateur sanglant qui le

poursuit, non sans quelques motifs, et appelle un accueil convenable mais sans éclat.

Aussi, quand on lui parle des relations franco-guinéennes, on le sent hésitant, sur la défensive et en quête d'assurances. Il estime que « l'avènement de François Mitterrand », crée des raisons « supplémentaires de renforcer la confiance » : un passé commun « d'amis et de collaborateurs », « l'identité d'option entre le P.D.G. et le P.S. ». Pourtant, déplore-t-il, « après un an de pouvoir du P.S., rien d'important n'a encore été engagé dans ses rapports avec notre parti ». Il semble, en fait, souhaiter que le parti socialiste envoie une délégation à Conakry ou reçoive une délégation du P.D.G. à Paris avant sa visite. Il aurait égale-

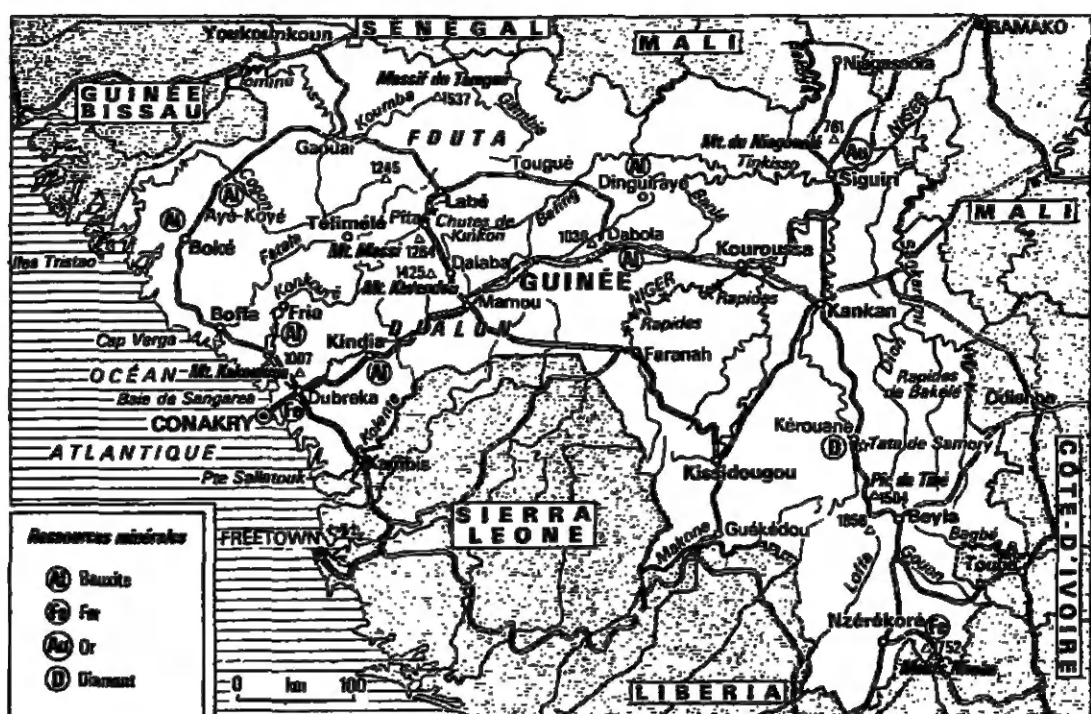
ment, d'« études complémentaires ».

Que d'entraves à un développement ! L'exploitation actuelle de la bauxite — le pays possède le tiers des réserves mondiales — demeure limitée. A Boké, la Compagnie des bauxites de Guinée, société mixte gérée par des Américains, a atteint, en 1980, sa capacité maximale de production (9,2 millions de tonnes).

Le gisement de Fria-Kinbo, où la bauxite est transformée sur place, produit depuis deux ans 700 000 tonnes d'alumine. Ces deux sites représentent actuellement 98 % des recettes en devises du pays. Le troisième gisement en exploitation, celui de Kindia-Debele, financé par l'Union soviétique, ne rapporte rien à l'Etat car, pour 90 %, sa production décline (de 1,7 million de tonnes en 1981 et 1,3 million de tonnes prévues en 1982) est acheminée sur l'U.R.S.S. en rembourse-

ment, d'« études complémentaires ».

Le projet minier actuellement le plus prometteur semble celui de Milfergui-Nimba, un gisement d'environ 2 milliards de tonnes de minerai de fer (teneur évaluée en moyenne à 63 %) sur les quelques 15 milliards de tonnes de réserves inexploitées du pays. Il s'agit d'un investissement d'environ 1 milliard et demi de dollars. Les principaux bailleurs de fonds seront la Banque mondiale, des pays arabes, ainsi que les partenaires étrangers qui détiendront 50 % des actions d'une société mixte dont la gestion a été confiée, aux termes d'un accord signé le 23 avril, à la compagnie américaine U.S. Steel. La production annuelle prévue sera de 15 millions de tonnes



ment souhaité que les opposants guinéens en France, nombreux, notamment à Toulouse, soient invités à mettre une sourdine à leurs activités, ce qui n'est manifestement pas l'intention du gouvernement français.

En attendant ces retrouvailles, l'enveloppe de coopération française est demeurée très modeste : 15 millions de francs en 1982 (contre 9 millions en 1979). Conakry ayant refusé jusqu'ici, pour des raisons politiques, toute relation avec un ministère de la coopération, la Guinée n'a pas accès aux facilités du FAC (Fonds d'aide et de coopération) et ne traite qu'avec le Quai d'Orsay. La France a beau être redevenue son premier partenaire commercial, il reste un long chemin à parcourir avant qu'elle puisse jouer un rôle moteur dans la remise en ordre d'un pays qui n'appartient pas à la zone franc et continue d'éviter les conférences franco-africaines.

#### Un projet prometteur

M. Sekou Touré risque également d'être déçu par les espoirs placés dans le développement économique de son pays. Dans ce domaine, comme dans les autres, la terminologie officielle a tellement usé du superlatif qu'elle a ancré trop d'illusions dans un pays dépourvu d'administration efficace et qui n'est

de fer à compter de 1987, contre 5 millions de tonnes en 1985, premier année de production.

Ce projet, enterré pendant plusieurs années, a été relancé en 1980, Conakry ayant pu négocier, avec les nouvelles autorités libériennes, l'utilisation de la voie ferrée qui relie déjà la mine libérienne (juste de l'autre côté de la frontière, elle est en voie d'épuisement) au port de Buchanan. La production de Nimba est assurée d'un débouché, car elle sera pratiquement indispensable à la sidérurgie européenne à partir de 1990. Mais le montant des investissements et la réhabilitation de la voie ferrée demeurent les deux principaux obstacles.

#### Des finances obérées

Parmi les autres projets qui pourraient rapporter des devises à la Guinée dans quelques années figure celui, toujours dans le cadre d'une société d'économie mixte associant des partenaires étrangers, d'une exploitation industrielle intensive des réserves diamantifères. L'objectif serait de produire 500 000 carats par an (300 000 carats dès 1985). Le serpent de mer demeure la réalisation d'un grand complexe hydroélectrique, doublé d'une usine d'aluminium, sur le fleuve Konkouré, dont le coût serait de 3 milliards de dollars et qui fait l'objet, en ce mo-

ment des investissements soviétiques à des prix inférieurs à ceux du marché mondial.

L'infrastructure du pays est en pitoyable état — le « Grand Conakry », environ six cent mille âmes — est une succession de fondrières et de chausses défilées. La chaux généralement épuisée par les pionniers et les lycéens, à l'occasion de la réélection, le 13 mai, du « guide suprême de la révolution », maquette mal une capitale vivante au rythme des chutes de tension électrique, où le système d'égouts est défectueux et où le ramassage des ordures est pratiquement inexistant. A de rares exceptions le maigre réseau routier n'a pas été entretenu. Les magasins d'Etat et les pharmacies sont vides.

Avec une dette extérieure évaluée à environ 1 milliard et demi de dollars (dont la moitié à l'égard de Moscou) et une monnaie, le sily, dont le taux officiel est cinq fois celui du marché parallèle, les finances publiques sont en fâcheux état. L'effondrement des productions de café et de cacao fait de la bauxite pratiquement le seul produit qui rapporte des devises. Mais la facture pétrolière — 80 millions de dollars en 1981 — grignote déjà plus du tiers des recettes à l'exportation, évaluées à environ 220 millions de dollars.

Depuis « l'ouverture » amorcée en 1977, la Guinée est sans doute sortie de son ghetto. Elle n'en est pas moins devenue, comme bien d'autres Etats du continent, un cimetière de projets. L'un des derniers a consisté à mettre en place des fermes collectives, les FAPA, ou fermes agro-pastorales d'arrondissement — on en compte environ 330 aujourd'hui — qui se veulent des centres-pilotes de développement rural et dont la production demeure négligeable (2,2 % du total). Les étudiants sont très réticents à s'y exiler. Quand les semences et les engrais sont distribués, le tracteur est en panne. Quant aux agriculteurs qui ont, en fait, le statut de salariés, ils ne bénéficient d'aucune incitation à la production. Partout ailleurs, dans les campagnes, des prix officiels bas, parfois inférieurs au coût de la production, ont contribué à la ruine de l'ancienne agriculture coloniale.

Les villages — où vivent les quatre cinquièmes de la population — se sont donc mis à revivre en semi-autarcie, renforçant, par là même, des structures traditionnelles que le « socialisme » avait voulu éliminer. L'une des agricultures autarciques les plus riches d'Afrique de l'Ouest ne suffit plus à nourrir le pays. Mais, dans les villes, la soudure est assurée par des importations, notamment des dons américains de grains, qui contribuent ainsi à stabiliser le régime.

Un récent rapport confidentiel d'une grande banque étrangère résume la situation. « La Guinée reste l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Les productions agricoles n'ont pas toujours retrouvé le niveau de 1958. La collectivisation et le maintien des prix aux producteurs à un faible niveau favorisent la contrebande. Les récoltes ont été, de plus, affectées, en 1977 et en 1978, par la sécheresse. » A titre d'exemple, Conakry a dû importer 75 000 tonnes de riz en 1980 car la récolte n'a été que de 351 000 tonnes, le rendement, plus que médiocre, étant évalué à 0,6 tonne par hectare. Il est vrai que l'isolement du pays a eu l'avantage de contenir l'inflation à un taux très faible (environ 10 % sur trois ans). Ce qui ravivait les Français suffit-il à consoler les Guinéens ?

#### Prochain article :

LE « DICTATEUR  
AU NOM DU PEUPLE »

ECOLE SUPERIEURE  
DE SECRETARIAT  
ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction  
secrétariat médical

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS  
Tél. : 387.58.83 Métro : Liège - Europe - St-Lazare



## 40 ROMANS DE 3 PAGES POUR LES VACANCES.

Intense comme un roman, mince comme un fait divers par la brièveté de son récit, la nouvelle n'existe que par la qualité de sa langue. Elle est pure littérature.

Cette duplicité lui donne son côté ludique, impalpable...

Par sa concision et sa densité dramatique, la nouvelle est une lecture idéale pour les vacances. Avec elle vous renouez avec une tradition littéraire en pleine renaissance tout en découvrant de nouveaux talents.

Depuis 1979, le Monde Dimanche contribue à ce renouveau en publiant chaque semaine une nouvelle d'un auteur chevronné ou inconnu. Quarante d'entre elles, d'inspirations très diverses, policière, fantastique, poétique, psychologique, politique, ont été rassemblées dans un recueil illustré, édité spécialement pour l'été. Vous y retrouverez notamment Jean-Pierre Andreuon, Heinrich Böll, Alain Demouzon, Conrad Detrez, William Faulkner, Edouardo Galeano, Patrick Grainville, Michel Grisolia, Catherine Rihooit, André Ruellan, Arthur Schnitzler, Pierre Siniac...

En vente chez les marchands de journaux. — 20 Francs

Le Monde  
DIMANCHE



## AMÉRIQUES

### Canada

#### EN VISITE À MONTRÉAL

### M. Fiterman lance un appel à la solidarité à l'adresse des États-Unis

De notre correspondant

Montréal. — Le ministre des transports, M. Charles Fiterman, sera-t-il devenu plus « atlantiste » que ses collègues à l'issue du premier voyage officiel jamais effectué par un ministre communiste français en Amérique du Nord ? Son appel à la « solidarité » dans le cadre de l'alliance atlantique, dont nous entendons, a-t-il déclaré, respecter les engagements », a en tout cas été remarqué.

Au cours d'une conférence de presse organisée le lundi 5 juillet à Montréal pour faire le bilan de sa visite de cinq jours au Canada (du 1<sup>er</sup> au 5 juillet), M. Fiterman a fait une déclaration dans laquelle il a rappelé des propos tenus par le président de la République.

La France, a-t-il déclaré, est « animée de la volonté d'apporter de bonnes relations avec tous, en particulier avec les États-Unis ».

### Etats-Unis

#### WASHINGTON RENFORCE LES SANCTIONS CONTRE L'U.R.S.S. DANS LE DOMAINE ÉNERGÉTIQUE

Genève (Reuters). — Les États-Unis ont décidé de se retirer des programmes énergétiques de l'ONU en Europe qui peuvent constituer une aide pour l'U.R.S.S., ont déclaré, lundi 5 juillet, à Genève, des responsables de la commission économique des Nations unies pour l'Europe. Washington a informé, le même jour, la commission de son intention de ne plus participer à ces programmes de coopération entre l'Est et l'Ouest concernant la production et la consommation d'énergie.

La décision américaine devrait affecter plusieurs projets de la commission en ce qui concerne notamment le gaz naturel, le charbon et l'électricité. Les États-Unis ont aussi fait savoir qu'ils ne participeraient plus aux enquêtes permettant l'établissement de statistiques, domaine dans lequel la commission rend compte

depuis longtemps de l'évolution économique de l'Est et de l'Ouest.

Selon les responsables de la commission, l'initiative américaine a commencé par le refus de prendre part à un séminaire sur l'énergie soviétique et soviétique en Méditerranée, organisé dans le sud de la Yougoslavie. Le président Reagan avait suspendu, le 29 décembre, la délivrance des licences d'exportation pour les équipements destinés aux usines à gaz soviétiques, dans le cadre d'un ensemble de sanctions économiques décidées contre l'U.R.S.S. à la suite du coup de force militaire de Pologne. Les Américains avaient encore durci leur attitude, le 18 juin, en émettant des embargos aux filiales des firmes américaines établies à l'étranger et à l'exportation de produits étrangers produisant sous licence américaine.

### Mexique

#### LES ÉLECTIONS DU 4 JUILLET

### Le taux d'abstention a sensiblement baissé

De notre correspondant

Mexico. — Le parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.) a pu voir sensiblement renforcé des élections du 4 juillet. Du fait de la forte augmentation de la participation électorale et en raison du score de son candidat, M. Miguel de la Madrid. Les résultats officiels portant sur moins des trois quarts des bureaux de vote indiquent que le taux d'abstention est de 33,8 % (contre 48,2 % lors des élections générales de 1978 et 56,1 % lors des élections législatives de 1979). M. Miguel de la Madrid vient en tête avec 74,4 % des voix, suivi de M. Madero, du Parti d'action nationale (droite) avec 14,3 %, de M. Verdugo, du Parti socialiste unifié mexicain, avec 5,8 % et de Mme Ibarra, soutenue par le parti

révolutionnaire des travailleurs (troussiste), avec 2 %. Il faut préciser que ces chiffres ne portent que sur l'élection du président, alors que les élections de la Chambre et du Sénat ont eu lieu le même jour.

Le P.R.I. ne peut qu'augmenter à mesure que seront dépouillés les urnes des campagnes les plus reculées. Toute comparaison est cependant délicate. En 1978, M. Lopez Portillo était le seul candidat à la présidence et la réforme politique favorisant l'ouverture n'avait pas encore été mise en place. Elle l'était en 1979, mais ne s'agissait alors que d'élections à la Chambre des députés.

On peut avancer que le vote du 4 juillet est une victoire de la réforme politique du président Lopez Portillo. Destinée à ouvrir le jeu aux autres formations et à relancer le système, elle avait pour but de limiter l'abstention croissante de 1958 à 1979. L'objectif a été atteint.

Le second enseignement du scrutin du 4 juillet est que M. de la Madrid, qui avait obtenu le soutien de deux petites formations, maintient ou améliore le score total réalisé par le P.R.I. et ses alliés en 1978 (73,9 % alors contre 74,4 % aujourd'hui). Résultat d'autant plus remarquable que 1979 était l'année du boom économique et de l'euphorie, alors que 1982 est celle d'une crise dont certains observateurs affirment qu'elle est la plus importante qu'ait connue le pays depuis cinquante ans.

Les résultats obtenus par chacun des partis de l'opposition peuvent encore être modifiés et il serait aventureux de tirer des conclusions au vu des chiffres provisoires connus. Il est clair cependant que la droite (Parti d'action nationale) semble avoir mieux su capter les mécontentements que la gauche.

FRANCIS PISANI.

### Honduras

#### UN ATTENTAT FAIT SEIZE MORTS DANS LA CAPITALE

Tegucigalpa (A.P.). — Une attaque à la dynamite contre deux centrales électriques a fait seize morts, coupé l'électricité et l'eau potable, et obligé à un rationnement de l'essence lundi 5 juillet dans la capitale hondurienne. Le black-out devrait durer au moins une semaine, selon les autorités.

Un groupe du nom de Froylan Turcios, un activiste hondurien de gauche du début du siècle, a revendiqué l'attaque, comme pour protester contre l'engagement de l'armée hondurienne dans la guerre civile au Salvador. La semaine dernière, des responsables salvadoriens ont reconnu que des troupes honduriennes avaient franchi la frontière pour aider l'armée salvadorienne dans sa lutte contre la guérilla.

Un groupe du nom de Froylan Turcios, un activiste hondurien de gauche du début du siècle, a revendiqué l'attaque, comme pour protester contre l'engagement de l'armée hondurienne dans la guerre civile au Salvador. La semaine dernière, des responsables salvadoriens ont reconnu que des troupes honduriennes avaient franchi la frontière pour aider l'armée salvadorienne dans sa lutte contre la guérilla.

Un groupe du nom de Froylan Turcios, un activiste hondurien de gauche du début du siècle, a revendiqué l'attaque, comme pour protester contre l'engagement de l'armée hondurienne dans la guerre civile au Salvador. La semaine dernière, des responsables salvadoriens ont reconnu que des troupes honduriennes avaient franchi la frontière pour aider l'armée salvadorienne dans sa lutte contre la guérilla.

Un groupe du nom de Froylan Turcios, un activiste hondurien de gauche du début du siècle, a revendiqué l'attaque, comme pour protester contre l'engagement de l'armée hondurienne dans la guerre civile au Salvador. La semaine dernière, des responsables salvadoriens ont reconnu que des troupes honduriennes avaient franchi la frontière pour aider l'armée salvadorienne dans sa lutte contre la guérilla.

## EUROPE

### La visite officielle de M. Pertini à Paris

M. Mitterrand rappelle que la « réalité sociale » donne son sens à l'« Europe politique »

La seconde journée, mardi 6 juillet, de la visite officielle de M. Sandro Pertini, président de la République italienne, s'est ouverte par le dépôt d'une gerbe sur le tombeau du Soldat inconnu, suivi d'une visite à l'hôtel de Ville où M. Jacques Chirac a accueilli le chef de l'Etat italien, qu'accompagnait M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale.

M. Chirac a prononcé une allocution dans laquelle il a rappelé que Paris et Rome étaient jumelées et que ce jumelage était exclusif. Il a ajouté : « Rome et Paris, unies, ont constitué dans leur préhistoire deux défilés victorieux du temps qui dissout toutes choses et aux entreprises toutes ces renouvelées de la destruction et du néant ».

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

M. Louis Mermeas, président de l'Assemblée nationale, a offert un déjeuner à M. Sandro Pertini, avant que ne reprennent, dans l'après-midi, les entretiens officiels. Le 6 juillet, par un tête-à-tête Pertini-Mitterrand et une rencontre des deux ministres des affaires étrangères, MM. Emilio Colombo et Claude Cheysson.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

Il a ensuite évoqué l'action des deux pays, notamment pour la réalisation de « cette Europe qui mesure l'effort majeur des dernières années et qui nous avons le devoir de conforter de toutes nos énergies ». Le président italien, dans sa réponse, a rappelé ses liens personnels avec la capitale, évoquant notamment l'époque où il était laveur de taxis à Levallois-Perret, et souligné le rôle de Paris dans la lutte contre toutes les oppressions.

économiques souvent divergentes ». Le président italien a également indiqué qu'il est nécessaire de relancer la détente par un dialogue dont l'unique garantie de succès est la fermeté.

### Pologne

#### UN DÉPUTÉ DEMANDE LA LEVÉE DE L'ÉTAT DE SIÈGE

La Diète polonaise s'est réunie en session plénière à Varsovie le lundi 5 juillet pour examiner la situation politique et sociale du pays. La première journée a été marquée par le discours du député sans parti de la ville de Gdynia, M. Romuald Bukowski, demandant l'abrogation de la loi martiale. Après avoir déclaré que pour sortir de la crise il est indispensable de « lever l'état de siège et de lui substituer des mesures drastiques », M. Bukowski a demandé au gouvernement de décréter une « amnistie générale », de « réintroduire les libertés civiles » et de lever « l'interdiction des associations professionnelles et sociales ». Le discours de M. Bukowski a été accueilli très froidement par la Diète et a même suscité des murmures réprobateurs.

La Diète devait être ce mardi un tribunal d'Etat qui jugera les fonctionnaires d'Etat et de parti qui ont été arrêtés depuis deux ans.

D'autre part, la Diète a examiné la situation économique du pays. Dans son rapport, M. Zbigniew Gerych, président de la commission du plan, a déclaré, lundi, que, « en dépit des efforts concertés de la direction politique du gouvernement et de la société, la récession n'a pas été enrégée ». Il a indiqué ensuite que la production industrielle avait baissé de 14 % au cours des six derniers mois par rapport à la même période de 1979 et de 6 % par rapport au premier semestre 1980. La situation alimentaire est également très grave. Selon l'archevêque de Katowice, le prix des denrées a augmenté de 40 % depuis février.

D'autre part, le primate de l'Eglise polonaise, Mgr Glemp, a été reçu lundi au Vatican par le pape Jean-Paul II. Aucune information n'a filtré sur cette rencontre. On estime à Varsovie que les autorités polonaises tentent d'obtenir du souverain pontife qu'il annule ou retarde lui-même la visite qu'il souhaitait faire en Pologne le 26 août. Le gouvernement militaire redouté en effet qu'une telle visite ne donne lieu à des manifestations de masse hostiles au régime.

A son départ pour Rome, Mgr Glemp a déclaré qu'il ne disposait d'aucun élément concernant la date précise de la venue du Saint-Père qu'il ne pouvait que souhaiter une fois de plus qu'il soit possible de le recevoir en Pologne « dans un proche avenir ». — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

## ASIE

### Chine

#### Le retour à Lhassa du panchen-lama pourrait marquer un assouplissement de la politique de Pékin à l'égard du Tibet

De notre correspondant

Pékin. — Le panchen-lama, le chef des bouddhistes tibétains qui coopèrent avec le pouvoir communiste chinois, a commencé, samedi 4 juillet, une visite de la région du Tibet. Le numéro deux de la hiérarchie lamaïque (après le dalaï-lama, en exil en Inde depuis 1959) ne paraît pas être retourné au Tibet depuis sa disgrâce en 1964. Résidant habituellement à Pékin, il avait repris contact pour la première fois avec certaines communautés tibétaines des provinces du Gansu, du Qinghai et du Sichuan, en 1980. Qualifié officiellement de « touriste d'inspection », le voyage du panchen-lama doit durer deux mois. Aux responsables régionaux qui l'ont accueilli à Lhassa, il a déclaré qu'il était venu « pour rendre compte par lui-même des réalisations accomplies (...) et des très grands changements intervenus ». Il a ajouté : « J'espère être en mesure de faire quelque chose d'utile, dans la limite de mon pouvoir, afin de renforcer l'unité entre les nationalités tibétaines et han, l'édification du nouveau Tibet, la consolidation de la défense nationale et l'unité de la patrie ».

Depuis la visite faite au Tibet en 1980 par M. Hu Yaobang, devenu président du parti communiste, le pouvoir central a sensiblement assoupli sa politique à l'égard de cette lointaine région, où les troupes communistes avaient réprimé, en 1959, un soulèvement de la population. En mai, Pékin a décidé de reconstruire pour trois années dans l'agriculture et l'élevage et pour une année dans le commerce et l'industrie l'exemption d'impôts

MANUEL LUCBERT.

### Cambodge

#### RÉUNION À HO-CHI-MINH-VILLE DES MINISTRES INDOCHINOIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La conférence des ministres des affaires étrangères des pays d'Indochine s'ouvre ce mardi 6 juillet à Ho-Chi-Minh-Ville. On attend que, à cette occasion, Hanoi annonce un retrait partiel unilatéral du corps expéditionnaire au Cambodge.

D'autre part, les chefs des trois mouvements de résistance anti-vietnamienne au Cambodge — le prince Sihanouk, M. Son Sann (président du P.N.I.P.K.) et M. Khieu Samphan (dirigeant khmer rouge) — se sont rencontrés lundi à Bangkok. Les discussions, qui font suite à la formation récente d'un gouvernement de coalition entre les trois organisations, devraient porter sur l'établissement du siège du gouvernement en territoire cambodgien ; c'est en effet là que devrait être proclamé officiellement le gouvernement.

Le prince Sihanouk effectue actuellement une visite officielle en Thaïlande, après avoir visité les quatre autres capitales de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) ; il a été reçu par le roi Bhumibol et par le premier ministre, le général Prem Tinsulanonda, qui lui ont promis le soutien matériel et diplomatique pour la coalition qu'il préside. (A.F.P., Reuters.)

C'est la première fois que le prince Sihanouk se trouve en Thaïlande depuis juin 1973. A l'époque, il était rendu à Bangkok à la suite des divergences qui opposaient à la France à propos de l'indépendance de son royaume. Après l'indépendance, les relations entre les deux pays étaient considérablement détériorées.

### Halte au Vol

1 serrure à 5 points  
IZIS - LAPERCHE ou PICARD  
Matériel GARANTI 5 ANS  
+ 1 blindage acier 15/10  
+ renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier  
+ 1 cornière anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte  
+ NOUVEAU (Sécurité renforcée)  
1 cornière de pivotement paumelles soudées  
Offre exceptionnelle au lieu de 4.300 F  
4.000 F TTC  
Pose et dépl. compris  
PARIS-BANLIEUE  
Société PARIS PROTECTION  
11 rue de la Motte Picquet  
75015 PARIS  
566.65.20  
CREDIT GRATUIT 4 VERS

PHOTOGRAPHES : COPIES COULEURS



# EUROPE

## Un entretien avec le premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois

(Suite de la première page.)

« Nous attendons de nos pourparlers qu'ils contribuent à l'élargissement des rapports bilatéraux politiques, économiques, techniques, scientifiques, culturels et autres entre la République française et la République populaire hongroise ; une telle contribution a une signification qui dépasse les rapports bilatéraux. Elle montre que, face aux tentatives que l'on sait visant à aggraver la situation internationale, à détériorer les rapports entre les Etats, des hommes d'Etat responsables œuvrent encore aujourd'hui au développement de rapports mutuellement avantageux de pays à différents systèmes sociaux : ils servent par là les intérêts de leurs peuples et en même temps ceux de la paix. »

« Aucune question politique non réglée ne pèse sur nos relations, ce qui crée de bonnes conditions pour nos entretiens. Nous pouvons encore nous baser sur le développement dynamique, surtout ces derniers temps, des rapports franco-hongrois. Il y a cependant des possibilités encore non exploitées. Par exemple, nous pouvons à notre avis continuer à élargir les rapports économiques, techniques, scientifiques et culturels mutuellement avantageux. »

« Le fait que M. Mitterrand ne soit pas allé à Moscou depuis son élection et que la Hongrie soit le premier pays de l'Est qu'il visite confère-t-il un rôle particulier à votre pays ? »

« Nous sommes heureux que M. Mitterrand ne soit pas allé à Moscou depuis son élection et que la Hongrie soit le premier pays de l'Est qu'il visite confère-t-il un rôle particulier à votre pays ? »

« Nous sommes heureux que M. Mitterrand ne soit pas allé à Moscou depuis son élection et que la Hongrie soit le premier pays de l'Est qu'il visite confère-t-il un rôle particulier à votre pays ? »

« Comme je l'ai dit, j'ai eu la possibilité de rencontrer M. Mitterrand bien avant son élection comme président, la dernière fois fin 1978, à Paris. Nos entretiens ont été ouverts, constructifs et riches en enseignements pour moi. Comme les suites le prouvent, ces rencontres ont bien servi, non seulement la connaissance personnelle, mais aussi le dialogue à caractère consultatif des partis que nous représentons, tout comme l'approfondissement de la bonne relation entre nos pays et nos peuples. »

**Les Pershing :**

« Un grand danger »

« Comment voyez-vous l'avenir des pourparlers sur les armes nucléaires en Europe ? La force nucléaire française devrait-elle, selon vous, être incluse dans la négociation ? Craignez-vous de graves tensions ou cas où les Pershing et missiles de croisière américains seraient installés en Europe occidentale ? »

« La Hongrie a salué avec joie l'ouverture des pourparlers sur les armes nucléaires à moyenne portée en Europe, et elle s'est réjouie de ce que la question des armes stratégiques soit aussi à l'ordre du jour. Aucune personne, si elle veut vivre, ne peut être indifférente à l'égard de la cause de la paix. Pour nous, c'est une question de haute importance, car l'édification du socialisme est un engagement total pour la défense de la paix. Pour le moment, les positions sont très différentes dans ces deux négociations. L'Union soviétique - conformément à la ligne de principe de sa politique extérieure éprise de paix - part du fait que la tâche primordiale est d'éviter la guerre, de sauvegarder la paix et de freiner à cette fin la course aux armements. Les pays du traité de Varsovie - dont la République populaire hongroise - estiment que le but des pourparlers, la base d'un accord ne peuvent être que « la sécurité égale à un niveau plus bas des armements ». »

« Il est notoire que, en ce moment, certains milieux et personnalités influents des Etats-Unis suivent une direction diamétralement opposée. Au lieu d'un accord nécessaire et possible sur la base du principe de la sécurité égale, ils s'efforcent d'obtenir une supériorité militaire. Au lieu de freiner la course aux armements, ils complètent leurs armements, cherchant à

créer et à installer de nouvelles armes de destruction massive. »

« Le succès des négociations de Genève dépend essentiellement de la mesure dans laquelle les Etats-Unis comptent avec les réalités. Aujourd'hui, dans l'ensemble, aussi bien dans le monde entier qu'en Europe, où les forces principales se font face, un équilibre approximatif des forces s'est établi. Il existe aussi bien entre les Etats-Unis et l'Union soviétique qu'entre le traité de Varsovie et l'OTAN. Je fais remarquer ici que les forces nucléaires françaises et anglaises sont des éléments constitutifs de cet équilibre. Il est donc logique, dans les négociations - si les parties aspirent au maintien de la sécurité égale, - de tenir compte de toutes les composantes de la situation. »

« Malgré les difficultés, je juge avec confiance les perspectives d'une limitation des armements nucléaires en Europe. Il est d'une importance capitale que, ces derniers temps, l'Union soviétique a pris de nombreuses mesures unilatérales de désarmement et essayé d'augmenter la confiance entre Etats par des pas importants. A ce propos, son engagement de ne pas utiliser en premier les armes nucléaires est particulièrement significatif. C'est un changement incontestablement favorable, que les Etats-Unis ont également fait un pas et qu'ainsi les pourparlers ont pu commencer à Genève. Le puissant mouvement pour la paix, qui se manifeste de nos jours en Europe occidentale et aux Etats-Unis, prouve que les peuples ne veulent pas vivre à l'ombre d'une catastrophe nucléaire. »

« L'installation en Europe occidentale des nouvelles fusées nucléaires américaines à moyenne portée exposerait à un grand danger non seulement les acquis, difficilement obtenus, de la détente, mais aussi la sécurité, la simple existence des peuples de l'Europe. Pensons seulement à l'idée insensée d'une « guerre atomique limitée en Europe » ! Les Etats du traité de Varsovie comprennent les intérêts légitimes de la sécurité de l'autre partie et sont prêts à en tenir compte. Mais si nous voulons que les pourparlers apportent de vrais résultats, il faut aussi prendre en considération l'aspiration naturelle et l'intérêt fondamental de l'Union soviétique et de ses alliés de voir leur propre sécurité garantie convenablement. C'est la voie la plus praticable menant à l'arrêt de la course aux armements, à l'élimination de la menace de guerre, à la stabilisation des relations internationales. »

**Les SS 20 :**

« Tenir compte du contexte »

« Etait-il bien nécessaire pour l'Union soviétique d'installer de nouveaux missiles SS 20, pendant les années de détente, et alors que rien de comparable ne se produisait à l'Ouest ? La dissuasion n'était-elle pas déjà assurée alors entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ? »

« Il y avait, en effet, une situation de détente ; les accords d'Helsinki, les négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements, certains accords ont vu le jour, comme SALT I et le traité de non-prolifération. Mais la modernisation des armements à moyenne portée de la technique militaire, ne sont poursuivies, en général et partout. En outre, s'il y avait un équilibre global dans le domaine militaire, les spécialistes ont pu constater que cet équilibre n'existait pas pour tous les types d'armements. »

« Ainsi, il y a une différence considérable dans les structures des armements à moyenne portée de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis. Pour l'essentiel, l'U.R.S.S. dispose de fusées terrestres. En ce qui concerne les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux, leurs armements à moyenne portée sont soit aériens, soit maritimes. Or les Américains ont modernisé cet armement aérien et naval ; ce qui a conduit l'Union soviétique à moderniser son arsenal terrestre. Une approche objective n'est donc possible que si l'on tient compte du contexte, si l'on aborde le problème dans toute sa complexité. »

« Enfin l'U.R.S.S. a annoncé qu'elle mettait fin unilatéralement à l'implantation de nouvelles fusées à moyenne portée et qu'elle était prête à en diminuer le nombre. »

« Mais je voudrais encore faire deux observations : du point de vue américain, les armements à

moyenne portée sont dénommés « tactiques » parce qu'ils n'atteignent pas le territoire des Etats-Unis. Mais les missiles américains peuvent atteindre le territoire de l'U.R.S.S. Et les responsables de la défense de l'Union soviétique ne peuvent négliger ce fait essentiel. Cela concerne aussi la défense des pays d'Europe de l'Est. »

« Un autre facteur est plus délicat pour vous Français. Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ne peuvent parler que de leurs armements à eux. Mais au sein du pacte de Varsovie, on ne peut disposer de l'arme nucléaire, tandis qu'il y a trois de ces pays dans l'OTAN. Il faut considérer cela lorsque l'on parle des SS 20. »

**La réforme économique :**

« Depuis plus de vingt ans »

« La réforme économique entreprise dans les années 60 va-t-elle continuer et s'approfondir ? »

« On sait peut-être moins que la modernisation de la gestion économique a été entreprise en Hongrie depuis plus de vingt ans. A la suite de la décentralisation de la gestion, le poids des mesures administratives appliquées dans l'industrie s'est allégé, l'intéressement des entreprises aux bénéfices s'est renforcé, le rôle des rapports marchands et financiers s'est accru. Nous avons obtenu des résultats particulièrement favorables dans la gestion planifiée de la production et de la vente des produits agricoles, cela à l'aide de la politique des prix et des moyens financiers. »

« C'est sur la base de ces progrès et des expériences favorables que nous avons entrepris, en 1968, la réforme de l'ensemble du système de gestion économique. Nous pouvons actuellement affirmer à juste titre que notre système de gestion économique sert de manière plus souple qu'auparavant l'économie planifiée socialiste, qu'il a créé un meilleur équilibre entre l'efficacité des processus économiques dirigés de manière centralisée et l'autonomie, la responsabilité, l'intérêt matériel des entreprises. Il a stimulé l'initiative et l'entreprise et libéré de nouvelles énergies créatrices. »

« Nous voudrions que le système de gestion, de planification et d'organisation s'adapte encore mieux et de manière plus souple aux conditions de chaque entreprise. Cette adaptation, pour la Hongrie, est une tâche fondamentale, car nos données nous rattachent par mille liens à l'économie mondiale et nous participons de manière particulièrement active à la division internationale du travail. »

« En vous répondant donc par l'affirmative, je voudrais tout de suite ajouter : nous considérons le système de gestion en tant que moyen permettant de promouvoir l'efficacité du fonctionnement de l'économie socialiste planifiée. »

« La hausse constante du prix du pétrole et la difficulté d'acquiescer des devises occidentales ne risquent-elles pas d'inciter la Hongrie à réduire ses échanges avec l'Ouest ? »

« Durant tout son développement, l'économie hongroise a eu pour partenaires très avantageux l'Union soviétique et les autres pays socialistes. Il ne s'agit pas du seul avantage naturel découlant de l'identité du système social et de nos objectifs politiques. De nos jours encore, le développement des relations économiques entre pays socialistes est soutenu par des avantages économiques réels : ce sont des relations planifiées, réciproquement avantageuses, en pleine extension et sûres. Dans l'actuelle situation difficile de l'économie mondiale, elles exercent sans ambiguïté une influence stabilisatrice sur notre développement économique. Sans elles, nos problèmes seraient bien plus grands. »

« D'autre part, les conditions internationales changées, sur les plans tant politique qu'économique, la politique de discrimination et d'embargo pratiquée par certains milieux capitalistes à l'encontre des pays socialistes, rendent indispensable le développement de la coopération multilatérale entre pays socialistes, dans les domaines économique, scientifique et technique. »

« Jamais la République populaire hongroise n'a visé à l'autarcie, ce qui serait d'ailleurs un non-sens. La Hongrie est très intéressée à l'élargissement de rapports économiques mutuellement avantageux avec les pays capitalistes. C'est à un élément constant de notre politique économique. Dans leur ensemble, les pays du Conseil d'assistance économique mutuelle [le COMECON, N.D.L.R.] ne cherchent pas non plus l'autarcie. Dans leur prise de position publiée au terme de la trente-sixième session du CAEM en juin 1982, ils ont dit sans ambages

leur intention de développer leur coopération mutuelle, sans que cela porte atteinte à la coopération qu'ils ont nouée avec d'autres pays. Ils se sont démarqués de tout isolationisme. »

**Pologne : des liens étroits**

« Quelles leçons tirez-vous des événements de Pologne, en ce qui concerne en particulier l'organisation et l'activité des syndicats ? Jugez-vous normal que l'armée prenne la place du parti dans la direction du pays ? »

« La Pologne est au centre de l'attention en Hongrie, pour plusieurs raisons. Nos traditionnelles relations d'amitié sont bien connues. Elles se sont encore enrichies ces trois dernières décennies, depuis que les deux peuples ont opté pour le socialisme. Nos partis, nos pays sont liés par des liens étroits dans tous les domaines. Les deux pays sont membres du traité de Varsovie et du CAEM. Cela explique déjà assez que la société hongroise vive avec un vif intérêt la vie en Pologne. »

« Les événements de Pologne mettent encore mieux en relief nos propres expériences dans l'édification du socialisme. Parmi celles-ci, il convient d'accorder une place de choix aux rapports entre l'Etat socialiste, le parti en tant que force politique dirigeante de la société et le syndicat groupant l'immense majorité des travailleurs. A une certaine époque, nous ne faisons encore que chercher la place et le rôle des syndicats dans le socialisme. De plus, au début des années 50, les déformations politiques ont rendu le travail syndical en Hongrie formel et bureaucratique. Grâce à la politique que nous appliquons depuis vingt-cinq ans, les syndicats sont aujourd'hui chez nous des organisations autonomes des travailleurs, sans être indépendants du pouvoir ouvrier. C'est que, chez nous, les moyens de production relèvent de la propriété collective, l'exploitation de l'homme par l'homme a cessé et les syndicats hongrois participent à la définition et à l'application de la politique. »

« Dans la période d'aggravation de la crise polonaise, au vu des menaces qui pesaient sur les acquis du socialisme, les communistes hongrois, les travailleurs de Hongrie ont accueilli avec compréhension la décision souveraine des dirigeants polonais par laquelle, en décembre dernier, sous la conduite du Conseil militaire de salut national, les forces armées polonaises ont barré le chemin, par des mesures énergiques, aux forces ennemies qui fomentaient l'anarchie et incitaient à la guerre civile : elles ont défendu l'Etat du peuple, créant par là les conditions premières d'une solution socialiste de leurs problèmes réels. »

« Notre position s'inspire de la conviction que seule une Pologne stable et socialiste peut servir la cause commune de la paix et de la sécurité en Europe. »

**Même avec un pouvoir militaire ?**

« Depuis août 1980, la situation en Pologne n'est pas normale. C'est pourquoi les Polonais ont dû employer des moyens spéciaux répondant à cette situation anormale. A mon humble avis, ce pouvoir n'est pas un pouvoir militaire habituel. Toutes les institutions constitutionnelles, les partis, le Parlement, le gouvernement fonctionnent. Cela dit, même les Polonais reconnaissent qu'ils n'ont pas résolu par cela les questions sociales fondamentales du pays. Ils ont simplement créé les conditions essentielles pour la solution de ces problèmes. Le parti ouvrier unifié polonais, les autres partis, toutes les forces positives de la société polonaise doivent prendre part à cette solution. Nous voudrions que ces solutions soient des solutions socialistes. »

**1956 : la grande majorité du peuple a compris**

« Vous dirigez le parti socialiste ouvrier hongrois depuis vingt-six ans et vous vous trouvez à ce poste au moment de l'intervention décisive de l'armée soviétique à Budapest, le 4 novembre 1956. Avez-vous demandé cette intervention, et

jugez-vous toujours aujourd'hui qu'elle était nécessaire ? »

« Ce que vous appelez « intervention » a été, pour nous autres Hongrois, tout à fait autre chose. »

« Cela a signifié que notre peuple a pu éviter de perdre ses conquêtes socialistes, de connaître les souffrances et les sacrifices immenses d'une guerre civile, et de devenir le foyer d'un conflit mondial. La grande majorité du peuple hongrois a compris et adopté ce raisonnement, sinon au moment même, dès les premiers jours, du moins après un délai très bref. »

« C'est une période d'extrême tension que nous avons connue fin octobre, début novembre 1956, lorsque la contre-révolution déployait son attaque armée, tant sans raison et cherchant à mettre fin au pouvoir populaire. Les communistes, les partisans hongrois du pouvoir populaire et du socialisme n'avaient plus qu'un seul devoir : sauver la démocratie populaire en Hongrie. »

« Le gouvernement ouvrier-paysan révolutionnaire formé début novembre 1956, et dont j'étais le président, a demandé l'aide de l'Union soviétique. Le gouvernement soviétique a donné une réponse favorable à notre demande ; de ce fait, il nous a été possible de surmonter la crise plus rapidement et avec moins de sacrifices. Nous avions confiance que la population comprendrait notre démarche et apprécierait notre volonté de nous opposer au courant contre-révolutionnaire. »

« La décision historique que nous avons prise en novembre 1956 est justifiée par toutes les expériences du dernier quart de siècle, par les résultats que nous avons obtenus dans l'édification socialiste, par l'unité nationale large et solide qui s'est développée. Aujourd'hui, le peuple hongrois vit et travaille dans une atmosphère calme et équilibrée. La République populaire hongroise est membre à droits égaux de la communauté des pays socialistes et entretient des rapports multilatéraux avec presque tous les pays du monde. »

Propos recueillis par MICHEL TATU.

### PARIS-LONDRES. ALLER-RETOUR A PARTIR DE 340 F.

**PARIS-LONDRES**  
340 F. Tarif excursion  
5 jours, train/bateau.  
Prix au 1/03/82.  
**SNCF**

**SC.PO**  
préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance  
2 centres : Quartier latin ou Neuilly  
**CEPES** 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.84.94/745.88.78  
développement européen privé

### PARIS-MADRID. LA ROUTE EN MOINS DES VACANCES EN PLUS.

**PARIS-MADRID-TALGO**  
Départ Paris... 20h00  
Arrivée Madrid... 8h55  
**SNCF**

**AGENCES PUB : COPIES COULEURS**  
Qualité photographique professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12\* ☎ 347.21.32







## LE STATUT DE LA CAPITALE

**M. JEANTET (M.R.G.) RAPPELLE QUE M. CHIRAC AVAIT LANCÉ UNE OPÉRATION « PARIS-VILLAGES »**

M. Thierry Jeantet, membre du bureau du Mouvement des radicaux de gauche, nous a déclaré, mardi 6 juillet :

« Lors de la campagne municipale de mars 1977, j'avais proposé que chaque quartier de Paris devienne un village véritablement géré par les citoyens et leurs élus. Ce thème du village correspondait au programme général de la gauche et à des aspirations écologiques. Sur le moment, il n'avait guère été repris. »

« Puis, quelques mois et quelques années plus tard, il a fleuri sur les murs de la capitale tout simplement parce qu'un certain M. Chirac, maire de Paris, commençait à comprendre qu'il correspondait à un désir des Parisiens de vivre autrement dans la capitale. Mais M. Chirac, s'il est prêt, par intérêt électoral, à reconnaître la notion de « village » sur les affiches municipales, ne semble pas décidé à la voir appliquée dans les faits. »

« La différence entre la droite et la gauche est bien là. À droite, on se contente d'écouter des mots, à gauche, on veut des actes. M. Chirac veut peut-être montrer deux aspects différents de son image aux Parisiens, mais les Parisiens, eux, ne veulent qu'un seul Paris, celui qu'ils feront leur dans chaque quartier. »

● La fédération de l'ensemble des Parisiens s'inquiète des conséquences économiques et sociales du statut projeté pour Paris. Elle proteste contre l'absence totale de concertation dans cette affaire avec les forces économiques vives concernées. (...)

« Elle dénonce ce statut comme une régression historique. Les problèmes économiques et sociaux de la capitale ne peuvent être découverts en tronçons et réglés différemment d'un trottoir à l'autre. (...) »

● Le Parisien libéré du 6 juillet publie un sondage effectué par la SCORSA entre les 2 et 5 juillet auprès d'un échantillon de six cents personnes repré-

**LES FÉDÉRATIONS DU P.S. ET DU P.C.F. : la démocratie est insupportable au maire de Paris**

Les fédérations de Paris du P.S. et du P.C.F., dont les responsables se sont rencontrés lundi 5 juillet, ont publié une déclaration commune dans laquelle elles « appuient totalement le projet gouvernemental ».

Elles estiment que le projet « va dans le sens de la décentralisation adoptée à l'Assemblée nationale et mise en œuvre dans le pays depuis le 10 mai 1981, permet d'assurer enfin une vie démocratique en rapprochant les Parisiens et les Parisiennes de leur maire et de leurs élus et en leur donnant enfin la possibilité d'être consultés, écoutés, de voir leurs besoins pris en compte », et « assure l'unité de la capitale par le maintien du Conseil de Paris, l'élection de son maire. »

Les deux fédérations ajoutent : « Ce projet répond aux propositions maintes fois exprimées et aux engagements pris depuis de nombreuses années par les socialistes et les communistes. (...) »

« Jacques Chirac a toujours été contre la décentralisation. S'étant toujours opposé à ce que les Parisiens prennent leurs affaires en main, il hurle contre ce projet. La vérité, c'est que la démocratie lui est insupportable (...) »

sentatifs de l'ensemble des Parisiens. Selon cette enquête, 53 % des Parisiens pensent que le « projet de réforme (du statut de Paris) présente plus d'inconvénients que d'avantages », et 24 % ont une opinion inverse. 58 % considèrent que ce serait « une mauvaise chose » que « les pouvoirs du maire de Paris diminuent » et 39 % « une bonne chose ». 71 % se déclarent favorables à un référendum auprès de la population parisienne (13 % y sont opposés et 13 % indifférents). Si une telle consultation était organisée, 56 % se montreraient « plutôt hostiles » au projet du gouvernement et 36 % « plutôt favorables ».

## L'HORIZON 83

(Suite de la première page.)

Si le bol n'avait pas été mis, fût-ce de manière tardive, dans le débat, et ainsi inconvenant, on laisserait se développer, à quel-ques encablures du siège de l'Etat, un tel contre-pouvoir qui, n'exportait pas le nom mais saurait en avoir le comportement. Il y avait là, comme l'ébauche d'une contestation extra-électorale des résultats du 10 mai et une anticipation de la consultation de 1983.

Or la majorité présente n'a réellement pas besoin de cela quand il est probable que ses chances de succès aux prochaines élections municipales sont incertaines. D'autant que le terrain est nécessairement plus favorable à l'opposition : en raison, notamment, de l'ampleur de la victoire de la gauche lors de la consultation de 1977.

### La « divine surprise » de 1977

Il n'est pas sérieusement contestable que ce dernier scrutin municipal avait constitué une divine surprise pour la gauche. En quelque sorte, des « municipales introuvables », comme était « introuvable » l'Assemblée nationale ultra-réactionnaire issue en juin 1968 des frayeurs de mai. Le reflux n'avait pas manqué de se produire en 1973. Le phénomène du balancier est un sous-produit bien connu de l'alternance.

C'est celui qui risque de se reproduire en 1983 au détriment des municipalités de gauche, au double motif que le résultat de 1977 était excessif et inattendu (combien alors d'élus ahurés de leur victoire !) et que, d'autre part, les résultats économiques si imprudemment promis à date fixe pour le 31 octobre ne seront pas acquis indubitablement.

Si la gauche capotait en 1983, il n'y aurait plus qu'une seule majorité d'élus de cette couleur dans le pays : celle de l'Assemblée nationale avec ses 286 députés socialistes et apparentés, auxquels s'ajouteraient encore quarante-quatre députés communistes. Mais quel serait psychologiquement et politiquement, le poids de ce groupe d'à peine plus de trois cents personnes, dont le mandat sera alors vieux de deux ans, face à des milliers d'élus de l'opposition, fraîchement investis à travers tout le pays ? La droite ne se fera pas faute d'imiter la gauche d'autrefois dans des circonstances symétriques : elle réclamera la dissolution du Parlement ; réclamation sans portée constitutionnelle, certes, mais politiquement néfaste à la tranquillité des institutions et des conditions économiques beaucoup plus terribles que six années auparavant.

En outre, à l'étranger, objectivement, la droite ne compte que des alliés : de l'Union soviétique, qui n'aime pas la politique étrangère de M. Mitterrand, à l'Amérique, qui ne l'aime pas non plus, exerce l'idéologie qu'il incarne et ne cherche guère à comprendre l'une ou l'autre. Sans compter ce que l'appel des forces de l'argent peut apporter à une cause.

Le schéma de M. Chirac avant le 10 mai commencerait-il de se réaliser ? C'est aussi contre un tel schéma qu'est repris, un peu fébrilement, le projet de réforme du statut de Paris. Il abîme l'idée qu'on s'était faite d'une gauche portée au pouvoir au nom de la vertu. A ce prix, il en conforte une autre, selon laquelle la gauche cesse d'être imperméable au réalisme. Une réserve demeure, qui montrerait cette majorité glisser dans l'écueil inverse, le cynisme.

PHILIPPE BOUCHER.

Un grand roman qui fait scandale aux U.S.A., écrit par quelqu'un qui sait...

« ... FÉMINISME ÉKACÉBÉ ÉROTISME TORRIDE... » J.D. Wolfson

LE PÈRE CARDINAL

Andrew M. Greeley

**GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES**

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de déjeuner qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décontraction d'un buffet où l'on peut se servir et se resservir à volonté.

Garden Buffet ? Un prochain déjeuner à inscrire sur votre agenda !

**150 F** (taxes et service compris)

Tous les jours de 12 à 15 h.

**Hôtel PRINCE DE GALLES**  
33 avenue George-V PARIS 8<sup>e</sup> Tél. 723 55.11

## « On ne se fout pas de tout »

Un jeune chômeur sur deux est un jeune sans diplôme ni qualification.

Ils sont 120.000, chaque année, qui quittent l'école dans cette situation. Ils ont envie de s'en sortir.

Aujourd'hui les entreprises, les collectivités locales, l'ensemble des formateurs disposent de vrais moyens pour les aider et préparer l'avenir.



## UN METIER POUR REUSSIR.

Les nouvelles formations des 16/18 ans. Ministère de la Formation Professionnelle.















T DES TECHNIQUES  
naissance d'un volcan  
Californie

# AÉRONAUTIQUE

## Le général Mitterrand incite le gouvernement à limiter les mesures pénalisant la productivité des entreprises

Président-directeur général de la **Industrie aéronautique**, le général Jacques Mitterrand, frère du président de la République, a été reçu à la présidence du bureau du **Groupe des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)**, lors de l'assemblée générale de cet organisme qui est le syndicat patronal du secteur nationalisé et privé de l'industrie aéronautique.

A cette occasion le général Mitterrand a lancé un appel pour que les entreprises aéronautiques ne soient pas pénalisées par des mesures de productivité. Il a d'autre part souligné le rôle de la coopération européenne qui doit favoriser les opérations portant sur les matériels de la nouvelle génération et a réclamé le renforcement des recherches et développements indispensables pour pouvoir présenter une gamme de matériels concurrentiels à partir de la fin des années 80.

## Bénéfices en baisse chez Dassault-Breguet

Le **Groupe Dassault-Breguet Aviation** a publié son bilan 1981, plus des trois quarts de son chiffre d'affaires à l'exportation, selon le rapport annuel.

Sur son dernier exercice financier, sur un chiffre d'affaires de 12 450 millions de francs, en hausse de 15 % par rapport à 1980, les ventes à l'étranger ont en effet représenté 76,9 % du total, au lieu de 68,5 % en 1980.

En revanche, les ventes militaires à la France ont régressé de 15 %. L'accroissement constaté à l'exportation est dû essentiellement à l'augmentation des ventes d'avions civils, qui progressent de 30 %. Le bénéfice net ressort en baisse, à 295,3 millions de francs, au lieu de 312,5 millions de francs en 1980. Cette relative stagnation est due

Dans le rapport, il est enfin rappelé que, le 8 novembre 1981, la **Société centrale des avions Marcel Dassault**, société mère du groupe, a voté à l'unanimité 50 % des actions de la société aéronautique. M. Dassault, d'un côté, et l'Etat, de l'autre, ont obtenu respectivement 46 % du capital et 54 % des droits de vote. M. Dassault dispose désormais de 55 % des droits de vote dans les assemblées d'actionnaires de la société.

## ÉDUCATION

### ADMISSIONS A L'AGREGATION

(par ordre alphabétique)

#### GRAMMAIRE

Mme et M. Laure (104) ; Jean-Pierre Bouillot (107) ; Bernard Bortolussi (109) ; Michel Bruneau (110) ; François Brunet (111) ; Brigitte Chauveau (112) ; Florence Chénier (113) ; Sylvie Fayon (114) ; Dominique Hailat (115) ; Michèle Tiliard (116).

## RELIGION

Mgr **Amédée Bugnini**, prêtre en Iran depuis janvier 1978, est mort samedi 3 juillet à Rome. Ses obsèques ont lieu le 4 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, et seront suivies d'un service à la cathédrale de la Madeleine.

## Préparez votre BAC tout en préparant une école supérieure de commerce.

**CLASSES PRÉPARATOIRES SUPÉRIEURES**  
GROUPE ECOLE DES CADRES, 92 AV. CHARLES DE GAULLE  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE, TEL. 747.06.40-41  
Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'Etat.

Le Groupe Ecole des Cadres offre aux élèves du niveau des classes terminales une triple opportunité :

- Une préparation efficace au Baccalauréat (sections A et B) par un contrôle continu des connaissances, un entraînement accéléré, des horaires renforcés en mathématiques, économie, langues...
- Une solide formation méthodologique pour "apprendre à apprendre" et "apprendre à travailler" par des méthodes modernes et dynamiques (visites d'entreprises, études de cas...)
- Une initiation économique pratique, préparant l'accès à des études supérieures : gestion, commerce international, comptabilité, informatique, publicité...

Admission sur dossier et sur entretien d'orientation (60 places).

**FACULTÉ DE DROIT**  
**DE L'UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES (Paris-V)**  
**INSCRIPTIONS EN 1<sup>ER</sup> CYCLE DE DROIT**

Les dossiers doivent être retirés entre le 1<sup>er</sup> et le 16 juillet

**FACULTÉ DE DROIT**  
Bureau de la scolarité au premier cycle  
18, avenue Pierre-Larousse - 92211 Malakoff Cedex  
Métro : Malakoff - Bus : Vanves  
Autobus : Vanves (P.C.)

La faculté de droit de Paris-V prépare au DEUG, à la licence, maîtrise (droit public, droit privé, droits des affaires, carrières judiciaires) et au doctorat.

## Réceptions

L'ambassadeur **Etats-Unis** d'Amérique et Mme Galtbrath ont donné une réception à l'occasion de la fête de l'indépendance américaine, le lundi 5 juillet 1982, dans les salons et le parc de la résidence de l'ambassadeur à Paris.

## Noissances

M. **André Parrot** et Mme. née **Marie-Louise**, ont eu un fils, **Charles**, le 27 juin 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

## Décès

M. **Henri BAISSAS**, inspecteur général de l'Instruction publique, ancien directeur de la physique au Commissariat à l'énergie atomique, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur de l'Ordre de la République, est décédé le 27 juin 1982, dans sa 84<sup>ème</sup> année.

## Réceptions

M. et Mme **Beyloum** ont reçu à leur domicile, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, les familles **Beyloum**, **Jad**, **Jaha**, **Sokan**, **Babli**, **Karsh**, **Galam**, **Kahali**.

## Noissances

Mme **Yvonne BEYLOUM**, née **Hélène YOUSSEF**, a eu un fils, **Youssef**, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

## Décès

M. **René GUERINOT**, a eu un fils, **René**, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

# CARNET

## Réceptions

On nous prie d'annoncer le décès de **Mme Simon GERSTENHABER**, née **Adèle COITMAN**, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

## Noissances

M. **René GUERINOT**, a eu un fils, **René**, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

## Décès

M. **René GUERINOT**, a eu un fils, **René**, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

## Réceptions

Mme **Blanche PETTELAT**, ingénieure de l'Ecole nationale supérieure de chimie, a eu un fils, **Blanche**, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

## Noissances

M. **René GUERINOT**, a eu un fils, **René**, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

## Décès

M. **René GUERINOT**, a eu un fils, **René**, le 5 juillet 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne de la Madeleine.

## MÉDECINE

### A partir de cellules au patrimoine génétique modifié L'Institut Mérieux pourra produire un nouveau vaccin anti-polio

L'Institut Mérieux annonce qu'il a obtenu l'autorisation officielle de produire son vaccin **IMVAX** contre la poliomyélite par culture sur des cellules de rein de singe comportant un nombre anormal de chromosomes (cellules hétéroplodes ou **4n**).

Le **visu d'innocuité** ainsi accordé à cette technique laisse présager un nouveau vaccin de production plus économique, plus adapté aux besoins du monde en développement, plus sûr et plus efficace.

Jusqu'à des débats récents de l'European Society for Cell Technology et des commissions compétentes de l'Organisation mondiale de la Santé, l'utilisation de cellules hétéroplodes pour la production de vaccins n'était autorisée que pour l'usage vétérinaire. Ces cellules, rendues "éternelles" par des transformations subies au cours de la culture, ont pour eux le mérite de posséder plus que les cellules normales le potentiel de se multiplier indéfiniment.

La crainte qu'elles puissent présenter un risque cancérogène motivait leur interdiction pour l'usage humain. De nombreux tests ont indiqué que cette crainte n'était pas justifiée, et que le virus d'origine humaine ne pouvait pas se multiplier dans ces cellules.

L'avantage considérable qu'offre cette technique est d'ordre essentiellement économique. En effet, les cellules vero peuvent être cultivées en suspension sur des micro-supports placés dans des fermenteurs d'une capacité allant jusqu'à 500 litres. Les cellules diploïdes jusqu'à présent utilisées ne pouvaient être cultivées que dans des flacons de petite capacité, entraînant une charge importante en matériel et personnel.

Le prix revient de ces vaccins sera considérablement abaissé par les techniques de production de masse, dont les premiers bénéficiaires seront les pays en voie de développement.

E.-L.

**PLUS DE RETOURS GACHÉS**

CONFEZ A  
SURVEILLANCE FRANÇAISE  
LA GARDE  
DE VOTRE PATRIMOINE  
GARDIENNAGE  
TELESURVEILLANCE

Surveillance Française  
50, rue Ardoin  
93400 SAINT-OUEN  
Tél. (1) 262.37.37

**MEDICINE**  
**Pharmacie - Dentaire**

- Section de PRE-BENTEE Universitaire (1<sup>er</sup> - 28 septembre)
- Année PRÉPARATOIRE aux Etudes Médicales (octobre à juin) en

**PRESUP**

CLASSE POST BACC d'adaptation  
Etudes Supérieures Biologiques

**NADARD 19 rue Jussieu**  
75005 PARIS  
Tél. 337.71.16 - Métro Jussieu

**COURS DE VACANCES**  
du 2 août au 4 septembre  
**COURS D'ENSEIGNEMENT OU PAR MATIÈRE**  
Une révision efficace avant la rentrée

**COURS PRIVÉ HENRI-IV**  
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE de la 6<sup>ème</sup> aux terminales  
Renseignements et inscriptions :  
5, rue G.-Delagay, NICE - Tél. (04) 94.47.03

**ROBLLOT S.A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES



Le Monde

# sports



ESPAGNE 82

## LA DOUZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

### Un goût âcre

Le dernier carré est donc entièrement peuplé, avec les demi-finales qui opposeront le 5 juillet l'Italie à la Pologne et la France à la R.F.A. Pour la France, le football du Vieux Continent est un grand événement. Depuis lundi, les magiciens brésiliens, disparus dans la trappe italienne.

L'équipe transalpine avait, pour une fois, transformé ses berrigiers en bersagliers. Mais au regard de ses parties de hachoir, la France — qu'elle ne retrouvera à Barcelone — le Pérou ou l'Argentine, peut-on donner son feu en exemple dans les tournois de football, alors

même qu'elle a des chances de remporter l'épreuve mondiale pour la troisième fois, après les succès de 1938 et 1954.

Si la Pologne et la France ont accompli un parcours exempt de reproches au plan de la morale sportive, après un départ laborieux, sur le terrain, pour l'une et l'autre équipe, il n'y a pas eu de même pour la délégation ouest-allemande : la formation de Jupp Derwall, battue

d'entrée par l'Algérie, a dû ensuite se livrer à des pantomimes de matches, contre l'Autriche et l'Angleterre pour se qualifier au stade. La façon dont l'Algérie a été éliminée restera une tache sur ce Mondial, et feudi à Barcelone, la R.F.A. devra livrer plus qu'un match de championnat.

Malade de ses supporters — vingt-cinq heures de stationnement — et de sa station balnéaire espagnole, pour avoir agressé des passants, les bagar-

res après le match de lundi soir ont fait plusieurs blessés. L'Angleterre disparaît, certes, sans avoir perdu une seule rencontre, mais aussi sans gloire. Quant à l'équipe d'Espagne, elle ne suffit pas d'un baroud d'honneur pour que tout ce qui a jalonné sa route soit effacé.

Ce Mondial aura pu être d'un excellent cru, avec un gouléant Brésil. Ce ne sera pas de la piquette — il ne faut pas exagérer — mais il aura quand même beaucoup de goût. M. C.

## Italie-Brésil (3-2) : cris et lamentations

De notre envoyé spécial

La capitale de la Catalogne, Barcelone, est le théâtre de la douzième Coupe du monde de football. Les supporters italiens et brésiliens ont envahi la ville, transformant le centre-ville en un immense stade. Les rues sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire.

Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les rues de Barcelone sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire.

Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les rues de Barcelone sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire.

Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les rues de Barcelone sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire.

## ESPAGNE-ANGLETERRE (0-0) : l'art de manquer l'immanquable

De notre envoyé spécial

Madrid. — Un match de football pour l'honneur. Mais ce n'est pas tout. C'est aussi un match de football pour le plaisir. Les supporters espagnols et anglais ont envahi le stade, transformant le centre-ville en un immense stade. Les rues sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les rues de Madrid sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les rues de Barcelone sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire.

Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les rues de Barcelone sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire.

Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les rues de Barcelone sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire.

Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les rues de Barcelone sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters italiens, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les supporters brésiliens, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire.

Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les rues de Madrid sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les rues de Madrid sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

## FRANCE : le précédent de 1958

L'équipe de France, qui a gagné le tournoi, célèbre sa victoire. Les supporters français, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les rues de Paris sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters français, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les supporters français, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les rues de Paris sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters français, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les supporters français, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les rues de Paris sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters français, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les supporters français, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les rues de Paris sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters français, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les rues de Madrid sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les rues de Madrid sont pleines de cris et de lamentations. Les supporters espagnols, qui ont gagné le tournoi, célèbrent leur victoire. Les supporters anglais, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

**AV. HOCHÉ**  
A LOUER  
ÉTAT NEUF  
TRÈS BEL  
**IMMEUBLE**  
à usage de  
**BUREAUX**  
GRANDE COUR PARKING  
convientrait aussi pour  
ambassade ou administration  
à M. BING  
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8  
359-14-70

## SPORTS ÉQUESTRES

### Le triomphe des cavaliers allemands à Paris

Le jumping international de France, qui a lieu du 1<sup>er</sup> au 5 juillet à Longchamp, a été le théâtre d'un triomphe allemand. Les cavaliers allemands ont remporté la majorité des médailles. Les cavaliers français, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les cavaliers étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

Les cavaliers allemands ont remporté la majorité des médailles. Les cavaliers français, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les cavaliers étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les cavaliers allemands ont remporté la majorité des médailles. Les cavaliers français, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort. Les cavaliers étrangers, qui ont été éliminés de la compétition, se lamentent sur leur sort.

## CYCLISME

### LA TROISIÈME ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE

#### Duel Hinault-Anderson

Le cycliste Daniel Willems a gagné, lundi 5 juillet, au sprint devant le Suisse Hinault la troisième étape du Tour de France : une étape courte (134 kilomètres), mais nerveuse, courue à près de 41 kilomètres-heure de moyenne. Echappé à 11 kilomètres du but, les deux hommes avaient repoussé une vigoureuse contre-attaque de Hinault dans la côte finale de Longwy-Haut. Les deux hommes ont été rejoint par le Suisse Hinault, qui a gagné au sprint devant le Belge Willems.

Les deux hommes ont été rejoint par le Suisse Hinault, qui a gagné au sprint devant le Belge Willems. Les deux hommes ont été rejoint par le Suisse Hinault, qui a gagné au sprint devant le Belge Willems. Les deux hommes ont été rejoint par le Suisse Hinault, qui a gagné au sprint devant le Belge Willems. Les deux hommes ont été rejoint par le Suisse Hinault, qui a gagné au sprint devant le Belge Willems.

**COEUR DE LA MUSIQUE**  
Acoustic guitar  
100% solid body  
100% solid neck  
100% solid fretboard  
100% solid bridge  
100% solid pickguard  
100% solid knobs  
100% solid switches  
100% solid screws  
100% solid glue  
100% solid finish  
100% solid warranty



## *L'image dans la forêt à la Documenta de Kassel*

● Du théâtre à la hache... La perfection  
- Ph. TESSON.

● P. CHALAIS. ● Le tandem  
Théphy-Meyrand donne à la pièce  
un ton classique. C'est du théâtre pour  
grands comédiens. - J. BARTHOMEUF.  
● Du théâtre à la hache... La perfection.  
- Ph. TESSON.  
● Loc. 874-42-52 ● agences







# RADIO-TÉLÉVISION

## Mardi 6 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Au théâtre ce soir : la Quadrature du cercle.  
De V. Karmic, adaptation française E. Hamzabocher, mise en scène B. Vitaly, avec M. Courreau, G. Beller, C. Jacquini.  
Dans un immeuble macabre, deux étudiants décident de se marier sans informer l'autre. Les deux mariages auront lieu le même jour.

22 h 20 Document : Abdication.  
Avec le comte Carnavaux, Lady Diana Cooper et Lord Reith.  
L'histoire de l'abdication du roi d'Angleterre Édouard VIII, en 1936.

23 h 20 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Dossiers de l'écran : Les jumeaux.  
De C. Massot.  
Marianne Gossat et Claude Massot ont réuni et isolé pendant dix jours, dans un château en Bretagne, vingt couples de jumeaux.

22 h Débat.  
Avec les professeurs L. Godda, fondateur de l'Institut de la Rome, T. Bouchard, psychologue, P. Parai, giste, A. Jacquard, généticien, E. Papernick, chef du département génétique-obstétrique, I. Thibault, A. Boudier, P. Lepage, journaliste, ainsi que des triplés et des jumeaux.

23 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 La dernière séance.  
Une émission d'E. Mitchell et G. Jourdain.  
Le chanteur nous emmène au cinéma. Avec, comme toujours, les actualités de l'époque, des dessins animés et deux films.

### FRANCE-CULTURE

20 h 50 Cinéma : Le train sifflera trois fois.  
Film américain de F. Zinnemann (1952), avec M. Cooper, T. Mitchell, L. Bridges, K. Janda, G. Kelly, G. Kruger.  
Le jour de son mariage, le shérif d'une bourgade de l'Ouest, se voit abandonner ses fonctions, apprend qu'un bandit s'en va en train et se venge de lui en arrivant par le train avec trois complices. Personne ne veut l'aider à les affronter. La tragédie d'un homme seul, dans une action dont le rythme est un événement à l'époque - correspond exactement à celle du film. Ce western à suspense, où Gary Cooper est remarquable, connaît un très grand succès commercial.

### FRANCE-MUSIQUE

22 h 50 Cinéma : le Perle noire.  
Film américain de R. Thorpe (1957), avec R. Taylor, S. Granger, A. Blyth, R. St John, K. Wynn.  
Chargé de surveiller un bateau pour une compagnie de pêche, un homme retrouve son frère disparu du côté des îles Gilbert et qui s'est dévoué pour s'approprier un trésor de perles millénaires.

### FRANCE-CULTURE

20 h 15 Dialogues : Sport et violence, avec J.-M. Bessis et J. Ferran.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Séries lyriques : « Idoménée », opéra en trois actes de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. : F. Laver, avec M. A. Nicolas (premier violon), éditeur : J. Prochaska, J. George, J. Vancan.

## Mercredi 7 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 30 Feuilletton : P. P. Pinot, d'aujourd'hui.  
Journal.

13 h 35 Série : L'homme qui valait trois milliards.  
14 h 30 Un métier pour demain : Échec au bac.  
15 h 55 Les pieds au mur.  
16 h 50 Croque vacances.  
Dossiers animés : Variétés.  
18 h 20 Séries : La maille de Hambourg.  
Réal. B. Flecht.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Tour de France cycliste.  
(résumé).

20 h 55 Tirage de la Loterie nationale.  
20 h Journal.  
20 h 30 Tirage du Loto.  
21 h 35 Il était une fois la télévision : Eaux nébuleuses.  
Réal. J. Kerubron, avec G. Segal, C. Brasseur, L. Mikal.  
L'adaptation d'une famille juive en France.

22 h 15 Jeune cinémas français de montage.  
Châteaux de sable, d'E. Clot ; Arme, de Ph. Charlot.  
22 h Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
11 h 15 Ces gens du Tour.  
12 h 48 Journal.  
13 h 35 Série : S.O.S. Hélico.  
14 h Terre des bêtes.  
14 h 55 Sports.  
Tour de France : Actualité.  
17 h 10 Série : Kojak.  
18 h 15 Récré A 2.  
18 h 30 C'est la vie.  
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Spécial Coupe du monde.  
20 h 15 Journal.  
20 h 35 Téléfilm : Requiem pour un pigeon.  
Réal. P. Krasny, avec S. Winters, R. Prins, M. Constantine, J. Van Ark.  
Enquête de Big Rose Winter, propriétaire d'une agence de détectives, et de son assistant Ed Mills. Tous les deux s'embourbent dans une sale affaire alors qu'ils commencent une enquête sur un crime.

21 h 55 Documentaire : Un homme dans la tourmente.  
Les malheurs des uns : Beyrouth ; réal. O. Amiraly.  
Un remarquable film d'été sur la vie.

quotidienne dans un quartier de Beyrouth-Ouest où résident deux cent cinquante mille musulmans chassés qui vivent dans la pauvreté de l'attente avérée.

22 h 45 Chefs-d'œuvre au péril.  
Les passionnés d'archéologie.  
A Villers, à Selongey (Côte-d'Or), à Tours et à Orléans.

23 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 55 Tribune libre.  
Comité européen d'aide aux réfugiés.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 40 Pour les femmes.  
Bricolage : Bricolage.  
19 h 55 Cinéma animé.  
Il s'agit une fois l'homme.  
20 h Les jeux de l'édu.  
20 h 35 Cinéma 16 : Une autre femme.  
d'après M. Chapal. Réal. H. Misery. Avec : N. Clément, F. Giordani, V. Vilers, etc.  
Une ville de province : un mari volage, une mère qui croit au couple idéal et une maîtresse.

22 h 30 Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.  
Une série de C.-J. Philippe (rediff.).  
N° 5 : Le cinéma et son temps (les années 10).  
Les années 10 et la grande vague des fantasmagories politiques et l'arrivée de Charlie.  
h 55 Prélude à la nuit.  
h 55 Prélude à la nuit.  
h 55 Prélude à la nuit.

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Les prisons en France.

8 h 2, Les chemins de la connaissance : Le point sur le darwinisme (Darwin et le darwinisme) ; à 8 h 52, le petit jardin : Montaigne on la mémoire du terroir.

8 h 50, Échec au hasard.

9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : Approche biocomportementale du théâtre.

10 h 45, Le livre, aventure sur la vie : Philippe Dumas dialogues avec de jeunes lecteurs.

11 h 2, Perspectives du vingtième siècle : Quatre générations de musiciens français contemporains (et à 17 h 32).

12 h 5, Agence : Poésie arabe, avec S. Zephidore.

12 h 45, Panorama : Émission spéciale football (le football joué par les intellectuels).

13 h 30, Les tournois du système de la musique.

14 h, Sous : Foot.

### INSTITUT

M. M. Seroise, ambassadeur de France en Indonésie, a le 5 juillet à l'Académie des sciences morales et politiques une communication sur l'avènement du Pacifique, dont les puissances rivales, notamment par le biais de la « collusion » américano-japonaise, sont en train de « marginaliser » l'Europe sur le plan commercial, dans le domaine des hautes technologies.

### PRESSE

Le conseil d'administration du Centre français des supports de presse (CESP) vient de désigner un nouveau président, M. Jacques Antoine, ancien président de la Sofres et professeur au Centre national des arts et métiers. Il remplace M. Daniel Mugnier, démissionnaire en mai. Le CESP, association régie par la loi de 1901, qui regroupe les annonceurs, les publicitaires et les divers supports de publicité (presse, radio, télévision, cinéma, affichage), réalise sur l'audience des médias des enquêtes dont il publie des résultats trois par an. Depuis l'accession de la gauche au pouvoir, les chiffres du CESP et leurs variations ont eu une résonance particulière.

14 h 5, Un livre, des voix : « Tourterelle, ma tourterelle », de Y. Kermal.

14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : Construire la paix dans le monde, avec B. Benson.

15 h 2, Le monde au singulier : L'actualité selon le professeur Juret.

15 h 45, Quatre artistes : Tangy, Goussier, Matias, Laura.

16 h 45, Contact.

17 h, Rome libre : Fontaines magiques.

18 h 30, Feuilletton : « La cinquième planète », d'après F. et G. Hoyle.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, La science en marche : Des dans dans dans objets d'un musée, avec J.-M. Kantor.

20 h, La musique et les hommes : L'art ou les tribunes de la gloire (réécrit du pianiste Kun Woo Paik au Théâtre du Razon).

21 h, Nuits magiques : Le cirque.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères : Œuvres de Thérin, Adam, Roussier, Ziehrer, Sousa, Lajo.

6 h 30, Musiques de chambre : Œuvres de Pergolesi-Ricciardi, Rameau ; 7 h 5, Œuvres de Vivaldi, Rameau, D'Indy.

8 h 7, Quatuor instrumental : Théodore Monk, œuvres de Goodwin, Barok, Monk, Berthouze ; 12 h, Léo Ferré : Verlaine, Baudelaire, Rimbaud ; 12 h 35, Œuvres de Schmitt, Honegger ; 13 h, Histoire de jazz.

14 h, Drame acoustique : Œuvres de Berlioz, Debussy, Poulenc, Schumann, Elgar ; 16 h, Répères contemporains.

17 h 2, Les intégrales : Les quatuors de Haydn.

18 h, Studio-Concert : Œuvres de Fauré, Ravel, Debussy, Milhaud, Chabrier, Camille.

19 h 30, Jazz.

20 h, Équivalences : Œuvres de Franck, Debussy.

20 h 30, Concert : « Ouverture de concert », « Symphonie n° 4 pour piano et orchestre » de Szymanowski et « Symphonie n° 4 en ré mineur » de Schumann, par l'Orchestre national de Radio-France, dir. : T. Strugala, P. Pascey (piano).

22 h, La nuit sur France-Musique : Œuvres de Messiaen, Stravinsky, Vivaldi.

### TRIBUNES ET DÉBATS

#### MARDI 6 JUILLET

M. Janos Kadar, premier secrétaire du parti hongrois, est reçu au journal d'Antenne 2, le 20 heures.

#### MERCREDI 7 JUILLET

M. Pierre Mauroy, premier ministre, est invité à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

Mercredi 7 juillet  
à 20 heures

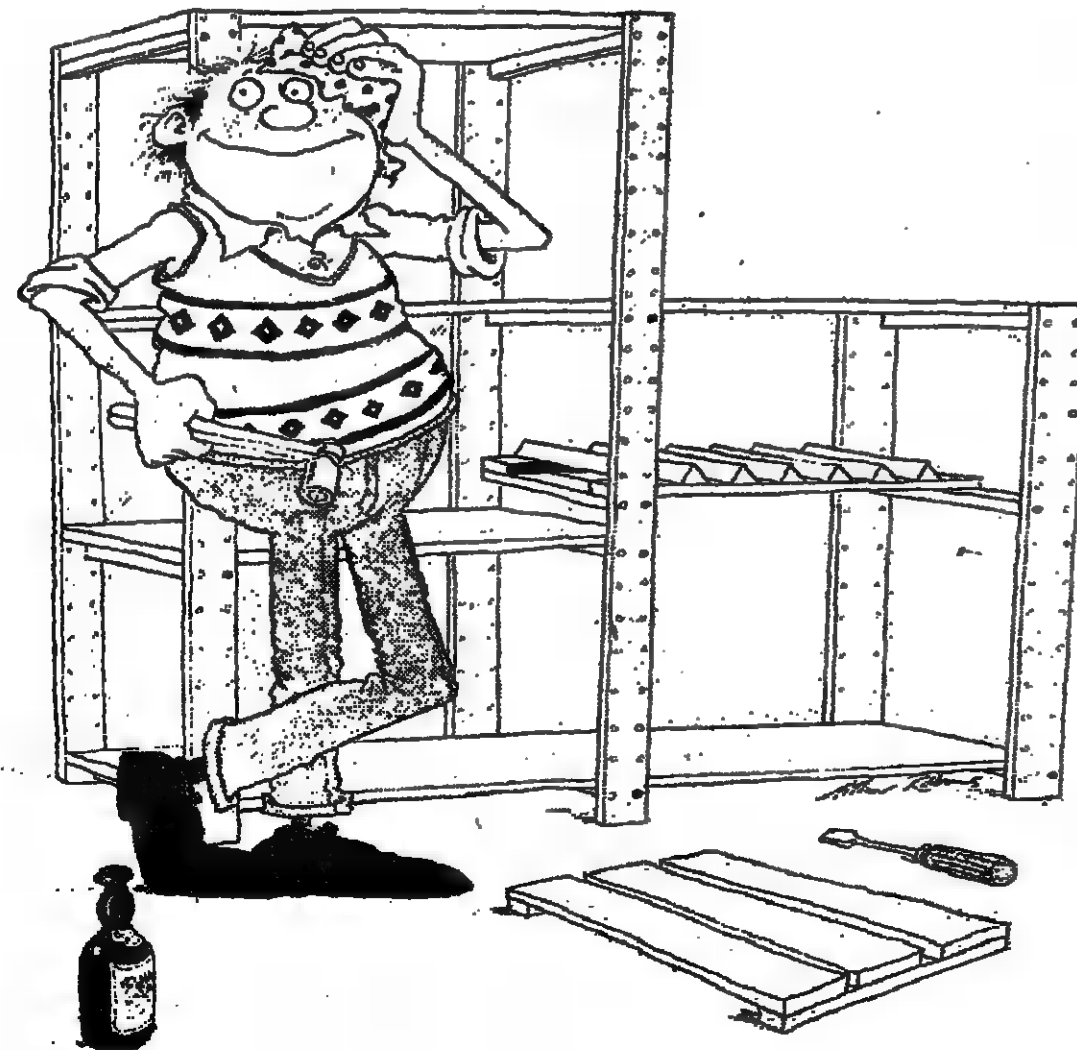
## COURSES VINCENNES

Parl jumelés  
dans toutes les courses  
Parl trio à chaque réunion

Retenez votre table au « Privé »

989-87-11  
Prochaines soirées :  
21, 23 et 27 juillet

# Faites vos devoirs de vacances.



En Suède, nous aimons bien les vacances  
stadiques qui préparent les bonnes rentrées.  
C'est notre côté élève appliqué.  
C'est pour cela qu'Ikea vous propose



859 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

des séances de travaux manuels à réaliser chez vous.

Mais si nous vous faisons travailler, c'est pour vous faire faire des économies.

Regardez notre combinaison Sten, par exemple ; elle vous coûtera moins cher chez Ikea que si vous vouliez la concevoir vous-même, acheter votre bois et la construire de toute pièce. C'est tellement plus simple quand Ikea a pensé à tout.

Quant au montage, il est tellement facile que même vos enfants peuvent vous aider.

Votre problème sera plutôt de faire votre choix.  
C'est le cas de notre combinaison Sten ; elle offre tellement de possibilités, avec ses étagères à bouteilles, ses étagères de rangement, les caisses sur roulettes, ... que vous hésitez sûrement devant le parti à prendre.

Rassurez-vous, il y a une solution. C'est de revenir nous voir pour pouvoir compléter vos accès-soires de rangement.

Vous pourrez enfin tout

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

177 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

372 F  
Bonne affaire sur bois, vitre et étagères.

Ils sont fous ces Suédois



PARIS, CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2.  
TEL. : 01.52.52.52. (A 5 min de la Porte de France)  
LYON, CENTRE COMMERCIAL DU MONTAUBAN.  
VAULX-EN-VELIN.  
Ouvert lun. au ven. 10 h - 20 h - ven. 10 h - 21 h - sam. 9 h - 20 h.







D'EMPLOI	La 1 <sup>re</sup>	La 2 <sup>e</sup> T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La 1 <sup>re</sup> col.	La 2 <sup>e</sup> col.
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\*Dégrevés selon surface ou nombre de pages



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

### Ingénieur procédés... dans le Sud-Ouest

Pour l'une des usines de cet important groupe de chimie lourde, il est recherché un jeune INGENIEUR PROCÉDES.

Dans ce premier poste, il aura pour tâche de mener à bien les études qui lui seront confiées, d'en suivre attentivement la gestion (coûts, délais) et d'assurer l'animation et le contrôle de l'équipe qui l'entourera.

Pour ce jeune ingénieur, même débutant, de type ECP, AM ou Grande Ecole avec spécialisation dans le génie thermique, ce peut être une première expérience riche et variée. Le groupe peut lui réserver d'importantes possibilités de carrière.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur CV sous référence IP 372M.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE L'UNION

La Sté Civile de SAINT JEAN DE DIEU

cherche pour son établissement de

DINAN (Côte du Nord)

Hôpital psychiatrique privé 800 lits,

salariés environ,

### UN DIRECTEUR D'HÔPITAL

qui sera responsable de la gestion

administrative et financière.

L'expérience acquise dans le milieu hospitalier psychiatrique, une importante clinique ou défaut dans une collectivité, serait un atout apprécié.

Logement en fonction, salaire en rapport avec les conditions de la convention collective des établissements hospitaliers privés.

Pour plus d'informations, intéressés d'envoyer leur Curriculum-Vitae à M. Conseil, Madame D'ORNANT

FIDAL PARIS

rue Villiers LEVALLOIS

Côte d'Azur

### Un jeune responsable de la comptabilité

Une belle opportunité vous est proposée chez un leader du transport routier, la remarquable expansion du fait de la 1<sup>re</sup> française de la profession.

La formation est intéressante, quelques années d'expérience à un poste de bon responsable ont fait d'un jeune un véritable praticien.

Vous maîtriserez par conséquent toutes les tâches du métier, et vous serez bien familiarisé à l'informatique.

C'est le notre Responsable Administratif et Financier Régional qui vous rendra. Vous êtes un fait adjoint. Il vous est jeune (27 ans environ), libre et rapidement possible. Pas de vacances donc, à Nice ne devrait pas vous déplaire. (Les frais de logement sont à la charge).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CV, photo et prétentions à DAPHNE SAMSON - en Recrutement - 32, rue de la République - 92100 NEUILLY SUR SEINE.

daphné samson



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

### Médecins, pharmaciens

#### Partir pour réussir...

mais avec un atout de départ: une pratique de 2 ans dans l'industrie Pharmaceutique.

#### Brésil

C'est un médecin ayant une bonne pratique du Portugais que nous confierons le poste de

#### Directeur Médical

Rattaché au Directeur Général de la filiale, il assurera la promotion médicale, les relations avec le corps médical brésilien, la formation des délégués médicaux. Il bénéficiera d'une formation d'environ 6 mois à 1 an, à Paris, au siège du Laboratoire.

Ces 2 postes vous préparent à prendre une Direction de filiale. Notre Groupe pharmaceutique connaît un grand développement. Nous jouissons d'une excellente image médicale à l'étranger et sommes réputés pour la qualité de nos implantations. Nous offrons une rémunération de 250 000 F, ou plus, selon expérience.

Adressez votre candidature à notre Conseil qui traitera celle-ci tout fait. ENTREPRENDRE - Département de SELEPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE, sous réf. 722.

#### Pays Germanophones

C'est un médecin ou pharmacien parfaitement bilingue allemand, que nous confierons le poste de

#### Marketing Manager

sur ces territoires. Il participera à l'élaboration de la politique Marketing, initiera et animera son application dans les différentes filiales (développement, marketing produits, visite médicale, relations extérieures, etc.). Le poste est basé à Paris et comporte de fréquents déplacements.

entreprendre  
département de Selephar

### BTS-DUT ELECTRONIQUE en TUNISIE...

Vous débutez ou possédez une première expérience. Vous souhaitez travailler en Tunisie au sein de notre organisation nationale, tout en bénéficiant d'un important complément de formation par nos soins. Vous interviendrez auprès des utilisateurs de nos matériels dont vous assurerez la maintenance. La connaissance de l'Anglais est souhaitée. Il faut être dégage des O.M. Tunisienne.

Adressez votre candidature (C.V., photo) à :

Massiot Philips 12, rue Ambroise Croizat  
95100 ARGENTEUIL  
matériel médical

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

### RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

Direction et Contrôle  
Grands Travaux  
(ÉTABLISSEMENT PUBLIC)

recrute  
pour d'importantes opérations

#### INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU

très expérimentés  
en contrôle d'exécution de travaux

- bâtiment
- équipement électro-mécanique
- adduction, traitement des eaux, pompage, forage.

AVANTAGES EXPATRIÉS  
ET COUVERTURE SOCIALE ASSURÉS

demande manuscrite + curriculum + photo récente + n° téléphone et prétentions à : Direction des Grands Travaux, 04 B.P. ABIDJAN 04, Côte-d'Ivoire, tél. (19-225) 31-24-50/31-15-73/31-28-72.

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIAIRES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce intéressant de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du "Monde" ou d'une agence.

sejour linguistique Angl-terre, juillet, petit village, Téléphone : 500-81-28.



### L'adjoint du responsable du personnel pour notre chantier de Riyad

Fortement implanté à l'étranger, nous construisons actuellement en Arabie Saoudite, à proximité de RIYAD une ville de 50 000 habitants. 5 000 personnes participent à la construction de ce chantier.

Notre responsable du personnel cherche donc aujourd'hui à s'adjointer un

#### Jeune diplômé de formation supérieure

Débutant ou avec une première expérience dans la fonction administrative ou personnel, vous désirez bâtir votre carrière à l'étranger.

Nous vous proposons de secondar notre responsable du personnel et dans ce cadre de participer :

- à l'organisation des mouvements du personnel et au suivi des formalités.
- à la collecte des informations servant à l'établissement de la paie.

Un tempérament ainsi que vos qualités seront utilisés à l'occasion de ce poste très formateur qui vous permettra d'évoluer vers de plus grande responsabilité dans la gestion du personnel sur un chantier à l'étranger.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est bien sûr indispensable.

Pour ce poste basé à Riyad, le séjour en famille peut être envisagé et dans ce cas la sécurité sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau 92222 Nanterre Cédex.

Donnez une vraie dimension à votre carrière.

FILIALE D'UN GROUPE PÉTROLIER IMPORTANT  
Nous recherchons pour des DE DÉMARRAGE ET D'EXPLOITATION en FRANCE et à l'ÉTRANGER

#### DES INGÉNIEURS ACIDES SULFURIQUES ET ACIDES PHOSPHORIQUES

RAFFINAGE - PÉTROCHIMIE  
Premier déplacement en Afrique francophone.  
Envoyez C.V. et prétentions sous le n° 41006, Courtevoie Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ T.P. et BATIMENT recherche  
INGÉNIEUR D'AFFAIRES pour l'Amérique latine

Formation Ingénieur. Expérience chantiers de Génie Civil et contacts clients. Espagnol et anglais indispensables.  
250.000 F +

Envoyez C.V., photo sous réf. 320, à SWEETS, B.P. 269, PARIS Cedex 09, qui transmettra.

### INDUSTRIAL COMPUTER SYSTEMS - Maintenance

The following personnel are required for the maintenance of hardware, comprising real time minicomputers, peripherals and remote terminal units.

ELECTRONIC ENGINEERS  
Applicants must have 3-5 years maintenance experience on industrial real time computer systems, preferably of industry related and be fluent in English.

We also require the following to provide software support for maintenance operations:

SOFTWARE ENGINEERS

With 3-4 years experience in developing and debugging real time software for process control with industrial minicomputers, using assembler and Fortran and RISC-ADS (Data General) operating systems.

We are especially interested in receiving applications from suitably qualified Arab candidates.

Selected candidates will undergo 4-6 months' manufacturing training in Europe before being deployed to Abu Dhabi.

Please supply fully comprehensive career details, together with certificates and the names of companies to which your application should not be referred. Our agents will treat all responses in the strictest confidence.

JCA Partners Ltd, Omega House, 471 Kings Rd, London SW10 0LU, England. Tel: 01-871 222 0686

### emplois internationaux

Cette classification permet sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.







REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	71,00
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,54

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**FORMATION-INFORMATIQUE  
GARANTIE D'EMPLOI  
(PAR CONTRAT)  
SAPIAS FORMATION**  
forme  
**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**  
qui recevront  
une formation privée (4 mois)  
très complète  
(COBOL, BASIC, TELETRAITEMENT)  
BAC - Adresser C.V. lettre manuscrite au responsable  
**SAPIAS FORMATION**  
121, rue de Tocqueville, 75017 PARIS  
Tél. : 01.47.22.22.22 - 01.47.22.22.22

**IMPORTANT GROUPE FRANCAIS  
spécialisé dans les équipements aéronautiques**  
pour sa technique **INGENIEURS D'ETUDES  
COORDINATEURS  
DE PROJETS**  
Formation aéronautique ou électronique  
FONCTION : réalisation et suivi de projets  
aéronautiques.  
Anglais exigé.  
Adresser CV, photo et prétentions à M. 41.262,  
Cabinet Publicité 20, rue de l'Opéra  
75001 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

### SOLVING

Management Consultants

recherche

## CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

pour les associer à des missions dans des groupes européens :  
- stratégies de développement  
- organisation générale des structures  
- amélioration de l'efficacité de la productivité des fonctions R & D, commerciales, logistiques, administratives.  
Nous souhaitons rencontrer :  
des ingénieurs (X, Centrale, Mines, Télécom...), HEC, MBA, MS, Ph.D., dont la formation initiale est valorisée par :  
- une personnalité et un premier plan ;  
- un profil d'organisateur ;  
- une grande rigueur intellectuelle et une forte capacité de travail ;  
- une aptitude à communiquer et à promouvoir le changement ;  
- une première expérience professionnelle.  
Les missions que nous confierons à ces consultants de valeur leur ouvriront de grandes possibilités de développement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :  
Management Consultants  
4, rue de l'Arcade 75008 Paris.

**SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ  
À PARIS**  
150 Millions de chiffre d'affaires  
160 personnes  
recherche

## SECRETAIRE GENERAL

**RESPONSABLE DU  
JURIDIQUE, DU PERSONNEL  
ET DE L'ADMINISTRATIF**

Poste directement rattaché à la D.G.  
Méthode, excellent contact humain  
requis. Age souhaité 40 ans environ.  
Possibilité de déplacements en France.  
Salaire annuel 250/300.000 F  
suivant la qualification.

Adresser lettre de candidature,  
mentionnez votre niveau de  
rémunération actuel,  
C.V. et photo s/réf. 3289 M  
à **PIERRE LICHOU S.A.**,  
B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02  
qui transmettra.

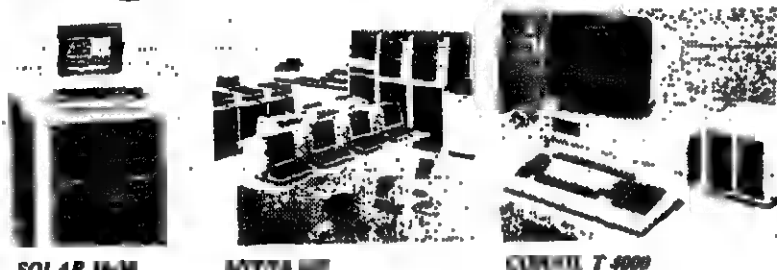


emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

## Ingénieurs technico-commerciaux



### SEMS

Filiale du groupe THOMSON-CSF.  
la SEMS est le  
leader français de la mini-informatique.

Répartis en trois gammes principales :  
- gestion transactionnelle et communication - SOLAR : applications et scientifiques - SYMIL : équipements d'informatique et de bureautique, produits SEMS sont les composants les mieux adaptés à la mise en place de l'informatique répartie.

Compte tenu du développement de ses activités sur la région Est, SEMS recherche deux ingénieurs technico-commerciaux à NANCY.

### Avant-vente

De formation supérieure (grande école d'ingénieurs orientée vers l'électronique et l'informatique, MAGE...), il possèdera une première expérience en mini-informatique.  
Il interviendra en tant que support technique du service commercial et promotion. Il aura à effectuer de nombreuses déplacements sur la région Est. (Réf. M/ITC 1)

### Après-vente

De formation grande école (ESE, IMA, IMAG), il sera débiteur option informatique. Il possèdera une première expérience.  
De son service, il assurera des problèmes liés à la mise en place de logiciels, assistance technique et conseil sur les logiciels de base commercialisés par la SEMS, réalisation de démonstrations... ce poste sera constituer un très bon début de carrière dans l'informatique. Il aura à effectuer de nombreux déplacements sur la région Est. (Réf. M/ITC 2)

Mettez à disposition votre curriculum vitae en précisant : référence du poste à Jacqueline Fleuret-Dider - 170 Conseil en Recrutement - 15, rue Victor Hugo - 75116 PARIS



**THOMSON-CSF**  
GROUPE SYSTEMES D'INFORMATION  
ET DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

### Pompes Salmson

## NOUS INVESTISSONS !

Dans les domaines - fabrication, recherche, réseaux commerciaux - notre société, filiale du groupe THOMSON, se développe et crée. Nous possédons à Laval, en Mayenne, un outil de production remarquable pour fabriquer toutes les pompes industrielles et domestiques commercialisées sous notre marque France à l'exportation. Nous recherchons :

### UN CHEF DE GROUPE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

qui, au Bureau d'Etudes, sera responsable de la recherche et du suivi de la ligne Pompes Chauffage-Industrie, animera une équipe de 10 personnes, travaillant en étroite collaboration avec les services commerciaux et clientèle. Expérience indispensable.

### UN CHEF DE GROUPE METHODES INDUSTRIELLES

qui animera une équipe de techniciens, participera à l'élaboration du budget d'investissements et du développement de projets, lancera de nouveaux produits. Première expérience nécessaire.

### UN INGENIEUR DE PROJETS

qui élaborera la définition technique des produits à partir du cahier des charges émis par le Marketing, établira les premières relations avec les fournisseurs en vue des achats et apportera son concours aux services commerciaux pour les problèmes particuliers par clientèle. Première expérience nécessaire.

Pour chacun de ces postes, évoluer dans la société ou dans le groupe THOMSON, nous souhaitons des hommes de caractère, ouverts, créatifs, formation AM, ENSH, ENSEHIT ou équivalent, ayant de bonnes connaissances en hydraulique et électrotechnique. Anglais nécessaire.

Si vous vous reconnaissez, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite - CV, photo et prétentions) sous réf. 207190 à ORION 35 rue de la République - 75001 Paris qui vous garantira réponse et discrétion.



Pour une de nos usines (120 personnes) située près de Bordeaux, important groupe agro-alimentaire recherche

### CADRE COMPTABLE

AYANT UNE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DE 5 ANS ENVIRON.

Il sera responsable de la mise en place de la comptabilité :  
- générale et analytique,  
- compte d'exploitation,  
- préparation du bilan.

Il participera à la préparation du budget et liaison avec le contrôleur de gestion du groupe et à différents services.

REELLES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE A L'INTERIEUR D'UN GROUPE, pour un cadre dynamique et mobile.

Ecrire : réf. M/M. A. DANNENBERGER  
CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

La région d'Angoulême

1 ATTACHE(E)

pour son Service d'Urbanisme

Niveau souhaité : Bac + 4.

De préférence diplômé(e)

de l'École de l'Urbanisme

ou de l'Université

d'urbanisme

Il assurera la responsabilité

du service dans le montage

et le suivi de l'ensemble des

dossiers d'urbanisme.

Il aura une mission plus

particulière dans le domaine de

l'action foncière et immobilière

de la Commune.

Date limite de dépôt

des candidatures : 15

septembre 1982.

Adresser C.V. et

prétentions à :

L'École d'Application

des Hauts Polytechniques

recrute un Technicien Electronicien

niveau DESI électronique,

sur poste 18 type CNRS.

Libre

des obligations militaires.

Expérience souhaitée : électro-

nique analogique et digitale.

Les demandes avec C.V. sont à

adresser à l'École d'Application

des Hauts Polytechniques,

4, rue Bousset, 97000

STRAZBOURG.

A l'attention du Secrétaire.

Rech. pour formation et

en loisirs trav. social

Vie Associative

**JEUNE SOCIOLOGUE**

(D.E.A. minimum)

Résid. et trav. région Centre.

Ecrire sous la n° 540.850 M.

RÉGIE-PRESSE

M. R. Réaumur.

## CABINET DE REVISION

recherche pour PARIS 8ème

## CHEFS DE MISSION

Expérience 2 à 4 ans en Cabinet  
Formation supérieure exigée.

Il sera offert :

- Une expérience professionnelle variée.
- Des possibilités de promotion rapide.
- Une rémunération intéressante.

Adresser C.V. et photo à :  
E. SALUSTRO et ASSOCIES  
7 bis, rue Monceau 75008 PARIS

Importante entreprise de T.P.  
fondations, sols,  
traitements, sols,  
recherche

## INGENIEURS

(Ponts, Mines, Chemins, TP...)

Vous avez quelques années d'expé-

rience sur chantiers et préférez une

spécialité.

Vous êtes cadre d'un groupe fortement implanté

à l'étranger, vous souhaitez vous offrir

des possibilités d'évolution rapide

avec des responsabilités d'agences, filiales,

ou autres travaux.

Connaissance langue anglaise et espagnole

indispensable.

Adresser C.V. détaillé + photo + prétentions

en délai de disponibilité s/réf. 2099

à **PIERRE LICHOU S.A.**,

B.P. 220 75063 PARIS Cedex 02

qui transmettra.

Cabinet de commissariat aux comptes

et d'expertise comptable

disponible septembre et octobre 1982

### DEUX REVISEURS

Deux ans d'expérience

### UN ASSISTANT

Débutant DECS complet

formation supérieure souhaitée

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à

**PIERRE LICHOU S.A.**, 109, avenue de Paris,

92100 SAINT-MANDE, 328-24-70.















REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**GROUPE DE SOCIÉTÉS**

Pour d'importants projets en temps réel de process industriels, de télécommunications, de robotique et CAO.

**INGÉNIEURS LOGICIELS**

Ayant 2 à 5 ans d'expérience. Temps réel sur minis et micros.

**INGÉNIEURS SYSTÈME**

2 à 5 ans d'expérience en logiciel de base orienté.

**MONITEUR - TRANS. PAC**

INGÉNIEURS CFAO

Ayant 2 à 5 ans d'expérience de logiciel CFAO appliqué à la mécanique.

**INGÉN. DÉBUTANTS**

(IECP, ESE, ISEP, AERO, TOSLOUSE, INRAJ)

Formation logiciel assurée. Des projets de pointe.

Salaire très motivant.

Déplacements possibles aux USA et Amérique du Sud.

Écr. à réf. 33621 à DES S.

121, rue de la République, Paris (20).

**ORGANISME FINANCIER**

recherche

**REDACTEUR**

ayant connaissances générales et spécialisées en étude de documents. Env. C.V., lettre manuscrite, photo de 3x4.

121, rue de la République, Paris (20).

Produits périphériques

# Ingénieur marketing achats



Filiale du groupe THOMSON-CSF, la SEMS est le leader français de la mini-informatique. Répartis en trois gammes principales (MITRA : gestion transactionnelle et communication - SOLAR : applications industrielles et scientifiques - CORAIL : équipements d'informatique distribuée et de bureautique), les produits SEMS sont les composants les mieux adaptés à la mise en place de l'informatique répartie.

Pour les entreprises situées à LOUVECIENNES (proximité Vichy), la SEMS recrute un **INGÉNIEUR ACHATS**. De formation scientifique supérieure, il possèdera une expérience informatique (études techniques - maintenance...) qui lui aura permis d'acquies une bonne connaissance du matériel, et plus particulièrement des produits périphériques. Sa connaissance du marché devra lui permettre de jouer un rôle de coordinateur et d'interface commerciale entre les fournisseurs et les utilisateurs au sein des équipes de développement et des services d'achats. Ce poste nécessite de réelles qualités de contact, une maturité du jugement, la pratique de l'anglais implique quelques déplacements courts durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous pli fermé à : Jacqueline Fleurent-Didier

JFD Conseil en Ressources Humaines - 15, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.



**THOMSON-CSF**  
GROUPE SYSTEMES D'INFORMATION  
ET DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

URGENT

Cabinet d'Audit et d'expertise comptable recherche

## AUDITEURS

+ 3 ans expérience travaux variés et formation

## COMPTABLES CONFIRMÉS(ES)

pour tenue et supervision de comptabilité

avec C.V. et références à :

GRAMET NAHUM

174, rue de Courcelles, Paris (17).

Contre Recherche Appareillage Handicapés recrute

## INGÉNIEUR

ELECTROMÉCANICIEN

Connaissances informatiques appréciées. Expérience en automatique, soudure, anglais indispensable.

Adresser candidature avec C.V. à :

Service Régional d'Assurance Maladie - 59, av.

NANTES CEDEX.

Téléphone : 75-01-08, avant le 1-08-1982.



SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTS DE MESURE DE PRÉCISION  
ÉLECTRONIQUES APPLIQUÉS À L'INDUSTRIE

recherche pour son service études et développement

## DEUX INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

Responsables d'un projet, ils assureront l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens. Ils seront chargés d'étudier et de développer une gamme complète de produits dans leur spécialité.

### 1) En pyrométrie infrarouge

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs il possèdera une double formation, physique et électronique, ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans un service d'études.

### 2) En mesures électroniques

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs électroniques, il possèdera 3 à 5 ans d'expérience dans l'étude et le développement d'appareils électroniques de petite ou moyenne série mettant en œuvre des circuits analogiques bas niveau et des microprocesseurs.

## UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Sous l'autorité du Chef du service industrialisation il sera responsable d'une équipe de techniciens à ce titre : - Participera à l'industrialisation d'appareils de mesures électroniques de petites et moyennes séries - Assurera la coordination Etudes-Production - Gèrera les préséries jusqu'à qualification - Déterminera les procédures de mise au point et d'étalonnage - Étudiera les moyens de test correspondants. Il est demandé une formation DUT ou BTS en électronique et 5 ans d'expérience dans un service industrialisation ou méthodes.

## ÉLECTRONICIEN

Sous les ordres du technicien supérieur, il participera à la gestion et aux essais des préséries. A la détermination des procédures de mise au point d'étalonnage et au contrôle. A l'étude des équipements de test. Possédant un DUT ou un BTS d'électronicien, il possèdera une expérience minimum de 2 ans dans un service études ou méthodes.

Lieu de travail : PARIS XII<sup>e</sup>

Écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste à l'adresse : M. Pinlaud, ARIEL BP 501 - 75624 Paris Cedex 13.

Hewlett Packard France recherche des

# Jeunes diplômés

HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, IEP, IAE

Hewlett Packard France, 3<sup>e</sup> société française de mini-informatique et leader mondial de l'instrumentation de laboratoire, recrute un chiffre d'affaires de 1,45 milliard de francs, développe ses services administratifs et financiers afin de poursuivre sa croissance (40% d'augmentation du C.A. en 1981) et sa décentralisation (17 bureaux de vente et de service en France).

## Assistants financement des ventes

(réf. 7582/AF)

Vous êtes diplômé et intéressé par les problèmes de vente et le type de financement à proposer en clientèle. Dans ce cadre, vous serez chargé de l'établissement du diagnostic commercial et financier des clients, afin de proposer la solution optimale. Cela vous amènera à effectuer le montage financier (analyse des états financiers), afin de déterminer le risque. Vous assurerez également la promotion de nos solutions auprès de notre clientèle.

## Analystes de crédit et de recouvrement

(réf. 7582/AC)

Vous êtes diplômé et peut-être avez-vous déjà une première expérience de l'analyse de crédit. Votre intérêt pour le domaine financier ainsi que votre goût pour les contacts commerciaux vous permettront de prendre en main au sein d'une petite équipe : - la responsabilité complète de la gestion d'un portefeuille clients, - l'analyse des risques potentiels et les propositions de solutions optimales.

Pour tous ces postes largement évolutifs, la connaissance de l'anglais est indispensable.

## Contrôleurs de gestion

(réf. 7582/CG)

Vous êtes diplômé et peut-être avez-vous déjà une première expérience. Nous vous offrons la possibilité de prendre la responsabilité d'un poste de contrôleur de gestion qui vous amènera à : - élaborer et suivre les budgets à court, moyen et long terme, - analyser les résultats mensuels, - résoudre des problèmes de nature administrative et financière pour l'un de nos départements, - animer des séminaires de gestion. (Une formation type Ingénieur + MBA serait appréciée).

Les dossiers de candidature comprenant une lettre manuscrite, un C.V., une photo, et prétentions sont à envoyer en précisant la référence du poste choisi à : M. Ducongé, Hewlett Packard France, Service recrutement, 91947 Les Ulis Cedex.



**HEWLETT PACKARD**

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS spécialisé dans les équipements électroniques et électromécaniques recherche pour son Département Informatique de gestion à Paris (50 personnes), ordinateurs IBM 43-41

## JEUNE DIPLOMÉ(E)

d'Ingénieur d'Informatique ou de Mathématiques. MISSION : participer à l'étude et à la réalisation de projets. Responsable des applications informatiques et des systèmes de la Société.

Adresser C.V., photo et prétentions à : M. 41259, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL recherche pour son Département Informatique à Paris Est

## Ingénieurs d'Affaires

GRANDE ÉCOLE 3 à 5 ans d'expérience.

Conception, suivi d'affaires, et commande de processus à base d'électronique programmable, ceci pour des centrales de production d'énergie et pour l'industrie.

Anglais et/ou allemand souhaités.

Écrire avec C.V., photo et prétentions à : réf. No 41259, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.1r.



**THOMSON-CSF**

notre expansion forte et continue en proche banlieue Sud (très bonne desserte transports en commun) notre département R & M conçoit et réalise des RADARS et équipements CONTRE-MESURES aéroportés. Disposant des moyens tout 1<sup>er</sup> ordre, nous souhaitons intégrer :

## INGÉNIEURS DÉBUTANTS (ENSAE - ENST - ESE - ENSI - ISEP - ISEN...)

au sein des équipes techniques dans des secteurs évolutifs et variés.

### A) ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

- 1 - traitement du signal : matériel logiciel, algorithmes
- 2 - propagation, réception, radio-communications
- 3 - MICROONDES Formation complémentaire prévue pour les scientifiques du bon niveau intéressés par ce secteur en plein développement
- 4 - électronique de puissance
- 5 - prospective, simulations, faisabilité, calcul scientifique.

### B) ENSEMBLES RADARS

Conception et réalisation de systèmes, coordination et suivi de projets, responsabilités de maîtrise d'œuvre impliquant le goût des contacts et le sens de l'organisation.

Merci d'envoyer lettre, C.V. et photo en précisant les Centres d'intérêt à : THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM

Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossollette 92242 MALAKOFF CEDEX.

La Direction de l'informatique interne de THOMSON-CSF, dans le cadre du développement des nouveaux systèmes de gestion du groupe, recherche à renforcer ses équipes et recherche pour Paris des

## CHEFS DE PROJETS

Ils possèdent une expérience informatique de 6 ans dont 8 comme Chef de Projet. Leurs compétences en CICS/DLI seraient appréciées.

Ils seront chargés de la conception et de la réalisation des grandes applications d'informatique de gestion.

## INGÉNIEURS INFORMATIENS

Ils possèdent une expérience d'au moins 2 ans acquise en partie dans l'informatique de gestion.

Ils seront chargés de l'analyse et de la réalisation d'applications informatiques de gestion.

Ces 2 postes requièrent une formation École d'Ingénieurs ou MIAGE.

Merci d'adresser votre dossier avec photo et indiquant la rémunération souhaitée au Service du Personnel THOMSON DIS, 33, rue de Vouillé, 75015 PARIS.

## DIRECTION INFORMATIQUE INTERNE

THOMSON-CSF



	Leige*	Leige TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Leige*	Leige TTC
D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\*Dégressifs selon surface ou nombre des parutions

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

#### Participez, en première ligne, au «devenir humain» de notre entreprise.

Agé d'une trentaine d'années environ, la formation PSYCHO-SOCIO. SUP DE CO. SCIENCES PO, voire juridique. Etes déjà assistant ou adjoint d'un Chef du Personnel. Avec la détermination de progresser rapidement en première ligne.

Entreprise française multinationale, regroupant nombreux établissements et filiales, nous avons mené de longue date une politique fort évoluée tant au plan des relations sociales qu'à celui du développement des personnes. Une politique que nous allons modéliser à votre personnalité et appliquer en devenant

**CHEF DU PERSONNEL.** de l'une de nos filiales commerciales à PARIS (environ 100 personnes). En liaison avec la DRH, vous allez concevoir et mettre en place des plans de recrutement, de formation, de gestion des carrières, des cadres et du personnel. Et vous allez affiner le processus participatif (Comité d'Entreprise, relations avec les partenaires sociaux, etc.). Pour réussir cette mission, vous disposez des meilleures armes virtuelles (diplomatie, ouverture, sens du dialogue) d'une conception de la fonction Personnel élargie, identique à la nôtre, ce qui est capital ! La rémunération (180 000F) et les perspectives d'évolution sont à la hauteur de vos atouts et de vos acquis. Les entretiens auront lieu courant juillet.

Assurée d'une discrétion absolue, candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à adresser sous réf. 82235 à

Selecrom

225, rue du Faubourg St Honoré PARIS.

#### notre métier : l'ingénierie informatique

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises françaises d'ingénierie en informatique et nous progressons en 1982 à l'une des plus hautes de la profession. Construire des systèmes informatiques est notre métier. Le savoir-faire et la qualité de nos équipes, nous permettent de proposer des techniques nouvelles et innovantes à nos clients.

Pour faire face au développement de nos activités en 1982, nous recherchons pour :

#### PARIS ET LYON

#### chefs de projet

Ingénieurs diplômés des Ecoles pour l'étude des mini systèmes de traitement (CICS, TDS...) et de données (DL1, IDS...). Mettant en œuvre : mini-informatique, traitement et analyse de données.

#### GRENOBLE

#### chef de projet

Ingénieur diplômé des Ecoles (Sup. Elec., ENSIMAG, ENSEEHT, ISEP...), connaissant parfaitement les techniques de traitement de données pour développement d'un projet de grande envergure.

#### ingénieurs

diplômés option informatique connaissant mini systèmes de traitement (CICS, TDS...) et de données (DL1, IDS...). Réf. 607 I

#### EXPORT

#### ingénieurs systèmes

HB 66 ayant une expérience du système GDS avec DMA. Opportunités de séjour en longue durée à l'étranger. Réf. 607 S

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence SOPRA à Sopra Recrutement 10 rue de Flandre 75019 Paris. Discretion assurée.

**SOPRA.**  
Constructeur d'informatique

## OBC

BANQUE ODIER BUNGENER COURVOISIER  
(total bilan : 1,5 milliard - 340 personnes)  
quartier ETOILE

Nous recherchons une nouvelle génération d'applications informatiques : bureautiques bancaires, applications de gestion.

#### jeunes diplômés HF

de rejoindre l'équipe groupée autour de notre Chef Comptable pour remplir les fonctions :

#### Correspondant informatique (réf. 100)

Il assurera la responsabilité de la mise en place des applications informatiques du Service. Il participera activement à la recherche des solutions répondant aux besoins de ce Service.

Ce poste sera confié de préférence à un diplômé de Sciences Economiques ayant une ou deux années d'expérience en informatique vers le DECS comptable.

#### Comptables (réf. 210)

Ils renforceront l'équipe déjà en place en vue de la préparation des nouvelles méthodes d'accueil des applications informatiques. Les candidats doivent de préférence un BTS ou DUT gestion finance comptabilité.

Pour ces postes en création, une expérience d'une ou plusieurs années en comptabilité bancaire serait souhaitée mais non indispensable. Ce contexte de travail en équipes pluridisciplinaires offrant de larges possibilités de perfectionnement.

Nous vous remercions d'adresser CV manuscrit, photo (retournée) et prétentions sous référence correspondante à M. J. MARQUEY O.B.C. B.P. 1111 - 75783 PARIS CEDEX 16.

ASSOCIATION  
des ingénieurs  
et cycles préparatoires  
Paris/Rouen

#### INGÉNIEURS UNIVERSITAIRES

Pour enseignement :  
- électronique  
- automatique  
- mathématiques  
- physique.

TEMPS PLEIN  
TEMPS PARTIEL  
VACATAIRE

Ecrire sous le n° 882 M  
RÉG-PRÉSE  
88 bis, rue de Valenciennes, 75019 Paris.  
N.B. : Par suite d'une erreur de distribution, les réponses à l'annonce identique du 11 juin ne sont pas parvenues à leur destination.

#### BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

TRÈS ACTIVE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES  
RELACTIONS INTERNATIONALES SON  
DÉPARTEMENT COMMERCE INTERNATIONAL.

#### ADJOINT AU CHEF DU SERVICE MONTAGE-GESTION

- Expérience 3 ans minimum dans montage et gestion crédits export  
- Bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae sous référence à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 92010 PUTEAUX Cedex 02, qui transmettra.

#### ENTREPRISES TRAVAUX SOUTERRAINS

#### INGENIEUR chef de projet

40 ans environ  
Candidat doit être spécialiste de travaux souterrains ayant une bonne connaissance des mines et du génie civil.  
Il doit obligatoirement avoir fait l'essentiel de sa carrière en entreprise de travaux publics.  
Grande autonomie et grande liberté d'action.

Déplacements fréquents.

Adr. C.V. et prêt. réf. 11599 à :  
PIERRE LICHOU S.A.,  
B.P. 220, 92063 PARIS CEDEX 02  
qui transmettra.

#### CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

#### recherche plusieurs négociateurs de crédit à moyen terme à l'exportation

Expérience plusieurs années de la négociation crédits à l'exportation dans un établissement bancaire.  
Maîtrise parfaite d'une ou plusieurs langues étrangères.  
Bonne connaissance des crédits acheteurs souhaités.  
Adr. CV, phot., et prêt. réf. 11599 à CNCA Recrutement Carrières 75710 Paris Brune

#### MSL international

3, rue de Valenciennes 75001 PARIS - Tél. (1) 361.81.61.  
94, rue de Valenciennes Le Marais 75003 PARIS - Tél. (7) 80.00.00.  
80, boulevard de Flandre 92100 NEUILLY - Tél. (1) 73.71.70.

#### Consultant en gestion du personnel

Une importante société du secteur tertiaire (Paris) recherche un organisateur ayant une formation de diplômé en grande école commerciale, complétée par de nombreuses années d'expérience en informatique, ainsi qu'un minimum d'expérience de conseil en organisation (diagnostics, bilans sociaux, mise en œuvre d'outils de simulation...).

Sa mission sera de créer une activité nouvelle dans le domaine du conseil en Gestion du Personnel en prenant en charge le lancement commercial et la réalisation d'un projet important qui servira de modèle et de référence.

Votre C.V., accompagné sous référence M 7004 du département "Informatique" à Paris, sera traité confidentiellement.

#### SAINT-GOBAIN INTERSERVICES

Souhaite intégrer à l'une de ses équipes techniques informatiques un

#### INGENIEUR OU SCIENTIFIQUE

Débutant ou première expérience informatique.

Ses activités s'orienteront vers le système. Un candidat non informaticien, mais de bon niveau, recevra une formation à l'Assemblée aux techniques utilisées par notre entreprise.  
Lieu de travail : PARIS-EST.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un CV, sont à adresser sous la réf. 74488 M, à :

ETHNOS - Conseil - recrutement  
9, rue Alfred-de Vigny - 75008 PARIS  
Membre de Syntec Informatique.

#### hutchinson

cherche pour Région Est - Paris un

#### Responsable de production

pour développer de nouvelles fabrications : pièces de précision.

Le poste comporte la responsabilité :

- de l'atelier de fabrication,
- du planning,
- du BE outillage.

Le candidat devra posséder une formation mécanique, Ingénieur ou équivalent, une première expérience industrielle et des aptitudes à s'intégrer dans une équipe jeune.

Il évoluera avec le développement de son activité située dans un secteur de pointe.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 607 M à HUTCHINSON - 2, rue Balzac - 75111 PARIS.

#### Importance capitale d'ingénierie recherche Chef de la section achats généraux

de formation supérieure, le candidat possède une expérience d'environ 10 années au sein d'un service achats et il a eu des responsabilités d'organisation et d'encadrement.

Directement rattaché au chef des services généraux, il sera chargé de :  
- l'encadrement d'une équipe d'environ 15 personnes ;  
- des méthodes de travail de gestion en vue de réaliser un montant d'achats annuel de l'ordre de 70 millions de F.  
Par ailleurs, il sera en liaison étroite avec toutes les unités de la société, ce qui implique de bonnes capacités relationnelles et de pouvoir à Paris.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 3740 à Media System, 104, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

#### CAP GEMINI SOGETI

Aujourd'hui CAP GEMINI SOGETI est constituée d'un groupe d'environ 30 sociétés autonomes réparties en Europe de l'ouest et aux USA.  
Avec 3 700 personnes et un CA de 822 millions de francs en 1981, CAP GEMINI SOGETI se classe parmi les plus grands en matière de conseils et de services en informatique.

Pour son organisation interne, la Direction Financière de CAP GEMINI SOGETI recherche

#### UN INGENIEUR INFORMATICIEN

Parfaitement bilingue (anglais/français), il aura une expérience de 2 ans minimum en informatique qui lui aura permis d'acquies une bonne connaissance de l'IBM 34 et de SAP II.

Sa mission consistera à assurer l'implantation et le suivi des systèmes informatiques dans nos filiales hors de France.

Dans ce cadre, il pourra compléter son expérience de l'informatique en participant personnellement à de nombreux travaux.

Pour ce poste basé à Paris, le sens des contacts humains sera le complément indispensable de ses connaissances techniques. Le candidat devra être disponible pour effectuer de nombreux déplacements à l'étranger.

#### CAP SOGETI SELECTION

83-85 Bd Vincent Auriol 75013 Paris - Tél. 584.15.40.  
Adresser CV + photo + prétentions à Any BOULADE sous la réf. SET 007.

ANNONCES D'EMPLOI

INGENIEUR INFORMATICIEN

AGENT COMMERCIAL

COMMERCE INTERNATIONAL

PARIS

FINCO GESTION

Adjoint à Directeur du Programme Informatique Secteur Public

RECHERCHE UN INGENIEUR



REPRODUCTION INTERDITE

	1 ligne*	1 ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	140,00	164,64
AUTOMOBILES	140,00	164,64
AGENDA	140,00	164,64
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

	1 ligne*	1 ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## HOMECARE FRANCE

Un groupe de... réputé dans son secteur... spécialisé dans la vente directe... produits détergents-lessiviels, et produits d'entretien du corps, vêtements un...

### INGENIEUR INFORMATICIEN

Attaché à la Direction de la Gestion, il a la responsabilité :  
- de la conception et de la mise au point de nouvelles applications informatiques requises par les méthodes modernes de gestion  
- de l'exploitation des applications existantes (Matériel WANG VS 80 256 KO, 80 Mega-octets sur disques - 8 terminaux en ligne).

Vous possédez :  
- une formation d'informaticien diplômé (IE, MIAGE, Maîtrise...)  
- une solide expérience de développement de projets (deux ans ou plus).  
Vous êtes décidé et motivé par l'exercice d'une fonction qui exige diplomatie et...

Poste basé dans la proche banlieue Nord de Paris.  
Nous vous invitons à adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence 82168 :

LOGWARE - Département Sélection-Formation  
38, rue Pierre-Bruneau PARIS.

## THOMSON-CSF

LE CENTRE ELECTRONIQUE DE SARTROUVILLE  
situé en banlieue Nord-Ouest  
recherche

UN INGENIEUR D'AFFAIRES  
ELECTRONICIEN  
UN INGENIEUR HYPERFREQUENCE  
UN INGENIEUR TEST  
DE CARTES EQUIPEES  
UN INGENIEUR SYSTEMES D'ARME  
UN INGENIEUR ETUDES  
ET DEVELOPPEMENT  
MICRO-ELECTRONIQUE

postes peuvent être occupés par des ingénieurs débutants ou à 2 ans d'expérience, de formation E.S.E., E.S.P.C.I., E.N.S.T., E.N.S.E.R.G., E.N.S.E.E.I.H.T., I.S.E.P., E.S.M.E., U.T.C. ou doctorat cycle.

Adresser lettre de motivation + curriculum  
Service Emploi, 17, rue Pierre-Bruneau, SARTROUVILLE.

IMPORTANT ORGANISME  
recherche d'URGENCE :

### COMPTABLE EXPERIMENTE

complet, expérimenté ou similaire.

Expériences indispensables.

Le poste, basé à PARIS, nécessite des déplacements en Province.

Adr. CV détaillée, photo (ret.) et prét. à : FNMF, Division Relations Sociales - 11 à 13, rue Nationale - 75004 Paris - tél. 13

## Fonction Personnel

IMPORTANTE SOCIETE  
D'ELECTRONIQUE  
spécialisée dans les domaines  
des télécommunications

offre à

### RESPONSABLE RECRUTEMENT

Possibilité de prendre en charge l'intégralité de la fonction de la définition des besoins à l'intégration des recrutements embauchés.

Population ingénieur essentiellement.

Une première expérience de recherche et sélection de cadres est indispensable.

Evolution au sein du groupe garantie à candidat motivé.

Lieu de travail Banlieue Ouest avec déplacements fréquents vers Paris et Normandie Sud.

Discretion assurée.

Adresser CV et prétentions sous No 41.095 à

CONVULS PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 PARIS

CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE  
banlieue Nord Ouest de Paris, recherche

### AGENT COMMERCIAL

FORMATION BTS  
DUT TECHNIQUE DE COMMERCIALISATION  
TRILINGUE arabe anglais

Intégré au sein d'une équipe de vente export, il aura en charge l'élaboration, la rédaction de propositions commerciales et le suivi d'affaires d'un secteur de ventes.

Un contact étroit et de bonnes aptitudes à la rédaction sont des qualités appréciées.

Déplacements peu fréquents.

Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 41213

CONTESSÉ Pichon 29, av. Edgar FUSAT PARIS

Cedex 01, qui transmettra. Réponse assurée.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

PARIS

UN RESPONSABLE « EXPORT » BIENS DE CONSOMMATION

- Pratique du Commerce International.
- Sup. de Co. ou équivalent.
- Anglais, allemand indispensables.

Il devra diriger et animer une équipe de personnes, élaborer des objectifs commerciaux, négocier de nombreux partenariats français et étrangers.

Ecrire avec C.V. et indiquer prétentions à

FINCO - GESTION

111, rue du Temple, 75003 PARIS.

Tout candidat sera traité confidentiellement.



### Adjoint à Directeur de Programme Informatique Secteur Public

Un candidat chargé d'assister les administrations et organismes du public dans les applications expérimentales de l'informatique et de la télématique, crée à Paris un poste d'ADJOINT A UN DIRECTEUR DU PROGRAMME, responsable de la mise en place d'un service d'informations informatiques et vidéo-tex.

Il aidera à la définition, avec les partenaires, de la structure et des moyens techniques, pour aboutir aux besoins requis, puis préparer des actions visant à la généralisation de l'expérience.

Ce poste, fortement évolutif, nécessite un ingénieur (Centrale - Mines ENSA...) avec 4 à 5 ans d'expérience d'ingénieur en téléinformatique qui lui ait permis de maîtriser un système d'informations.

Il devra adresser sa candidature sous référence 82171 M à Monsieur Christian FAVEREAU qui traitera confidentiellement les candidatures.



13 bis, rue Henri Monnier  
75009 PARIS

COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS

GROUPE CGE

désire s'adjoindre pour son activité

RECHERCHE

### UN INGENIEUR

Grandes Ecoles + Doctorat ou DEA

- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Ayant une spécialisation en chimie organique ou électrochimie.

Poste à pourvoir à CLICHY 92

Envoyer C.V. et prétentions à : Hascopet

2, RUE CURNONSKY - 75017 PARIS

Société informatique, filiale d'un important groupe français recherche

### un responsable système

de haut niveau

Gros ordinateurs IBM avec bases de données et télé-traitement, logiciel système MVS.

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. 617 à Mme Bernié, 11 rue Taitbout, 75009 Paris.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

35 ans minimum. Expérience informatique gestion base de données, traitement de textes, analyse, système et organisation.

INGENIEURS-INFORMATIENS

BASIC indispensables.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

BASIC, 3 à 5 ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à N. 2231

PUBLICITES REUNIES - 112, rue Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Service de distribution de produits électroniques

(500 personnes) d'un important groupe français et récemment implanté à Saint-Quentin en Yvelines, crée pour faire face à son développement, le poste de :

### CONTROLEUR BUDGETAIRE

150.000 F +

En remplacement du contrôleur de gestion, il sera responsable de l'élaboration des budgets, du contrôle des réalisations et de l'analyse des écarts. Il formera la gestion des responsables des centres de profits régionaux dotés d'une informatique répartie.

Le poste évoluera s'adresse à un candidat ayant acquis, à la suite d'une formation grande école (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.) deux à trois ans d'expérience dans l'audit ou dans un service contrôle de gestion de préférence dans une société de distribution.

Pour un premier contact, écrire sous C.V. et rémunération actuelle, sous réf. : M. Catherine ROZES

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

POMPES SALMSON - GROUPE THOMSON

Dans le cadre du développement de son organisation en France et à l'étranger, notre société, un des premiers constructeurs européens, recherche pour renforcer son équipe

### UN INGENIEUR ORGANISATION

SUP. DE CO. ECOLE DE GESTION, INGENIEUR

Travaillant au sein d'une équipe réduite, l'homme que nous recherchons sera principalement orienté vers l'organisation commerciale et comptable de la société. Il participera aux projets informatiques qui seront mis en œuvre à partir de 1983. Il disposera d'une large autonomie et devra faire preuve de dynamisme et de disponibilité.

Un homme jeune, « battant », attiré par des tâches polyvalentes, ayant une bonne maîtrise humaine et, si possible, une première expérience industrielle dans une entreprise de réalisation de ses ambitions.

• Lieu de travail : Paris-Ouest.

Nous vous remercions de vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 207191 à ORION 33 rue du Commerce 75008 Paris. Réponse de discrétion assurée.

Vous avez quelques années d'expérience en informatique, le poste de l'organisation, en votre qualité d'ingénieur ou de technicien en place de vos connaissances informatiques en gestion, La MUTUELLE D'ASSURANCE DU SECTEUR SANITAIRE FRANÇAIS (équipée de 2 IBM 4341 fonctionnant en télétraitement)

vous propose un poste de :

### Chef de Projet

Placé au service de l'Informatique et de l'Organisation, vous serez particulièrement chargé, avec une équipe réduite, de l'étude des circuits administratifs, de la conception et de la mise en œuvre de systèmes de gestion (organisation, formation des utilisateurs) et de leur mise au point.

D'autres missions pourront vous être confiées par la suite, notamment dans le domaine de la bureautique et de la gestion de la décentralisation. Vous devez posséder le sens des relations humaines, avoir le goût de la communication. La maîtrise du français, des assurances n'est pas obligatoire, ce peut être un atout supplémentaire.

Lieu de travail PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., + photo) à notre service qui le traitera en toute confidentialité :

SMCI 118 bis avenue Albert 1er  
92500 RUEIL MALMAISON.



	Ligne*	Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	81,00
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

	tarif par ligne	tarif TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,61
AUTOMOBILES	31,00	36,61
AGENDA	31,00	36,61

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS



### Société d'Ingénierie

personnes, filiale de la Société Nationale Poudres et Explosifs

recherche

### 1 ingénieur d'affaire

(Grandes Ecoles, Centrale, Mines, ENSAM, ENSI)

assumer la responsabilité complète (technique, contacts clients, gestion) des contrats à l'étranger portant sur des produits industriels en main.

### 1 ingénieur généraliste diplômé

(5 à 7 ans d'expérience)

Ayant une expérience dans le domaine technique (Ingénierie si possible) et souhaitant acquérir une expérience supplémentaire en informatique.

Il sera chargé de la mise au point du Plan Informatique de la participation à la conception, conduite et la réalisation. Connaissances de base en informatique nécessaires.

### jeunes ingénieurs diplômés

(INSA - ENI)

pour assumer la responsabilité d'un Ingénieur d'Affaire, la réalisation technique des projets France ou Etranger.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS 12ème

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### SCAP FRANCE

recherche PARIS-REGION PARISIENNE

### AGENTS COMMERCIAUX

V.P.P. CONFIRMES

Dans fournitures de bureaux.

Tél. pour R.V. : 48.48.48

### UNITE DE RECHERCHES MEDICALES

proposé emploi

### TECHNICIEN (NE) STATISTIQUES

FORMATION I.U.T.

Envoyer C.V. : sous réf. U 170

(poste technique)

16, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94007 VILLETREUIL.

### VAL-D'OISE

information logement

JURISTE DEBUTANT

spécialisé dans droit immobilier et de la construction.

Rémunération : 5.400 F. 12. C.V. à adresser à : ADIL 88, 16, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94007 VILLETREUIL.

### URGENT recherche

INGENIEUR LOGICIEL

pour poste

REDACTEUR-PROGRAMMEUR

pour activité

CONTRÔLE

DE PROCESS INDUSTRIEL

Tél. 862-17-37, poste 266.

ENTREPRISE de NETTOYAGE

à l'usine recherche UN

### CADRE DIRIGEANT

devenir ASSOCIÉ. Exp. ind.

dispos. rémunérat. importante.

Entreprise de 150 personnes.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser réponse manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### IMPORTANTES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

recherche

pour France et étranger

Postes de cadres supérieurs

possédant solide expérience en

gestion, technique, commerciale

et financière. Poste à pourvoir

immédiatement.

Adresser réponse manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### ASSISTANTE EXPORT

recherche

pour France et étranger

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser réponse manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### PANTIN-HOCHÉ

agence spécialisée services

proches de 200 personnes

### CHEF COMPTABLE

recherche

pour France et étranger

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser réponse manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### ATTACHÉ COMMUNAL

pour un service financier

et administratif pour partie.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser réponse manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### ANATOL S.A.

recherche

pour France et étranger

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser réponse manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### ÉLECTRONICIENS

étude et conception de circuits

électroniques.

Bonne connaissance micro-

processeurs, HAD et SMD.

Exp. minimum 3 ans.

Évolution de carrière possible

pour candidat de valeur.

Env. C.V. manuscrite et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### ATTACHÉ COMMUNAL

pour un service financier

et administratif pour partie.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser réponse manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### ANATOL S.A.

recherche

pour France et étranger

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser réponse manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

### un ingénieur textile connaissant la teinture (Centre-Est)

Nous sommes l'un des grands du textile : notre production (plusieurs millions d'articles par an) est destinée à une clientèle féminine variée mais exigeante. Agé d'au moins 30 ans, ingénieur diplômé, vous avez aujourd'hui de bonnes connaissances en teinture et en apprêts, de teintures et dans le traitement des matières textiles.

Vous prenez la direction de notre atelier de teinture (50 p.) puis serez responsable de nos services techniques : vous adapterez à nos techniques les nouvelles teintures et apprêts possibles en teinture et apprêts.

Notre Directeur, M. LEROUX, vous en fera part (ref. 4194 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



GENERAL FOODS FRANCE  
1800 personnes - C.A. 1,4 Milliard

### Analyste Financier

Les coûts de fabrication sont un des éléments clé du compte d'exploitation. Prévisions, constats, études spécifiques, vous serez le spécialiste des prix de revient de toute une gamme de produits de grande consommation (Hollywood, Kréma, Legal).

Diplômé d'une grande école de gestion, une expérience même courte en entreprise vous a déjà permis de vérifier votre talent pour l'analyse, votre aisance dans les contacts, fussent-ils en anglais.

Venez rejoindre une des équipes de gestion les plus rodées de la profession. Maintenant ou après les vacances.

Une expérience de donner à vos ambitions de développement à court et moyen terme un tour réellement satisfaisant.

Adresser sans tarder votre C.V. à Philippe VAZ - G.F.F. - Boite postale 100 - 92500 RUEIL MALMAISON CEDEX, en indiquant votre rémunération actuelle.

### PARIS

### CONTROLEUR DE GESTION

Futur responsable administratif et financier

Cette société de services, filiale d'un groupe français de communication de tout premier plan, connaît une expansion rapide. Sous l'autorité du Président Directeur Général, le titulaire du poste est chargé de l'ensemble des travaux comptables et de la gestion de l'entreprise. Il anime et supervise un service comptable de 5 personnes préparant lui-même le bilan consolidé. Sur le plan de la gestion, il dirige les budgets et le reporting destiné au Groupe. Enfin, avec un organisme extérieur, il participe à l'installation d'un nouvel outil informatique.

Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur titulaire d'un DECS. Il justifie d'une expérience de 2 ans minimum acquise dans un département comptable. Il connaît les procédures informatiques. Il adresse une lettre manuscrite, motivation, CV, photo et salaire actuel sous réf. 40291 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 12ème 01, qui transmettra.

EGOR PROMOTION

10, rue de Villiers - 75008 Paris

PARIS LYON LONDON MILANO PERUGIA NEWYORK CALGARY MONTREAL TORONTO

Nous sommes un groupe industriel premier plan (1,2 milliard CA) et nous recherchons un ingénieur diplômé (une maîtrise en place). Nous cherchons un ingénieur diplômé (une maîtrise en place).

### un jeune contrôleur de gestion

30 ans minimum, diplôme supérieur (Sup + DECS par exemple), souhaitant, après trois à quatre ans d'expérience, un poste à responsabilité des responsabilités plus directes en entreprise.

consultant, Mme M.C. TESSIER, remercie lui écrire réf. 4197 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

### EUROSOFT-SYSTEMES

### ingénieurs débutants et confirmés

Ingénieurs, option informatique, électronique, automatique, connaissances appréciées : MITRA, MINI 6, PDP 11, ILLIUM 8 et 16 BITS, TRIBU 2, CICS, IMS, SNA.

La structure, la diversité de nos applications nous permettent de proposer des activités de conception et réalisation de projets pour les différents domaines techniques pointés :

- base de données - réseaux,
- simulation, systèmes d'armes et d'aide au commandement,
- conduite de processus industriels, CFAO,
- systèmes de télécommunications, télé-surveillance,
- systèmes spécialisés.

Nous souhaitons vous rencontrer rapidement.

Adresser C.V. lettre et prétentions à : ARIANE CHARTIER EUROSOFT SYSTEMES 38, boulevard Henri Sellier

### FACEM MARKETING ET DEVELOPEMENT

pour faire face à l'expansion nationale et internationale

### FORMATEURS CONSULTANTS EN MANAGEMENT ET EN MARKETING

- Diplômés de l'enseignement supérieur, ils ont acquis une première expérience de fonction en entreprise ou dans un cabinet.
- Après une période d'adaptation aux méthodes et aux marchés de la société, ils développeront des interventions en gestion du personnel, recrutement, structures, stratégie, procédures, organisation, formation commerciale, marketing, audit.
- Une évolution rapide des responsabilités est prévue pour les candidats compétents.

ECRIRE AVEC C.V. PHOTO - PRETENTIONS A : FACEM MARKETING ET DEVELOPEMENT DEPARTEMENT RECRUTEMENT 72 rue Notre-Dame-des-Champs - 75001 PARIS

### GROUPE BANCAIRE

quartier LA DEFENSE

recherche pour sa

### DIVISION CREDITS PROMOTEURS

### RESPONSABLE

- Homme ou femme, 37 ans minimum.
- Formation supérieure, expérience bancaire.
- Aptitude à l'encadrement, dynamisme commercial, qualité des relations.
- Technique de crédit, ouverture au secteur social et logement.

Evolution de carrière possible au sein du groupe.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle N. 2225-PUBLICITES REUNIES-112, Bd Voltaire 75011 Paris

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires

### secrétaires



ANNONCES ENCADRÉES	Le mètre col	Le mètre col T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
IMMOBILIER D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45
*Dégrossis		de parutions

# L'immobilier

**immobiliers**  
15, rue de la République  
15, rue de la République  
15, rue de la République

**propriétés**  
Part. vend. 100 km Paris  
chaumière normande, séjour  
36 m², poutres, cheminée

ment 11 m<sup>2</sup> + 60 m<sup>2</sup>.  
une 350.000 F +

dent., vda pavill. anc. 3 niv. +  
salle récente, pl.-pied. Rez-  
chauss. : sél., cuis.-office, bur.  
ch., lingerie, w.-c. Mi-étage :  
salle de bain, w.-c. 1<sup>er</sup> ét.

**Saint-Thibaud-des-Vignes**  
maillière.  
comprén. rez-chauss. : 1 salle  
mang., w.-c.

**15 MILLY-LA-FORÊT**  
part). maison individ. 100 m<sup>2</sup> hab., construction tradit., 15 m<sup>2</sup> hab. + 15 m<sup>2</sup> garage.

Propriété, vendue directement (94)  
**SUPERBE PAVILLON. 5'**  
R.E.R. Boissy-Saint-Léger. ré-

**URGENT**

Particulars [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

**de 9 heures à 12 h. 30**  
**de 13 h. 30 à 18 heures**  
**au 296-15-01**

... ..



Le Monde

## équipement

## URBANISME

## AU CONGRÈS DE CERGY-PONTOISE

## Une ou plusieurs communes dans les villes nouvelles ?

« Je ne vous cacherais pas qu'en tant que maire, la meilleure solution me paraît être la création d'une commune unique. Mais comme nous sommes démocrates, nous ne violons pas personne. » En s'exprimant ainsi le lundi 5 juillet, M. Michel Ro-

card, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, ne faisait pas allusion au débat sur le statut de Paris, mais à l'avenir juridique des villes nouvelles. Le ministre d'Etat présidait l'ouverture de la troisième confé-

rence annuelle de l'Association internationale des villes nouvelles qui est réunie jusqu'au 10 juillet à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), sur le thème : « Grandes opérations d'urbanisme, développement économique et progrès social ».

La tâche d'urbaniser les nouveaux territoires pour faire face à la poussée démographique n'est pas propre à la France. Elle l'est à Hong Kong aux États-Unis, de la Hongrie au Venezuela, de l'Angleterre à l'Égypte, une même question se pose : chaque pays a ses propres réponses. Ainsi, la France compte 11 villes nouvelles, 11 communes nouvelles, 11 communes nouvelles à statut particulier. Comparer les expériences, c'est le premier objectif de l'Association, qui, en plus, met à disposition de ses membres une documentation de référence sur le développement des villes nouvelles.

La tâche d'urbaniser les nouveaux territoires pour faire face à la poussée démographique n'est pas propre à la France. Elle l'est à Hong Kong aux États-Unis, de la Hongrie au Venezuela, de l'Angleterre à l'Égypte, une même question se pose : chaque pays a ses propres réponses. Ainsi, la France compte 11 villes nouvelles, 11 communes nouvelles, 11 communes nouvelles à statut particulier. Comparer les expériences, c'est le premier objectif de l'Association, qui, en plus, met à disposition de ses membres une documentation de référence sur le développement des villes nouvelles.

La tâche d'urbaniser les nouveaux territoires pour faire face à la poussée démographique n'est pas propre à la France. Elle l'est à Hong Kong aux États-Unis, de la Hongrie au Venezuela, de l'Angleterre à l'Égypte, une même question se pose : chaque pays a ses propres réponses. Ainsi, la France compte 11 villes nouvelles, 11 communes nouvelles, 11 communes nouvelles à statut particulier. Comparer les expériences, c'est le premier objectif de l'Association, qui, en plus, met à disposition de ses membres une documentation de référence sur le développement des villes nouvelles.

La tâche d'urbaniser les nouveaux territoires pour faire face à la poussée démographique n'est pas propre à la France. Elle l'est à Hong Kong aux États-Unis, de la Hongrie au Venezuela, de l'Angleterre à l'Égypte, une même question se pose : chaque pays a ses propres réponses. Ainsi, la France compte 11 villes nouvelles, 11 communes nouvelles, 11 communes nouvelles à statut particulier. Comparer les expériences, c'est le premier objectif de l'Association, qui, en plus, met à disposition de ses membres une documentation de référence sur le développement des villes nouvelles.

## ENVIRONNEMENT

## GRACE À LA DIMINUTION DES POLLUANTS INDUSTRIELS

## Entre Rouen et Le Havre, la Seine est en voie de guérison

De notre correspondant

Rouen. — La Seine est en voie de guérison. Mais le secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (S.P.P.P.I.), qui a son siège à Rouen, ne s'attend pas à ce que les entreprises de la région rejettent 60 % en moins de polluants. C'est en 1970 que le S.P.P.P.I. avait fixé pour chaque secteur industriel des objectifs précis de réduction des pollutions qui devaient aboutir à une diminution globale de 60 % en 1982. Le but est atteint. L'inventaire des rejets qui vient d'être dressé montre que ce résultat est essentiellement dû au spectaculaire de plusieurs usines qui ont atteint ou dépassé leurs objectifs initiaux.

Au total d'ailleurs, on note six usines de pâte à papier (~ 77 %), quatre fabriques de caoutchouc (~ 62 %), quatre raffineries (~ 61 %), six entreprises de pétrochimie (~ 44 %). En revanche, les usines chimiques ont en retard, puisqu'elles n'ont atteint que 12 % de leurs rejets. Parmi les retardataires, on cite la société Rhône-Poulenc, de Saint-Aubin-Elbeuf, qui ne déverse, selon les ingénieurs du S.P.P.P.I., « la principale source industrielle de pollution de la basse-Seine ».

La direction de l'entreprise se justifie en invoquant le coût de la pollution. Celle-ci implique des investissements atteignant 40 millions

de francs. Néanmoins, les usines ont été entrepris en mai dernier et devraient donner leurs premiers effets à l'automne 1983.

Autre nouvelle réconfortante : une pêche au lieu d'un poisson. C'est à collecter 200 kg de poisson. Ceux-ci ne sont pas encore comestibles, mais ils peuvent être utilisés pour la reproduction.

Autre succès du S.P.P.P.I. : l'installation à Notre-Dame-de-Gravenchon d'un tableau d'affichage électronique sur la façade de la mairie. A tout instant, un tableau donne les analyses de la pollution atmosphérique effectuées sur le site de la mairie. Ce tableau est d'une zone industrielle qui comprend deux raffineries et plusieurs entreprises chimiques, Notre-Dame-de-Gravenchon est l'une des villes qui souffrent le plus de la pollution de l'air.

Il s'agit là d'une première française : un tel affichage de la qualité de l'air n'existait qu'au Japon. Pour le S.P.P.P.I., « il était important qu'une collectivité locale prenne conscience de la pollution atmosphérique, mais, en revanche, favorise l'information du public ». Les villes de Rouen, pour l'instant, reculent devant une telle initiative.

ÉTIENNE BANZET.

## Faits et projets

## LE CASINO DE PERROS-GUIREC EST FERMÉ

Le centralisme parisien n'est pas mort et l'on en a encore à Perros-Guirec (Côtes-du-Nord) la décentralisation. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, date à laquelle le casino de cette ville de la Côte de Granit rose a été fermé, la mesure administrative, prise par le préfet de la Haute-Normandie, est en vigueur.

La demande de renouvellement des jeux se fait tous les quatre ans par la procédure d'un décret en conseil d'État. Le directeur du casino, (depuis vingt-cinq ans) M. Gienero, avait transmis en octobre 1981 par la voie hiérarchique, sans réponse fin mars et considérant que « qui ne dit mot consent », M. Gienero rouvre son établissement, avec la bénédiction de la préfecture. C'est à la réception du compte d'exploitation d'avril que le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation réagit en ordonnant la fermeture. Il y avait un vice de forme dans le dossier.

La gouvernante de la station : fermeture du 1<sup>er</sup> au 13 juillet. M. Bonnot, maire (R.P.R.) de la station, outre, il n'ose pas croire qu'il s'agit d'une mesure politique, mais il en est très près. En constatant l'accroissement des pouvoirs des maires, M. Gienero, pour sa part, a été sensible à la critique qu'on lui a faite de ne pas contribuer à l'animation locale. Tous soirs, à-t-il décidé, « il allumera les lumières du casino. Fermeture ou pas. » (Corresp.).

## UNE BOURSE DES DÉCHETS POUR LA RÉGION RHÔNE-ALPES

« Que puis-je faire des déchets ? » A cette question qui tourmente nombre d'industriels de la région Rhône-Alpes où le traitement des déchets industriels est un problème (voir le Monde du 3 mars 1982), l'Association patronale anti-pollution (APORA) a l'intention de répondre d'une manière efficace.

Grâce à un fichier, on pourra déconseiller l'industriel dans l'embaras, lui expliquer une réglementation complexe, lui indiquer les aides dont il peut bénéficier. Si la solution n'est pas rapidement trouvée, une petite annonce sera lancée, un bulletin périodique faisant office de « bourse de déchets », qui « résidu encombrant pour l'un peut être un produit utile pour l'autre. » (Corresp.).

20, boulevard Eugène-Deruelle, 69432 Lyon. Tél. : (7) 75-31.

Occitanie en Dordogne. — Quatre mille personnes environ assistent, le dimanche 4 juillet, à la « félibrée » du terroir des traditions occitanes, qui se tenait cette année à Nontron, en Dordogne. Il y avait près d'un quart de siècle que cette petite ville de quatre mille âmes n'avait vu une telle affluence. Un défilé de banderoles, assisté à une messe en langue d'oc, a participé à l'agape champêtre avant d'applaudir les réceptifs à la « cour d'amour » et les évolutions des groupes folkloriques.

## LE CANAL DE NANTES A BREST EN PARTIE CLASSÉ

Le ministère de l'environnement envisage de classer dans l'inventaire national des sites la partie du canal de Nantes à Brest qui traverse la Flandre, soit, environ, 100 kilomètres sur 385. La procédure est en cours : elle intéresse les quatre communes riveraines de la voie d'eau.

Il s'agit de la vallée de l'Aulne, qui est de qualité variable. Les réserves sont formées par les états qui craignent que les restrictions ne viennent contrarier le développement de l'agriculture. C'est le Syndicat mixte d'aménagement touristique de l'Aulne et de l'Hyère. Cet organisme qui est composé de douze conseillers généraux et de huit maires a adopté un vœu dans lequel il demande qu'une telle protection ne porte pas préjudice aux activités rurales.

La région du ministère de l'environnement se fait ainsi protéger est d'une grande beauté. Elle est traversée par le canal de Nantes à Brest qui emprunte, après avoir quitté le Morbihan, la vallée de l'Aulne. Cette rivière serpente parmi une multitude de bois, de champs ou des plaines prospères. Elle a été canalisée à partir de 1811, mais très vite sa faible gabarit a révélé insuffisant pour qu'elle puisse jouer un rôle économique important. Un plus, elle est coupée de deux cent trente-huit écluses. Enfin, la construction de l'E.D.F. du barrage de Guerledan dans les Côtes-du-Nord, la voie d'eau est désormais scindée en deux tronçons. Sur sa partie fluviale, elle accueille les vedettes d'une société de navigation touristique. (Corresp.)

## PAYS DE LA LOIRE : OUI À LA CENTRALE DU CARNET

Par 71 voix (opposition et communistes) 11 abstentions (socialistes) les élus régionaux du Pays de la Loire ont exprimé leur préférence pour le site du Carnet (Loire-Atlantique) comme lieu d'installation d'une centrale nucléaire. Les conseillers avaient le choix entre le site de Robars sur la rive nord de la Loire et le Carnet sur la rive sud.

Le groupe communiste a exprimé son abstention par le fait que « provisoirement, la Basse-Loire a besoin d'emplois » et qu'il conviendrait d'élaborer « un plan régional articulé » à un plan national. Selon les socialistes, la centrale utiliserait au mieux, en 1989, 100 emplois locaux. Les emplois induits seraient « inexistantes ».

## DANGEREUSE PLAISANCE

Au cours du seul mois de mai, quatre personnes sont mortes et deux ont disparu au large de la Côte d'Azur. Depuis le début de juin, soixante-seize pratiquants de planche à voile qui dérivent en mer ont été secourus par des organismes officiels. En 1981, 100 opérations de sauvetage ont été menées en Méditerranée.

80 % de accidents dus à l'inconscience et à l'irresponsabilité de certains plaisanciers, a indiqué le préfet maritime de Toulon, jeudi 24 juin. Les professionnels, et notamment les responsables du centre régional opé-

rationnel du sauvetage et du secours en Méditerranée, sont irrités par cette situation. Ils déplorent, en outre, le comportement désagréable des plaisanciers à l'égard des professionnels.

Le préfet maritime a rappelé qu'il existe en France 100 flottilles de secours, 100 unités de secours. Un marin, a-t-il dit, ne peut que se féliciter de voir les Français s'indresser à la mer, mais à des limites.

THIERRY BRÉNIER.

## AIR FRANCE

## PROGRAMME des vols des jeudi 8, vendredi 9 et samedi 10 juillet 1982

Frappée à son tour par un ordre d'arrêt de travail lancé par le Syndicat National du Personnel Navigant Commercial (hôtesse, stewards), Air France se trouve dans l'obligation de modifier le programme de ses vols des journées du 8, du 9 et du 10 juillet prochains.

La Compagnie déplore cette situation. Elle met tout en œuvre pour limiter les inconvénients pouvant en résulter pour sa clientèle, particulièrement en cette période de départs en vacances.

La Compagnie assurera, au cours de ces trois journées, la quasi-totalité de ses vols long-courriers et plus de la moitié de ses vols moyen-courriers.

Au départ de Paris, les vols long-courriers annulés seront les suivants :

**Le jeudi 8 juillet**  
AF 067 12 h 10 à destination de Houston  
AF 301 17 h 45 à destination de Dakar

**Le vendredi 9 juillet**  
AF 122 19 h 00 à destination du Caire  
AF 091 22 h 30 à destination de Rio de Janeiro et Santiago

**Le samedi 10 juillet**  
AF 019 12 h 00 à destination de New York  
AF 491 15 h 10 à destination de Nice-Djeddah-Djibouti

Les informations concernant les vols moyen-courriers seront communiquées au :

16 (1) 320.15.55  
à partir du mardi 6 juillet à 20 h ou au service de réservation d'Air France (pour Paris et la région parisienne, le 535.61.61)

## AÉRIEN

La France a conclu

un accord

sur les prix



## TRANSPORTS

## Le trafic d'Air France sera gravement perturbé durant toute la fin de la semaine

Le trafic d'Air France sera, après celui d'Air Inter, sérieusement affecté par l'arrêt de travail décidé par le Syndicat national du personnel navigant commercial (hôtesses et stewards) pour le jeudi 8, vendredi 9 et samedi 10 juillet.

La compagnie pense être en mesure d'assurer environ les deux

tiers de ses vols long-courriers et 40 % de ses vols moyen-courriers.

Pour plus d'information, les passagers peuvent appeler le 320.15.55 à Paris ou le service de réservation de la région de leur domicile (pour Paris et la région parisienne, le 535.61.61).

## Un message de la direction au personnel

Au plus mauvais moment pour le public et la compagnie

Voici le message que M. Giraudet, président, et M. Gilbert Péro, directeur général d'Air France, ont adressé, le 5 juillet, à tous les membres du personnel de la compagnie nationale.

De nouvelles pertes vont s'accumuler, compromettant davantage les résultats financiers qui s'amorcent. Les investissements indispensables à la modernisation, principalement l'achat de nouveaux avions, achèveront de disparaître : il serait impossible de les remplacer. Le peuple français, qui a ses propres difficultés, ne peut pas supporter la perte de la compagnie nationale.

Les efforts de l'ensemble du personnel - navigant et au sol - pour assurer une ponctualité record en Europe sont annulés par ces manquements à la régularité. L'image d'Air France comme compagnie sérieuse et fiable est ébranlée par ces coups répétés : les dommages commerciaux seront lourds et durables.

Le service public est partiellement compromis, et cela en période de grande départ en vacances. Cet appel à la grève est lancé pour obtenir une réduction du temps de travail du personnel navigant commercial. Une telle réduction ne s'impose pas : elle ne s'impose que si elle est imposée par le gouvernement sur la durée du travail existant, en son article 30, toute réduction automatique pour les salariés dont les durées effectives de travail sont inférieures à la durée légale. Elle ne s'impose pas davantage en équité puisque le personnel navigant commercial bénéficie des conditions de travail parmi les plus favorables en Europe et, a fortiori, au monde en ce qui concerne le vol annuel et les vacances.

## Pas d'emplois excédentaires

Comme il le doit, la compagnie nationale applique sans réserve la politique du gouvernement en matière de durée du travail et d'emploi. Elle n'est pas en mesure de l'outrepasser et elle n'en a pas le droit : les emplois excédentaires à la durée de travail légal, dont le maintien entraînerait une augmentation de la prime de fin de carrière, ne figurent pas dans les objectifs qui nous ont été assignés.

Malgré un souci de conciliation et de paix sociale, la direction générale d'Air France a toujours voulu faire un effort significatif en réduisant le temps de travail et en réduisant le nombre de salariés. La réduction de quarante à trente-neuf heures de la durée du travail, la durée de vol théorique mensuelle (17X) et la durée de vol demi-heure (17X) ont été maintenues par la compagnie. Cette proposition a été rejetée. Les exigences des organisations syndicales du personnel navigant commercial, qui, en même temps, en proportion, au-delà de ce qui est accordé au personnel au sol, puisqu'elles portent sur une réduction de 1/40 de l'X, à laquelle s'ajouteraient de sept à dix jours de repos supplémentaires par an. Ainsi, les dépenses de personnel navigant commercial, déjà très élevées, augmenteraient de façon considérable. Ces exigences sont formulées au moment où l'ensemble du transport international traverse la période la plus difficile de son histoire. Au moment où, pour survivre, les grands concurrents d'Europe et d'Amérique du Nord réduisent leur personnel, il est absurde de leur proposer de réduire le leur. Leur personnel, qui est déjà très réduit, ne peut pas supporter une telle réduction. Les conditions de travail, réductions d'effectifs, licenciements, tout cela, qui ne peut l'ignorer puisque les médias s'en font quotidiennement l'écho.

Ces exigences s'expriment, de plus en plus, au moment où, sur le plan na-

tionnel, le gouvernement appelle à l'effort, pour les catégories moins favorisées.

En ces moments difficiles, Air France est à la croisée des chemins. Elle sait qu'elle doit compter sur son personnel, et qu'elle ne peut pas compter sur le gouvernement. Elle ne peut pas compter sur le gouvernement, car il ne peut pas lui donner les moyens nécessaires à la production de services publics. Elle ne peut pas compter sur le gouvernement, car il ne peut pas lui donner les moyens nécessaires à la production de services publics. Elle ne peut pas compter sur le gouvernement, car il ne peut pas lui donner les moyens nécessaires à la production de services publics.

C'est pourquoi nous faisons aujourd'hui plus particulièrement appel au personnel navigant commercial. Nous faisons appel à son esprit de solidarité et à son sens du devoir envers Air France et la solidarité nationale.

## AFFAIRES

## La France a conclu avec la C.E.E. un « arrangement » sur les prix de l'acier

Un notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Un différend a surgi entre la France et les autres pays de la Communauté européenne (C.E.E.) sur les prix de l'acier. Les Français ont refusé de signer un accord qui leur aurait imposé de réduire leurs prix de 10 % à partir de 1983. Les autres pays de la C.E.E. ont insisté sur le fait que la France était la seule à ne pas avoir réduit ses prix.

Les derniers jours de juin les négociations ont été très difficiles. Les Français ont refusé de signer un accord qui leur aurait imposé de réduire leurs prix de 10 % à partir de 1983. Les autres pays de la C.E.E. ont insisté sur le fait que la France était la seule à ne pas avoir réduit ses prix. Les Français ont refusé de signer un accord qui leur aurait imposé de réduire leurs prix de 10 % à partir de 1983. Les autres pays de la C.E.E. ont insisté sur le fait que la France était la seule à ne pas avoir réduit ses prix.

Le gouvernement français a réitéré à une autre philosophie. Il met l'accent sur la politique économique. Le blocage des prix de l'acier est une mesure temporaire. Les Français ont refusé de signer un accord qui leur aurait imposé de réduire leurs prix de 10 % à partir de 1983. Les autres pays de la C.E.E. ont insisté sur le fait que la France était la seule à ne pas avoir réduit ses prix.

Ces intentions ont été exprimées par le ministre de l'Industrie, qui a déclaré que la France ne pouvait pas accepter une telle réduction. Les Français ont refusé de signer un accord qui leur aurait imposé de réduire leurs prix de 10 % à partir de 1983. Les autres pays de la C.E.E. ont insisté sur le fait que la France était la seule à ne pas avoir réduit ses prix.

## Un entretien avec le secrétaire général du syndicat des hôtesses et stewards

Les directions des compagnies n'ont pas voulu utiliser le préavis que nous leur avons donné

M. Jean Chabon, secrétaire général du Syndicat national du personnel navigant commercial, qui rassemble la majorité des hôtesses et stewards des trois compagnies nationales, a répondu aux questions que nous lui avons posées.

Pourriez-vous rappeler de façon très claire les principales revendications ?

Le personnel navigant commercial, comme le steward, est en situation de précarité. La transposition de son régime d'activité, de la réduction de la durée du travail à la réduction de la durée du travail, nous avons obtenu, par l'ordonnance du 11 janvier 1982, des mesures de salaires en France, des mesures de salaires en France, des mesures de salaires en France.

Cette réduction de la durée du travail doit se traduire par une moindre disponibilité à l'égard de l'employeur, seule mesure permettant de susciter l'émancipation. Nous évaluons le montant de la réduction à environ une demi-journée par semaine à la disposition de l'employeur.

C'est d'ailleurs cette formule qu'a retenue, vu leur type d'activité,

la compagnie Air France pour ses salariés, mais au sol, et elle ne peut pas l'appliquer aux hôtesses et stewards d'industrie.

Que pensez-vous du jugement généralement porté par les médias, qui estiment qu'en faisant grève ou en refusant des départs en vacances, vous ne prenez que des décisions simples et faciles ?

Il n'y a aucune simplicité dans notre action actuelle, puisque les négociations ont duré plus de six mois. Devant l'attitude négative des directions, nous avons alors consulté un comité par référendum à bulletin secret, puis, lors de notre dernier arrêt de travail, les 16 et 17 juin, nous avons donné plus de six jours de préavis.

Il faut croire que les directions des compagnies aériennes ont pris des procédures démocratiques et ont des délais pour la faiblesse de notre part plutôt que pour la faiblesse de nos revendications. En ce qui concerne la grève à Air Inter des 3, 4 et 5 juillet, les compagnies avaient été informées, dès le 28 juin, de l'imminence de l'arrêt de travail. De même, nous sommes au regret de constater que le préavis donné à Air France n'est pas utilisé pour essayer de trouver un commun des solutions, mais que la grève est attendue avec un fatalisme incroyable.

Aussi peut-on se demander si les passagers ne sont pas, en réalité, les victimes de la grève. Les compagnies ont des réserves de contingence pour faire face à des situations de ce type. Elles ne peuvent pas avoir à entamer de véritables négociations avec leurs salariés.

Estimez-vous que, dans le cas des compagnies, la satisfaction de vos revendications mettrait en péril l'équilibre économique du transport aérien français ?

Prétendre que nos revendications mettraient en péril l'équilibre du transport aérien français est une bonne guerre. Nous refusons d'y souscrire. D'une part, parce que ce sont les directions des compagnies elles-mêmes qui ont accepté, en 1979, une réduction de la durée du travail, qui, par la loi législative, les quarante heures hebdomadaires, ont été réduites. Cette disposition étant intégrée très explicitement dans la convention collective. D'autre part, nous tenons à souligner que nous ne proposons pas une réduction non compensée salariale, notre organisation ayant préféré privilégier la réduction du temps de travail, sans facteur de perte à la création des emplois.

Manche : la grève à la S.N.C.F. Le trafic ferroviaire était toujours paralysé en partie par le département de la Manche. Le 6 juillet par la « grève-houchon » des cheminots C.G.T. du centre de Saint-Lô (Manche) et de trois postes d'aiguillage des gares de Cherbourg et Folligny, dans la Manche, et de Lisieux, dans le Calvados. Cependant, les négociations ont permis de lever la grève à la S.N.C.F. Les cheminots ont accepté de reprendre le travail à la S.N.C.F. Les cheminots ont accepté de reprendre le travail à la S.N.C.F. Les cheminots ont accepté de reprendre le travail à la S.N.C.F.

Langues. L'Union nationale des enseignants (U.N.E.) a décidé de ne pas participer à la manifestation du 14 juillet. Elle demande une augmentation de 14 % de la déception est nette. Elle demande une augmentation de 14 % de la déception est nette. Elle demande une augmentation de 14 % de la déception est nette.

## CONJONCTURE

## La croissance sera inférieure à 2 % en 1982 estime le Conseil économique

Pessimiste et souvent critique à l'égard de l'action gouvernementale, le Conseil économique et social a estimé, dans son rapport sur la conjoncture économique au premier semestre 1982 présenté mardi 7 juillet par M. Jean Menn, président de la C.G.C., que la croissance ne devrait guère dépasser 1 % en 1982, au lieu des 3,3 % prévus au second semestre 1981.

Pour sa part le Bureau d'informations et de prévisions économiques (B.I.P.E.), qui publie les perspectives de l'économie française en 1983, estime que la croissance pourrait atteindre 2 % l'an prochain (1,4 % en 1982), à condition que la conjoncture internationale reste favorable.

Les prévisions pessimistes du Conseil économique et social se fondent sur l'analyse des mauvais résultats de l'économie à la fin du premier semestre, et sur l'impact de l'environnement international défavorable, il estime que ces prévisions sont pessimistes. Le Conseil n'entrevoit guère d'amélioration à court terme. Le Conseil se montre sceptique à l'égard des trois mesures adoptées par le gouvernement : la dévaluation du 12 juin peut avoir des effets bénéfiques sur les exportations, estime-t-il, mais l'écart d'inflation avec les principaux partenaires commerciaux risque de gêner la compétitivité des entreprises. Certes, le blocage des prix et des salaires peuvent contribuer à la réduction de la masse des prix, mais ils ont aussi pour effet de réduire la demande intérieure. Enfin la modification de la loi de finances, qui risque de paralyser l'investissement. Le C.E.S. prévoit une croissance inférieure à 2 % et un faible ralentissement de l'aggravation du chômage.

Pour l'amélioration de la conjoncture et de l'emploi, le Conseil économique et social a souligné la nécessité de relancer les investissements, le Conseil économique réclame une instance de suspension de la loi de finances de la T.V.A. Favorable au rétablissement urgent des grands équilibres, il demande aux pouvoirs publics d'organiser une concertation générale avec toutes les catégories socio-professionnelles sur le problème de l'inflation, cette procédure de type contractuel lui paraît plus efficace que les mesures de blocage des prix et des salaires. Le Conseil préconise également un déficit budgétaire inférieur à la limite de 3 % du produit intérieur brut net par le gouvernement pour 1982 et 1983, et une révision fondamentale de la loi de finances pour mieux répartir les charges.

Le déficit du budget de l'Etat cumulé depuis le début de l'année s'élevait à la fin du mois de mai à 75,27 milliards de francs, soit 50,25 milliards pour la période correspondante de 1981. La loi de finances prévoit un déficit de 100 milliards de francs pour l'ensemble de l'année.

M. Fabius, ministre délégué chargé du budget, a répondu à l'appel, le 5 juillet sur Europe 1, pour que l'Etat montre l'exemple « en luttant contre l'inflation ». M. Fabius a annoncé que le gouvernement n'utiliserait plus la prime de fin de carrière pour leurs déplacements en avion. Il a déclaré que les propositions lui soient faites pour restreindre le train de vie de l'Etat.

Comme le Conseil économique, le B.I.P.E. sur la dépendance de la France à l'égard de l'environnement international. Compte tenu de l'approche des élections aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale, il estime que ces prévisions sont pessimistes. Le Conseil n'entrevoit guère d'amélioration à court terme. Le Conseil se montre sceptique à l'égard des trois mesures adoptées par le gouvernement : la dévaluation du 12 juin peut avoir des effets bénéfiques sur les exportations, estime-t-il, mais l'écart d'inflation avec les principaux partenaires commerciaux risque de gêner la compétitivité des entreprises.

En revanche, si les politiques de relance des investissements, le B.I.P.E. pense qu'il faudra maintenir la politique actuelle de modération des revenus et de lutte contre l'inflation. Le B.I.P.E. se voit alors réduite à 1 % avec une nouvelle dégradation de la situation de l'emploi.

## Devant les associations de consommateurs

## M. Mauroy lance un appel au civisme

Pour la première fois, les dix-sept organisations de consommateurs ont participé, lundi 5 juillet à Matignon, avec M. Fernand Mauroy, à une réunion de travail portant sur le plan de lutte contre la hausse des prix en présence de M. Christian Lalumière, ministre de la consommation. « Tous les Français, a déclaré le premier ministre, sont concernés par cette grande bataille des prix. Nous devons faire preuve de civisme, il a ajouté : « Tout le monde perd au jeu de l'inflation. Plus il y a d'inflation, plus il y a de perdants. Chaque point gagné dans la lutte contre l'inflation est un point gagné pour le chômage. Rassemblons nos forces afin que les prix soient maîtrisés. »

Les organisations de consommateurs ont apporté leur appui à la politique de blocage des prix. M. Mauroy, le premier ministre, a toutes les fois montré leur résolution à titre de première ligne. Il a ajouté : « Nous sommes déterminés à lutter contre l'inflation. Nous ne laisserons pas la loi. » Une nouvelle manifestation prévue pour l'automne afin de faire le bilan de l'opération et d'envisager des mesures plus profondes.

## SOCIAL

## L'UNAF PROTESTE CONTRE LA FAIBLE AUGMENTATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Les prestations familiales augmentent de 6,2 % au 1<sup>er</sup> juillet 1982, et de 7,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 1983, ont annoncé dans un communiqué lundi 7 juillet, M. Pierre Bérégovoy, ministre du Travail, et M. Georges Dufour, président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF). « L'élévation de la revalorisation des prestations familiales répond à l'attente d'assurer la répartition de la seconde phase de l'action gouvernementale », précise le communiqué. Cependant, tenant compte de la priorité donnée à la politique familiale par le président de la République, le complément familial, attribué aux familles nombreuses et aux familles ayant un enfant de moins de trois ans, sera revalorisé de 14 % le 1<sup>er</sup> juillet 1983. Le communiqué.

L'Union nationale des associations familiales (UNAF) - la déception est nette. Elle demande une augmentation de 14 % de la déception est nette. Elle demande une augmentation de 14 % de la déception est nette.

## En Savoie

## GRÈVE DU PERSONNEL MAROCAIN DU CLUB MÉDITERRANÉE

Une paire de gilets assenée par un chef de cuisine marocain à un de ses employés, marocain lui aussi, à l'origine d'une grève du personnel de service du village de Tignes (Savoie) du Club Méditerranée.

Les employés, qui ont voté le 1<sup>er</sup> juillet dernier, ont décidé la fermeture du village, ont demandé à la direction parisienne du Club Méditerranée le déplacement de leur chef de cuisine incriminé. Celui-ci s'est, pour l'instant, refusé à tout renvoi et s'est appuyé sur les responsables syndicaux le jeudi 8 juillet prochain à Paris.

En solidarité avec les camarades de Tignes, les personnels de service du village de Vittel (Vosges), et ceux de Restagny (Var), ont décidé le travail le lundi 7 juillet, respectivement à 80 % et 80 %. Les deux villages sont ouverts, les responsables syndicaux G.O. (gentils organisateurs) prenant le relais du personnel en grève.



## L'État devra-t-il sauver A.E.G.-Telefunken de la faillite ?

**SNCF**  
LA PREVENTION ROUTIERE



## FINANCES PUBLIQUES

OUTRE LES « INÉVITABLES FAUX PAS »

### La Cour des comptes dénonce l'absence de rigueur des services publics

La Cour des comptes, qui est chargée de veiller au bon emploi des deniers publics, vient de publier son rapport annuel remis le 5 juillet au président de la République et déposé le 6 juillet sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat. Dans le préambule de ce document, l'institution de la rue Cambon met en garde contre « des errements non apparents mais tout aussi nocifs pour les finances publiques que des irrégularités formelles ». Il s'agit de « libertés » prises avec les règles de bonne gestion, ayant pour conséquence une « évasion des deniers publics tout aussi intolérable que les gaspillages ponctuels traditionnellement dénoncés ».

« Au-delà des inévitables faux pas de services publics qui, pas plus que le secteur privé, ne sont à l'abri de l'erreur ou de l'imprudence, se profilent, souligne la Cour, des fautes d'aggrégation et des manquements moins aisément décelables, mais autrement pernicieux : leurs incidences financières sont souvent plus lourdes et, toujours plus durables ; mais surtout ils témoignent, de la part de ceux qui en usent comme de ceux qui tolèrent, d'un état d'esprit d'où la rigueur est fâcheusement absente et que les circonstances économiques actuelles rendent de moins en moins supportable ».

La Cour des comptes précise : « C'est, à un échelon national ou local, la mise en œuvre de

programmes d'implantations industrielles, d'équipements immobiliers, culturels ou sportifs fondés sur des besoins réels, mais qui, mal conçus, mal coordonnés ou mal suivis, se révèlent en définitive d'un trop faible usage ou beaucoup plus coûteux qu'il n'était prévu. Ce sont les aides accordées par l'Etat ou les collectivités locales à des organismes para-publics ou privés, la plupart du temps justifiées dans leur principe, mais parfois aussi utilisées par les services qui les allouent pour se soustraire aux règles budgétaires et comptables en vigueur. Dans d'autres cas, sont perdues de vue les exigences de clarté dans les comptes et d'efficacité dans la gestion qu'appelle toute exploitation industrielle ou financière ».

« Ici, lois et contrats sont appliqués de façon laxiste ou partielle, ajoute la Cour ; là, prolifère une réglementation excessive, sans égard pour les contraintes inutilement imposées aux usagers. Au grand dam des services exécutants, des politiques résolument novatrices ne sont pas toujours appliquées avec une continuité de vues suffisante, cependant que survient des prescriptions, des procédures, des organismes et des systèmes dont l'évolution de la conjoncture ou l'insure du temps ont déréglé le mécanisme ou même supprimé la raison d'être, et qui se traduisent pour la collectivité par un coût disproportionné avec les besoins à couvrir ou les services rendus ».

### COLLECTIVITÉS LOCALES : la passation des marchés en question

« Au moment où les collectivités et établissements publics locaux se voient conférer dans le cadre de l'accroissement de leur liberté l'entière responsabilité des marchés, il importe plus que jamais qu'ils modifient leur comportement afin d'assurer le meilleur emploi de toutes leurs ressources », explique la Cour des comptes, en conclusion de la partie de son rapport annuel consacrée aux collectivités locales.

La Cour souligne l'importance des marchés passés par les collectivités et établissements publics : « Les 89 600 marchés et 1 000 avenants recensés en 1980 représentaient 32 milliards de francs environ, en hausse de 21,3 % par rapport à 1979, à comparer avec 79,4 milliards de francs dépensés à ce titre par l'Etat ». Ces marchés locaux - 14 milliards pour les communes, 5,7 milliards pour les départements et 4 milliards pour les régions - représentent 1 % du produit intérieur brut. Or, la Cour des comptes constate que les règles du code des marchés publics sont, « en dépit des éléments de souplesse qu'elles contiennent, trop souvent ignorées et tournées ».

La Cour, bien entendu, donne de nombreux exemples des errements commis. Ainsi, dit-elle, « la réglementation relative aux concours des ingénieurs et architectes, malgré les garanties qu'elle offre, est mal appliquée ». Ainsi dans de nombreux cas, l'architecte n'indique « le prix d'objectif » qu'il s'engage à faire respecter qu'une fois qu'il a été passé les marchés avec les entreprises qui doivent réaliser l'opération. La Cour énumère un certain nombre de procédés permettant, avec l'accord des responsables des collectivités locales, de « majorer indûment les honoraires » des architectes et ingénieurs : par exemple, on donne « le caractère de travaux supplémentaires à des modifications destinées à corriger des erreurs d'appréciation du concepteur », ce qui entraîne « une majoration de la rémunération de l'homme de l'art, alors qu'il aurait fallu le pénaliser ».

Autre errement décrit par les magistrats financiers : l'imprécision dans « la définition et le volume des travaux à effectuer ».

#### Limitation de la concurrence

Parmi d'autres, est cité le cas de la ville d'Auxerre : l'entretien de l'éclairage public « avait été attribué en janvier 1974 à une société pour une durée de trois ans, renouvelable avec une offre de 164 237 francs correspondant à la dépense estimée pour la première année ». Or, à la suite de divers avenants « le même prestataire de service a reçu, de 1974 à 1980, 4 600 000 francs toutes taxes comprises au titre des travaux d'entretien et a reçu comme déduction de 3 700 000 francs de travaux neufs sur la base d'un bordereau de prix établi pour un volume de travaux de 164 237 francs ». Dans sa réponse, M. Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre et député P.R., remarque que sa ville a dû faire face à « un vieillissement important de son réseau d'éclairage public et à la nécessité de l'étendre considérablement », mais que « l'imprécision » soulignée par la Cour « n'a pas échappé à la collectivité qui, depuis avril 1981, a séparé dans ses marchés l'entretien de l'éclairage public des questions de modernisation et d'extension ».

Les règles concernant le recours à la concurrence sont souvent igno-

rées ou détournées au détriment des intérêts financiers des maîtres d'ouvrages locaux », souligne aussi la Cour des comptes. Ainsi, la « mise en concurrence par une consultation écrite ou moins soumise des candidats susceptibles d'exécuter » un marché négocié de gré à gré est en général oubliée ; or ils représentent 44 % du nombre des marchés passés par les collectivités et établissements publics locaux. De même le coût réel des travaux est souvent minoré pour rester en dessous du seuil au-delà duquel le recours à l'adjudication est obligatoire. Il en résulte que les mêmes fournisseurs et entreprises traitent habituellement avec les collectivités et établissements publics locaux. De même le coût réel des travaux est souvent minoré pour rester en dessous du seuil au-delà duquel le recours à l'adjudication est obligatoire. Il en résulte que les mêmes fournisseurs et entreprises traitent habituellement avec les collectivités et établissements publics locaux.

Par exemple, à Nîmes, les appels d'offres pour les marchés d'entretien et de travaux neufs à effectuer dans les bâtiments communaux, de 1974 à 1977, font apparaître qu'il n'y a eu que 24 soumissions pour 18 lots :

« cette absence de concurrence est le signe d'une situation faussée, les entreprises s'abstenant apparemment de soumissionner, parce qu'elles savent qu'elles n'ont aucune chance d'emporter le marché ».

La Cour montre aussi qu'un certain nombre de pratiques limitent l'appel à la concurrence. Ainsi à Lille et à Toulouse, les marchés d'entretien des bâtiments communaux étaient divisés en de nombreux lots, chacun d'entre eux ne pouvant être attribué qu'à une seule entreprise, « de telles limitations de la concurrence enlèvent toute signification à l'adjudication dite ouverte ».

En résumé, la Cour des comptes peut écrire « le nombre et la permanence des mêmes irrégularités attestent qu'elles ne proviennent pas des difficultés qu'éprouveraient les services des collectivités et établissements publics locaux à assimiler des règles trop complexes. Au contraire, ces services tirent aisément parti des diverses dispositions, notamment des nombreuses exceptions prévues par le code pour tenir compte de la diversité des situations rencontrées, afin de pouvoir traiter directement avec certaines entreprises ».

### Électricité et Gaz de France : chers droits acquis

E.D.F. et G.D.F. sont, socialement, de bonnes maisons. François de Closets vient de le montrer dans son dernier livre. Toujours plus et bien d'autres avant lui l'avaient dit. Mais récemment cela a été souligné aussi clairement que par le dernier rapport de la Cour des comptes.

Les avantages sociaux du personnel de l'Électricité et du Gaz de France ont été définis - à l'époque de la nationalisation ou peu après - alors que les conditions d'exploitation et la situation du marché étaient profondément différentes de ce qu'elles sont devenues.

Il en est ainsi pour les allocations gratuites ou à tarif réduit d'énergie, y compris pour les résidences secondaires. Par deux circulaires des 15 novembre 1949 et 25 septembre 1950 les personnels d'E.D.F. et G.D.F. se voient en effet attribuer gratuitement le gaz ou l'électricité pour une certaine quantité et l'application d'un tarif réduit aux consommations qui dépassent cette limite.

Ce prix spécial devait certes être révisé au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année par indexation sur une tranche du tarif. « Mais aucune révision n'est intervenue depuis 1951 », souligne la Cour, ce qui a considérablement amplifié l'avantage ainsi alloué, stimulant la consommation quand le pays cherche à réduire et privant les deux entreprises nationales de recettes importantes au moment où elles en auraient bien besoin.

Conséquences de ces bas prix : en 1980, pour l'ensemble des agents en activité ou en retraite, la consommation individuelle moyenne a été de 6 663 kWh au prix (hors taxes) de 3,38 centimes au-delà de la tranche gratuite, tandis qu'un abonné domestique consommait en moyenne 2 680 kWh au prix moyen (hors taxes) de 38,68 centimes. La moitié des bénéficiaires ont en

outre consommé en moyenne 1 647 kWh de gaz au prix de 1,08 centime contre 8 172 pour un abonné domestique qui paie le prix moyen de 22,78 centimes.

Coût de cette « largesse » pour les entreprises cette année-là : 500 millions de francs au moins pour l'électricité et 250 millions de francs pour le gaz.

L'autre privilège de ces deux maisons c'est le financement des activités sociales « au moyen d'un prélèvement de 1 % sur les recettes des exploitations », un système qui pouvait se justifier avant le fort renchérissement du pétrole, mais guère depuis. Au titre de ce prélèvement, E.D.F. et G.D.F. ont en effet payé plus d'un milliard de francs (1 012 millions) en 1981. Et de 1973 à 1980 le budget social a crû de 19,3 % par an en moyenne, quand il n'avait augmenté que de 9,1 % par an auparavant.

Pudiquement la Cour affirme ne pas vouloir « remettre en cause le principe d'une indexation : la réglementation voudrait du reste que celle-ci soit appliquée aux tarifs réduits dont bénéficie le personnel ». Mais la Cour rappelle que, par suite de circonstances particulières, des « mécanismes d'indexation donnent lieu à des dérogations » et qu'il paraît dès lors difficilement évitable d'y remédier dès lors que les effets sont devenus « peu compatibles avec un souci raisonnable de l'équité et de l'intérêt général ».

Il reste à trouver le gouvernement qui osera s'attaquer à ces avantages sociaux, devenus privilèges exorbitants du seul fait de l'OPEP, dans deux entreprises nationales dont le déficit cumulé atteindra en 1982 le chiffre de l'ordre de 10 milliards de francs.

B. D.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### MATRA

L'assemblée générale ordinaire de Matra s'est réunie le 30 juin 1982, sous la présidence de M. Jean-Luc Lagardère.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981 et décidé la mise en paiement d'un dividende de 57 F par action assorti d'un avoir fiscal de 24,50 F. Le dividende sera payable à partir du 7 juillet 1982 aux titulaires d'un certificat nominatif ou à leurs représentants qualifiés.

En réponse à des questions, il a été précisé au cours de l'assemblée que, au 31 mai 1982, le carnet de commandes s'élevait à 15,4 milliards de francs.

A la suite du vote des résolutions, la composition du conseil d'administration est la suivante :

MM. :

Henri Baquiast, directeur de la Direction des relations économiques extérieures au ministère de l'Économie et des finances ;

Pierre Boisson, directeur général des Stratégies industrielles au ministère de l'Industrie ;

Philippe Chassagny, directeur des relations extérieures du groupe Matra ;

Emile Durand, directeur de la branche militaire du groupe Matra ;

Paul Durand, contrôleur général des armées au ministère de la Défense ;

Sylvain Floirat, vice-président de la société Matra ;

Alain Guigue, adjoint au député général pour l'armement au ministère de la Défense ;

Jean-Claude Héro, directeur des industries électroniques et de l'informatique (DIELI) au ministère de l'Industrie ;

Jean-Luc Lagardère, président-directeur général de la société Matra ;

Pierre Quetard, directeur des activités civiles du groupe Matra ;

Paul Tannous, directeur des relations internationales du groupe Matra.

Cette assemblée a été suivie d'un conseil d'administration qui a porté à sa présidence M. Jean-Luc Lagardère, lui exprimant ainsi sa confiance.

### De Dietrich

L'assemblée générale ordinaire du 23 juin 1982 a statué sur les comptes et les résultats de l'exercice 1981. Les résolutions présentées par le conseil d'administration ont été approuvées.

La mise en paiement du dividende est effective depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1982 pour un montant net de 32,20 francs (avoir fiscal 16,10 francs) contre présentation du coupon n° 32.

L'assemblée générale ordinaire a été suivie d'une assemblée générale extraordinaire qui a renouvelé au conseil d'administration l'autorisation d'augmenter, sur sa seule décision, le capital social de la société jusqu'à un montant de 150 millions de francs. Cette autorisation est valable jusqu'au 23 juin 1987.

Au cours de l'assemblée, M. Gilbert de Dietrich a prononcé l'allocation suivante :

« Mesdames, Messieurs,

En 1981, comme en 1980, la progression du chiffre d'affaires de votre société a été inférieure au taux d'inflation de notre pays.

Malgré une conjoncture difficile, les résultats de notre 29<sup>e</sup> exercice s'établissent sensiblement au même niveau que l'année dernière.

Soucieux de préserver un équilibre fondamental entre la poursuite de notre programme d'investissements et de notre politique de rémunération et de distribution, nous avons, en 1981, maintenu le dividende par action à son niveau précédent. Votre société a tenu à rétablir cette année une progression raisonnable de sa distribution.

En ce qui concerne l'exercice en cours, notre chiffre d'affaires à fin mai totalise 638 millions de francs, soit + 11 % par rapport à 1981.

Si dans la conjoncture actuelle cette progression peut être considérée comme satisfaisante, il faut toutefois souligner que par rapport à 1979 elle ne représente que 6,5 %.

Le ralentissement de la demande en appareils ménagers constaté sur le plan national depuis quelques semaines, la stagnation de la construction de logements neufs et des programmes de rénovation de l'habitat ancien, nous conduisent à rester vigilants dans l'élaboration de nos programmes de fabrication du deuxième semestre de l'année.

A la sensible amélioration de nos ventes au cours des cinq premiers mois de l'année pourrait succéder un certain ralentissement de nos expéditions. Toutefois les achats auprès de notre clientèle de notre gamme de fours et de tables de cuisson à encastrer devraient se prolonger normalement au cours des prochains mois.

L'entrée en service dès le mois de septembre du chantier de moulage automatique de la fonderie de Niederbrunn et la mise en fabrication progressive de nouveaux modèles de chaudières en fonte devraient contribuer à améliorer nos positions à l'intérieur d'un marché caractérisé par un surcroît quasi permanent depuis quelques années consécutives.

La charge en matériel ferroviaire de notre usine de Reichelsboffen, dont les horaires ont été diminués en début d'exercice, doit lui assurer une occupation satisfaisante tout au long de l'année 1982.

L'amélioration de l'enregistrement des commandes et appareils vitrifiés destinés à l'industrie chimique mondiale, constatée au cours du second semestre de l'exercice écoulé, s'est rapidement essouffie ; en effet, depuis le début de l'année, prises de commandes et facturations mensuelles s'équilibrent d'une façon précaire.

A ce jour les informations dont nous disposons concernant le blocage partiel des prix, des salaires et des revenus, l'augmentation de la taxe à la valeur ajoutée, forment un ensemble de charges et de contraintes qui affecteront lourdement les résultats de l'exercice en cours.

Malgré les difficultés actuelles, et grâce à la valeur de notre outil industriel, à la qualité de nos positions commerciales, au sérieux et au dévouement de notre personnel, je reste confiant en l'avenir de notre société.

## COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE

Assurant aujourd'hui plus du quart des besoins pétroliers nationaux, la première société française de raffinage et de distribution poursuit l'adaptation de ses équipements à l'évolution du marché et prépare l'approvisionnement énergétique de demain.

## EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE 750 MILLIONS DE FRANCS

représenté par 150 000 obligations de F 5 000 nominal

Jouissance : 5 août 1982.

Intérêt annuel : payable le 5 août ;

égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés. Ces taux moyens mensuels seront ceux de la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin inclus précédant l'échéance. Intérêt minimum garanti : 11%.

Durée : 10 ans.

Amortissement normal : en totalité le 5 août 1992, sauf rachats en Bourse si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché de l'Emprunt.

BALD du 5 juillet 1982. Note d'information disponible sur simple demande (Vea COB n° 82-90 en date du 18 mai 1982).

**TOTAL**  
Toutes les Énergies







# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS

6 juillet

### Les P.M.I. manifestent et retardent les cotations

« Le blocage des prix = faillites = chômage. » De grandes banderoles portant cette inscription ont été déployées mardi sur les grilles de la Bourse vers midi, tandis qu'une centaine de manifestants se ruèrent à l'intérieur du bâtiment pour y lancer des pétards et y allumer des bombes fumigènes. En même temps, des milliers de tracts ont été distribués faisant valoir les droits des patrons et accusant les pouvoirs publics d'ingérence dans l'entreprise, d'être « porteurs de révolutions », « d'irresponsabilité et d'intolérance ». De ce fait, la séance n'a pu commencer à l'heure dite. Les manifestants s'étant retirés vers 13 h 30, les premières cotations n'ont eu lieu qu'à 13 h 50 et se sont déroulées dans l'entrepreneur, d'être « porteurs de révolutions », « d'irresponsabilité et d'intolérance ». De ce fait, la séance n'a pu commencer à l'heure dite. Les manifestants s'étant retirés vers 13 h 30, les premières cotations n'ont eu lieu qu'à 13 h 50 et se sont déroulées dans l'entrepreneur,

### Les principales variations des cours durant le premier semestre

#### VALEURS FRANÇAISES A TERME

Hauts :	Bas :
Radar ..... 62 %	M.N. Dunkerq. 54,80 %
Esilor ..... 60,50 %	Ustior ..... 34,30 %
Croiss-Louis ..... 51,50 %	Socot ..... 34,50 %
Jacques Bon ..... 50 %	CEMA ..... 33 %
Schneider ..... 46,70 %	Kilber ..... 32,60 %
Gal. Lafayette ..... 43,80 %	Gle Fond. .... 31 %
Interchimie ..... 37,80 %	
C.F.D.E. .... 35,70 %	
Prossin C&C ..... 33,30 %	
Midi-Henry ..... 33,20 %	
O.P.F.J. Paribas ..... 30,60 %	
Nord Est ..... 30,20 %	
Radioch. .... 30,10 %	

#### VALEURS FRANÇAISES AU COMPTANT

Hauts :	Bas :
Sodigine ..... 115 %	Union Class. 45,90 %
Patit Châlon ..... 70,40 %	Forgeral ..... 45,30 %
Prossin ..... 65 %	Moulin S.A. 44,90 %
Géomé Ann. .... 62,70 %	F. Guignep. 41,10 %
Lampes ..... 62,70 %	Piles Wonder 40,30 %
SEV ..... 55,90 %	Oxygène ..... 39,30 %
P. de la Cour ..... 55,90 %	A.R.C. S.A. .... 39,30 %
Sp. Baillou ..... 46 %	Carand ..... 37,60 %
Forgeral ..... 45,90 %	Ac. Peugeot 37,60 %
B. Réun. En. .... 44,20 %	Heard ..... 35,50 %
Vitex ..... 43 %	
G&M. Paribas 42,40 %	

Tous les marchés américains ont chuté le 6 juillet au lendemain de la fête nationale (Indépendance Day).

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**HITACHI** - L'affaire d'espionnage industriel dans laquelle le groupe est impliqué aux Etats-Unis a quelque peu terni la réputation que ce dernier avait gagnée par ses investissements.

L'action Hitachi était, jusqu'ici, considérée comme une valeur d'avenir, et elle était chèrement recommandée par les firmes de courtage. Nous ne sommes pas en mesure, à ce jour, de donner une évaluation précise. Mais, la Cédit suisse possède 2,4 % du capital actionnaire du groupe. De fait, sur un plan technique, Hitachi faisait des progrès dans les trois branches d'activité : informatique, semi-conducteurs, produits électriques.

Dans les deux premiers secteurs, ses dépenses de recherche et de développement

ment ont explosé pour atteindre 666 millions de dollars (4,6 milliards de francs) pour l'exercice achevé le 31 mars dernier. Sa division électronique (informatique, semi-conducteurs) a depuis 1975 enregistré une croissance annuelle de 20 %. Bref, Hitachi a fait tant et si bien qu'il faisait figure de « leader » mondial, récemment même à accroître ses bénéfices (+ 6 % à 571 millions de dollars) dans un monde en pleine récession pour un chiffre d'affaires de 15,4 milliards de dollars.

De l'avis général, cette affaire d'espionnage témoigne que la firme, contrairement à ce que l'on croyait, avait besoin de technologie. Le scandale, d'après les analyses, ne devrait pas trop entacher son image de marque. « Mais il risque d'avoir un effet démo-ratissant sur son personnel », dit-on. En moins de dix jours, l'action Hitachi a baissé de 20 % à la Bourse de Tokyo.

## AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

La société a porté de 60,5 % à 91,5 % la participation qu'elle détient dans Bore-S.A.E., après l'acquisition, effectuée en Bourse, de 70 778 actions de cette entreprise, réalisées au prix de 300 F par action Bore-S.A.E. Conformément à la réglementation, la Société auxiliaire d'entreprises s'est engagée à se porter également acquéreur de toute quantité de titres Bore-S.A.E. qui serait présentée d'ici au 27 juillet prochain, et ce, à un cours identique de 300 F.

## INDICES QUOTIDIENS

Indice général	98,3
Indice des valeurs étrangères	105,7
Indice des agents de change	97,6
Indice des valeurs étrangères	98,3

## TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

5 juillet 1981 : 25,14 %

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 254,30 / 254,90

# BOURSE DE PARIS Comptant 6 JUILLET

VALEURS	% du sem.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
%	2 592		De Dietrich	296 50		Hedeler S.A.	8 20		Étrangères			Stet. Morillon Cov.	120	120
3 %	36 50		Degremont	80 80		Hercus Wierma	100		A.E.G.	110		S.C.F. (Ind. min.)	74	74
4 %	2 736		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan	83	67	Total C.F.M.	221	221
5 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145		Voyer S.A.	1 28	
6 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
7 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
8 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
9 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
10 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
11 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
12 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
13 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
14 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
15 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
16 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
17 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
18 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
19 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
20 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
21 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
22 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
23 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
24 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
25 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
26 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
27 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
28 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
29 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
30 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
31 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
32 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
33 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
34 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
35 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
36 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
37 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
38 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
39 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
40 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
41 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
42 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
43 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
44 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
45 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
46 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
47 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
48 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
49 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
50 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
51 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
52 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
53 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
54 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
55 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
56 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
57 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
58 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
59 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
60 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
61 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
62 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
63 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
64 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
65 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
66 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
67 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
68 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
69 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
70 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
71 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
72 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
73 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
74 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
75 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
76 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
77 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
78 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
79 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
80 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
81 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
82 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
83 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
84 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
85 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
86 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
87 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
88 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
89 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
90 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
91 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
92 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
93 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
94 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
95 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
96 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
97 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
98 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
99 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				
100 %	3 631		Département	130	130 20	Hercus Wierma	100	70	Alcan Alum	145				



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

- LIBAN : « A un ami arabe », par le docteur A.R. Hiji, « L'absence de l'Europe », par Dominique Chavallier, « Une branche d'olivier », par Yvonne Vovet, « La paix des autres », par H. Van Praeg.
- ÉTRANGER
- 3-4. L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE AU LIBAN
- 5-6. AFRIQUE
- 7-8. ASIE
- CHINE : le retour à Pékin du pasteur-tibétain
- 9-10. EUROPE
- La visite de M. Partini à Paris.

### POLITIQUE

- La réorganisation du cabinet de M. Mitterrand.
- La politique sur le statut de la capitale.

### SOCIÉTÉ

- La lutte contre les accidents domestiques.
- JUSTICE : la réforme pénale.
- ARCHÉOLOGIE.
- AÉRONAUTIQUE.
- MÉDECINE.

### LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- Le premier bilan du vol franco-argentin.
- L'industrie gallo-romaine de la céramique à la Grasse.
- Les Français perçoivent mal l'effort du gouvernement au profit de la science.

### SPORTS

- La XII<sup>e</sup> Coupe du monde de football. — Cyclisme : la 3<sup>e</sup> étape du Tour de France. — Sports équestres : le triomphe des cavaliers allemands à Paris.

### CULTURE

- CINÉMA : la Mémoire forte, de Michel Kieffer. Un média rouge, de J.-J. Aublanc.
- THÉÂTRE : Lorsque l'enfant parait, d'André Roussin.
- DANSE : Karole Armitage et le G.R.C.O.P. à Châteaufort.

### EQUIPEMENT

- URBANISME : une ou plusieurs communes dans les villes nouvelles ?
- ENVIRONNEMENT : entre Rouen et le Havre, la Seine est peut-être en voie de guérison.

### ECONOMIE

- CONJONCTURE.
- TRANSPORTS : la grève des personnels navigants d'Air France.
- AFFAIRES.
- ÉTRANGER.

### RADIOTELEVISION (17)

- INFORMATIONS
- SERVICES (18)
- Mode : « Journal officiel » : Météorologie. Mots croisés.
- Annonces classées (19 à 29), Carnet (13), Programmes spectacles (16), Bourse (35).

## DICI AU 31 OCTOBRE Syndicats et patronat s'engagent à réformer l'assurance-chômage

Aucune mesure précise n'a été décidée après 16 heures de négociations, lundi 6 juillet, entre les syndicats et le C.N.F.P. sur l'avenir du régime d'assurance-chômage, alors que le gouvernement attendait non pas à un accord définitif mais au moins à quelques décisions immédiates et temporaires. L'échec est pourtant loin d'être total.

Les partenaires sociaux ont adopté un texte qui, outre l'attribution au ministère d'une part, définitive de l'UNEDIC, affirme que d'ici au 31 octobre, ils élaboreront un accord fixant « les moyens de financement » et « les engagements de certains allocations ». Un premier pas, certes bien timide, a été franchi vers une révision en baisse de certaines prestations.

Les syndicats et le C.N.F.P. ont envisagé une série d'aménagements « d'ordre économique » — c'est-à-dire d'économies — mais ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Décidé à regarder les problèmes en face, F.O. a par exemple proposé de retarder dans certains cas d'environ quinze jours le versement des prestations (économie de 2 à 3 milliards de francs) et de réduire de 70 à 80 % les indemnités versées au titre de la garantie de ressources. Le C.G.T. et le C.F.D.T. ont suggéré de maintenir les allocations versées aux chômeurs les plus démunis mais, pour les autres, de réduire le plafond des allocations en le ramenant de quatre fois le plafond de la sécurité sociale à deux fois. Le patronat a présenté une liste d'aménagements comportant notamment la révision du point de départ des allocations (comme F.O.), du salaire de référence servant au calcul du montant des allocations, de la durée des indemnités (le total des économies se montant à environ 10 milliards de francs) tout en se refusant à envisager

dés maintenant une majoration de cotisation. Pour le patronat une pareille décision ne peut être prise qu'après un accord sur les cotisations. Or les syndicats n'ont pas pu sur ce point présenter un texte commun alors qu'un accord unanime est nécessaire pour réformer l'UNEDIC.

Le fait nouveau est cependant que les partenaires sociaux ont pour la première fois défini un processus réformant l'assurance-chômage. Trois orientations sont définies par la déclaration commune : aménagement des prestations ; demande de prise en charge par l'Etat des allocations versées aux chômeurs âgés et aux chômeurs de longue durée ; contrôle accru des chômeurs pour éviter les abus. Ce n'est seulement qu'après la définition de ces objectifs — des négociations sont prévues les 7, 13, 21 et 28 septembre — que le problème des cotisations sera examiné.

L'engagement des partenaires sociaux est donc loin d'être définitif mais il ne règle au rien les difficultés à médier de l'UNEDIC. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, le régime d'assurance-chômage est en déficit et doit trouver chaque mois, d'ici à décembre, 2 milliards de francs. Soit le versement des prestations, les partenaires sociaux demandent l'Etat non pas une subvention mais des avances de trésorerie.

Le gouvernement, qui entend déposer un projet de loi, le 13 juillet, sur une distribution de solidarité des fonctionnaires et des non-salariés, souhaite un effort immédiat des salariés. Acceptera-t-il le processus défini par les syndicats et le C.N.F.P. ? Un refus est une majoration autoritaire des cotisations déclencherait la « guerre ». Lundi dans la nuit, les partenaires sociaux ont été invités par la direction de la Bourse à évacuer immédiatement les lieux.

M. Jacques Testières, président national délégué du S.N.P.M.I., affirme que « le blocage, il faut le rompre par le dialogue ». Il a fait répondre par le blocage : blocage des trains lundi à Bellard, blocage de la cotation en Bourse à Paris mardi. En prévision, d'autres blocages prendront le relais. Nous avons même jusqu'à blocage des impôts. Le S.N.P.M.I. encourage également ses adhérents à refuser d'acquiescer le point supplémentaire de la T.V.A. afin de constituer un « trésor de guerre ».

Les cotations, qui avaient été interrompues, ont, après de très vives discussions avec le patronat, été reprises à 13 h 45 sur le marché à terme.

La manifestation de ce mardi n'est que le prélude à la manifestation de mercredi, celle du nouveau ministre des affaires sociales. « La déclaration est inacceptable », a déclaré M. Pierre Bérégovoy au cours d'un entretien de 13 heures de la T.P. La porte est ouverte à la négociation, a-t-il ajouté. Elle sera fermée à ceux qui emploient de telles méthodes.

## Micro-informatique : DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10.000 F et 60.000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de P.M.E., professionnels libéraux, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir à programmer ?

DECISION informatique, sous-titré « Pour choisir et utiliser votre micro-ordinateur et ses programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

## DECISION

l'ordinateur pour tous, tous les quinze jours.

Dernières nouveautés, expositions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

10 FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195 FF (23 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

## LA BOURSE ENVAHIE PAR LES PETITS PATRONS

Quelques dizaines de manifestants du Syndicat national de la petite et moyenne industrie (S.N.P.M.I.) ont envahi, mardi 6 juillet, à 12 heures, le palais de la Bourse pour protester contre la hausse des prix et les lois Auroux. Fumigènes et pétards ont été lancés dans la cour de la Bourse qui avait, pour le moins, un aspect inhabituel.

Des échauffourées ont eu lieu entre les manifestants et les forces de l'ordre. Les manifestants ont affronté les agents de change. Au bout d'une demi-heure, par mesure de sécurité, le personnel et les visiteurs ont été évacués de la Bourse et les manifestants ont été évacués immédiatement des lieux.

M. Jacques Testières, président national délégué du S.N.P.M.I., affirme que « le blocage, il faut le rompre par le dialogue ». Il a fait répondre par le blocage : blocage des trains lundi à Bellard, blocage de la cotation en Bourse à Paris mardi. En prévision, d'autres blocages prendront le relais. Nous avons même jusqu'à blocage des impôts. Le S.N.P.M.I. encourage également ses adhérents à refuser d'acquiescer le point supplémentaire de la T.V.A. afin de constituer un « trésor de guerre ».

Les cotations, qui avaient été interrompues, ont, après de très vives discussions avec le patronat, été reprises à 13 h 45 sur le marché à terme.

La manifestation de ce mardi n'est que le prélude à la manifestation de mercredi, celle du nouveau ministre des affaires sociales. « La déclaration est inacceptable », a déclaré M. Pierre Bérégovoy au cours d'un entretien de 13 heures de la T.P. La porte est ouverte à la négociation, a-t-il ajouté. Elle sera fermée à ceux qui emploient de telles méthodes.

## Pour réduire le nombre des billets en circulation UN « MONTESQUIEU » DE 200 FRANCS

Le nouveau billet de 200 F à l'effigie de Montesquieu (1689-1755), destiné à remplacer en partie celui de 100 F dont l'abandon est jugé trop important par les banques de France, sera mis en circulation à partir du mercredi 7 juillet.

Ce billet, d'un format intermédiaire entre les coupures de 100 et 500 F, et de couleur vert-jaune, comporte au recto un portrait de l'écrivain, ses armoiries, une représentation allégorique de la Loi, et des armoiries imaginaires symbolisant la justice et les sciences. Au verso, sont reproduits le même portrait qu'au recto, la statue de Sylla, rappelant une œuvre de l'écrivain, Dialogue de Sylla et d'Épistète, et le château de La Brède, sur un fond de style persan.

Cette coupure, tirée à cent quarante millions d'exemplaires pour 1982, et dont le coût de fabrication unitaire est de 80 centimes, sera également disponible dans les distributeurs automatiques de billets à partir de septembre, et d'ici à la fin de l'année, 80 % des trois mille sept cents appareils actuellement en service y seront adaptés.

## FERMETÉ DU DOLLAR : 6,89 F

Le dollar s'est montré très ferme sur les marchés des changes, mardi 6 juillet, son cours passant, à Paris, de 6,86 F à 6,89 F, et, à Francfort, de 2,47 DM à 2,48 DM.

Si les taux américains sont un peu faibles, le dollar est toujours demandé dans le monde entier. Le cours du franc par rapport aux monnaies européennes est resté satisfaisant.

## A compter du 12 juillet LES PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS VONT AUGMENTER DE 7 CENTIMES PAR LITRE

Les prix des produits pétroliers, dont l'évolution est déterminée par la « formule » mise en place en mai, vont augmenter sensiblement de 7 centimes par litre le 12 juillet. Les nouveaux prix maximum seront donc, en région parisienne, de 4,11 francs pour le litre d'essence, 4,61 francs pour le super, 2,37 francs pour le gazole et 2,42 francs pour le fuel domestique.

Cette décision confirme que la hausse d'un point de la T.V.A. sera à la charge de la profession pétrolière (elle représente entre 2 et 3,7 centimes par litre selon les produits). Dans les ministères concernés, le débat est maintenant engagé pour savoir si — comme cela était prévu — la formule jouera pleinement à partir du mois d'août. Cela supposerait une hausse de 15 à 25 centimes par litre, selon les produits, et relèverait l'indice des prix de près de quatre dixièmes (réparti aux mois de septembre). Or, le parti communiste a réclamé un blocage des prix des produits pétroliers. Mais le gouvernement, après avoir mis au point une série de mesures claires avec la profession pétrolière et exécuté de lui-même les produits énergétiques du blocage des prix, aux quelques mal à justifier d'une autre cohérence.

Le numéro du « Monde » daté 6 juillet 1982 a été tiré à 510 780 exemplaires.

## LA « BATAILLE DE PARIS » M. Chirac refuse le débat télévisé proposé par M. Jospin

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a fait, mardi matin 6 juillet, la déclaration suivante : « Depuis la communication faite au dernier conseil des ministres concernant le statut de Paris et visant à l'élection de maires et de conseillers élus dans les arrondissements, j'ai entendu proférer beaucoup de contre-venances. On a affirmé que nous souffrions de l'absence d'unité de la capitale, ce qui est faux. Celle-ci sera respectée. On a prétendu que nous voulions réaliser une opération politique contre M. Chirac, ce qui n'est pas notre premier souci. Les Parisiens éliront librement un maire pour leur ville. Ce sont eux qui décideront de réorganiser le maire sortant ou d'en élire un autre, ce que je souhaite. On a soutenu que donner des pouvoirs de gestion effectifs à 21 maires d'arrondissement créerait chez eux des conflits. Je pense le contraire. C'est la gestion centralisée et bureaucratique qui prévaut actuellement, en tant que maire de Paris de de facto, qui a le statut de la capitale avec un chef de parti. Pour moi, l'unité de la commune de Paris n'est pas un objet de discussion et encore moins de compromis. »

et permettre à ses arrondissements populaires, systématiquement ignorés, de venir à l'intention, pour que l'opinion soit correctement et sérieusement éclairée, une discussion contradictoire est le meilleur moyen. Le parti socialiste a, on le sait, inspiré le projet gouvernemental. Comme premier secrétaire de ce parti et comme élu parisien, je propose à Jacques Chirac au début de la transition sur le statut de Paris. Il pourra ainsi exposer ses arguments. Je donnerai les nôtres. Les Français et les Parisiens jugeront.

Je suis à la disposition de M. Chirac pour l'organisation concrète de ce débat dont j'espère qu'une de nos chaînes nationales de télévision prendra soin de diffuser. En réponse à l'offre de M. Lionel Jospin, M. Jacques Chirac nous a déclaré, mardi, en fin de matinée : « Je m'oppose à un chef de parti revendiquant l'inspiration d'une décision gouvernementale. Je n'ai naturellement aucune intention, en tant que maire de Paris, de discuter du statut de la capitale avec un chef de parti. Pour moi, l'unité de la commune de Paris n'est pas un objet de discussion et encore moins de compromis. »

## UN AVION D'AEROFLOT S'ÉCRASE PRÈS DE MOSCOU

Moscou (A.F.P.). Un avion de la compagnie soviétique Aeroflot s'est écrasé près de l'aéroport international de Moscou-Cheremetievo, a annoncé, mardi, l'agence Tass.

Selon des informations non confirmées, l'appareil, un Ilyouchine-62, qui transportait quatre-vingt-dix passagers, s'est écrasé, dans la nuit de lundi à mardi, peu après le décollage. Il n'y aurait que très peu de survivants. Indique-t-on de mêmes sources.

Selon des informations recueillies à l'aéroport de Cheremetievo et confirmées de source diplomatique, l'appareil, qui effectuait la liaison Moscou-Dakar-Freetown, avait décollé à 0 h 5 heure locale (23 h 5 G.M.T.).

## LOI ÉLECTORALE MUNICIPALE : ACCORD P.S.-M.R.G. SUR L'ESSENTIEL

Une délégation du parti socialiste, composée de MM. Debarge, Fajardie et Martin, et une délégation du Mouvement des radicaux de gauche, comprenant MM. Béranger, Rigal et Monod, se sont rencontrées, mercredi 30 juin, au siège du M.R.G., pour préparer les élections municipales. Les deux délégations ont constaté « une convergence des positions essentielles de la loi électorale municipale : exprimer la volonté de rechercher la plus possible la constitution de listes électorales de la gauche des représentants élus ». Une commission mixte des P.S. et du M.R.G. a été constituée pour poursuivre les négociations.

## La vente de « France-Soir » LE LIVRE C.G.T. MANIFESTE ET LES NEGOCIATIONS SE POURSUIVENT

Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. organisera mercredi 7 juillet, à partir de 10 h 30, une manifestation destinée à sensibiliser l'opinion publique sur les tractations en cours dans la presse parisienne.

Dans un communiqué, le C.I.L.P. indique qu'il s'agit d'« une protestation contre les conditions de vente de la presse parisienne dans lesquelles les salariés sont exploités ». Le livre C.G.T. manifeste et les négociations se poursuivent.

Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. organisera mercredi 7 juillet, à partir de 10 h 30, une manifestation destinée à sensibiliser l'opinion publique sur les tractations en cours dans la presse parisienne.

Dans un communiqué, le C.I.L.P. indique qu'il s'agit d'« une protestation contre les conditions de vente de la presse parisienne dans lesquelles les salariés sont exploités ». Le livre C.G.T. manifeste et les négociations se poursuivent.

## M. PIERRE BÉRÉGOVY : première priorité, maîtriser le budget social

M. Pierre Bérégovoy, nouveau ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a affirmé que « la première priorité » de son action était de « maîtriser le budget social ». Interrogé mardi 6 juillet par France-Inter, le ministre a déclaré : « Je serai d'abord le ministre de la justice sociale et fessierai de donner à la solidarité nationale son contenu. » Quant au fait de la justice sociale, a-t-il ajouté, on reparlera. Il faut savoir compter et se faire respecter.

Il s'est ensuite défendu de vouloir « faire passer des pilules amères ». Je ne dis pas qu'on peut tout faire, a-t-il poursuivi, mais il y a des priorités et la priorité, c'est de reconstruire l'économie et le social.

M. Bérégovoy a souligné qu'une « bonne gestion du budget social » était la « première priorité » de son action. « Seule une gestion équilibrée, a-t-il précisé, permet de préserver les acquis sociaux et de les développer. »

Il n'est pas question de « rayer d'un trait de plume les avantages acquis », mais « à la fois de les économiser, à la fois, à la fois, en invitant les Français à lui écrire pour lui faire des suggestions de genre. Enfin, M. Bérégovoy a rendu hommage à l'action menée par Mme Nicole Questiaux.

« Dans beaucoup de directions, je suivrai son exemple », a-t-il conclu.

## LA QUATRIÈME CHAÎNE ET LE LANCEMENT D'UN SECOND SATELLITE DE TÉLÉVISION DIRECTE EXAMINÉS EN CONSEIL INTERMINISTÉRIEL

Un conseil interministériel consacré à la télévision par câble et au projet de quatrième chaîne de télévision à péage devait se tenir mardi 6 juillet en fin d'après-midi. Une communication sur ces sujets pourrait être faite mercredi en conseil des ministres.

Au cours de ce conseil, plusieurs décisions devaient être prises. La première, dont le principe avait été annoncé par le président de la République lors de sa dernière conférence de presse, serait d'engager les sommes nécessaires (entre 200 millions et 300 millions de francs) à la transformation du canal V.F.P. (819 lignes) en un canal V.H.F. (625 lignes) qui sera le support d'une quatrième chaîne.

S'il est acquis que l'usage de cette quatrième chaîne sera payant (au moins pour les émissions aux heures de grande écoute), deux questions restent en suspens. Le paiement se fera-t-il par abonnement ou à travers un péage horaire ? Qui gèrera, qui assurera la réalisation des programmes ?

Le conseil interministériel pourrait également prendre la décision formelle de lancer le second satellite de télévision directe T.D.F. 1. Il rejoindrait ainsi, en 1986-1987, T.D.F. 1, dont le lancement doit intervenir en septembre 1985. Chacun de ces satellites comporte cinq canaux, mais le système d'alimentation en énergie de T.D.F. 1 ne permet l'utilisation simultanée que de trois canaux. Si deux sont réservés à T.F. 1 et à la troisième chaîne, avec T.D.F. 2, trois, voire cinq canaux supplémentaires seraient ainsi disponibles pour de nouvelles chaînes. — J.-M. G.

**A SAINT-CYPRIEN-MÉDITERRANÉE**

**STAGE D'ÉTÉ**

Initiation à la MICRO INFORMATIQUE PLUS TENNIS-PLANCHE À VOILE FOOTBALL - CYCLISME PISCINE - SOUSHA SAUNA pour

**JEUNES (dès 14 ans) ADULTES FAMILLES**

Prix Adulte 1.900 F. Réservation à : I. D. S. BP 46 - 94570 JUIRY-EN-BRIE. Tél. : (1) 590.62.95

**INSTITUT DE GESTION DÉPARTEMENT FORMATION CONTINUE**

**I.S.M.A.**

(Institut Supérieur du Management)

- Ingénieurs et Cadres - Bac + 4 + expérience professionnelle (ou équivalent).
- 4 jours ouvrables par mois
- Mise à niveau dans disciplines fondamentales + D.E.S.S. « Contrôle de Gestion »
- Financement : Convention de formation
- DOSSIERS et INSCRIPTIONS : UNIVERSITÉ DE PARIS XII

Didier DARFEUILLE, 58, avenue Didier, 94210 LA VARENNE. Tél. 886-11-79 (poste 657) (10 h - 12 h - 16 h - 18 h)

**DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT**

**PRIX EXCEPTIONNELS**

avec la garantie d'un maître tailleur

**COSTUMES MESURE**

NOUVELLE COLLECTION

A partir de 1.350 F

3.000 pièces Luxueux draperies anglaises Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS et ROBES sur MESURE

Prêt-à-porter Homme

**LEGRAND Tailleur**

27 r. d'Alsace-Lorraine, Paris Cedex 10. Tél. : 742-74-41. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

**BUICK**

Skylark 9 cv.

Jean Charles S.A.

28, rue Claude-Lorraine, Paris-10<sup>e</sup>, 524.43.33

**BOURSE GONC DU RECIT HISTORIQUE**

claire kraft

**COPIES**

**MAINT**